RAPPORT ANNUEL 2012.2013

Annual Report . ᐋᔑᑯᒧᐳᓐᐦ ᑎᐹᒋᒨᔑᓂᐦᐄᑭᓐ

Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

Cree Hunters and Trappers Income Security Board

ᓂᑑᐦᐆ ᓅᔮᐤ ᐅᒥᒫᐅᒡ

Québec

Gouvernement du Québec
Députée de Taschereau
Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Ministre du Travail
Ministre responsable de la Condition féminine
Ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale
Ministre responsable de la région de la Chaudière-Appalaches

Québec, le 19 décembre 2013

Monsieur Jacques Chagnon
Président de l'Assemblée nationale
Hôtel du Parlement
1045, rue des Parlementaires
Bureau 1.30, 1er étage
Québec Québec G1A 1A4

Monsieur le Président,

Conformément à la *Loi sur l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris* (L.R.Q., c. O-2.1), je suis heureuse de vous transmettre le rapport d'activité de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris pour l'exercice financier se terminant le 30 juin 2013.

Ce rapport rend compte des activités de cet organisme durant la période du 1er juillet 2012 au 30 juin 2013.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Agnès Maltais

p. j.

Madame Agnès Maltais
Ministre de l'Emploi et
de la Solidarité sociale
425, rue Saint-Amable, 4e étage
Québec (Québec) G1R 4Z1

Madame la Ministre,

Au nom des membres de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, j'ai le plaisir de vous présenter notre Rapport annuel pour l'exercice financier se terminant le 30 juin 2013. Ce rapport décrit sommairement l'organisation administrative de l'Office, résume les résultats de l'année 2012-2013 et comprend les résultats financiers pour cette même année.

Veuillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le président (2012-2013)

Jean-Guy Dugré

Québec, janvier 2014

Mr. Matthew Coon Come
Chairman
Cree Regional Authority
2 Lakeshore Road
Nemaska (Québec) J0Y 3B0

Sir:

On behalf of the members of the Cree Hunters and Trappers Income Security Board, I am pleased to submit our Annual Report for the fiscal year ending June 30, 2013. This report summarizes the administrative organization of the Board and the results for the year 2012-2013, and includes the Financial Statements for that same period.

Yours very truly,

Jean-Guy Dugré
Chairman (2012-2013)

Québec, January 2014

RAPPORT ANNUEL 2012.2013

Annual Report

TABLE DES MATIÈRES

Table of contents . ᒫ·ᑳ ᒫᓯᓈᑖᐦᑎᐸᔨᒋᒧᓯᓂᐦᐄᑭᓐ

8. **Message des membres**	22. ***Message from the Board***	36. ᑳ ᓃᑳᓂᐱᐦᑎᐦᒼ ᐅᑎᔩᒧ·ᐃᓂ·ᐋᐤ
9. **Message du directeur général**	23. ***Message from the Director-general***	37. ᐅᒋᒫᐤ ᑳ ᐱᒥᐱᔩᐦᑖᐟ ᐅᑎᔩᒧ·ᐃᓐ
11. **L'Office**	25. ***The Board***	39. ᑳ ᓃᑳᓂᐱᐦᑎᐦᒼ
13. **Le programme**	27. ***The Program***	41. ᐋ ᐱᒥᐱᔩᐦᐋᑭᓂ·ᐃᑦ ᓂᔫᐦᐆᓈᔮᓐ
17. **Les activités de l'année 2012.2013**	31. ***Activities for the Year 2012.2013***	45. ᑳ ᐃᐦᑎᓈᓂ·ᐃᒼ ᐆ ᑳ ᐱᐳᐦᒼ **2012.2013**
49. **Tableaux**	49. ***Tables***	49. ᐊᒋᔥᑖᓱᓂᓯᓂᐦᐄᑭᓐ
58. **Organigramme**	58. ***Organization Chart***	58. ᐋ ᐃᑎᐦᑳᑐᓈᓂ·ᐃᒼ
62. **États financiers 2012.2013**	62. ***Financial Statements 2012.2013***	62. ᐋ ᒥᓯᓈᓱᑦ ᑳ ᐃᔥᐱᔩᑦ ᓈᔫᓐ **2012.2013**
94. **Code d'éthique et de déontologie**	94. ***Code of Ethics and Professional Conduct***	94. ᑯᐃᔅᒄ ᐋ ᐄᔑ ᐋᐱᑎᓰᓈᓂ·ᐃᒼ
96. **Développement durable**	96. ***Sustainable Development Policy***	96. ·ᐄᓇ·ᐋ·ᐃᓐ ᐅᐦᒋ ᑯᔩᔅᒄ ᐋ ᐄᔑ ᐅᔑᐦᑖᑭᓂ·ᐃᒼ ᒦ·ᑳᓐ ᒦ ᐅᐦᒋ ᐱᑳᔅᒋᐦᐅᓈᓂ·ᐃᒼ

MESSAGE DES MEMBRES

Les membres de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris sont fiers de présenter le rapport annuel des activités pour l'année 2012-2013.

Vous y trouverez une description de l'Office, du programme, les statistiques les plus pertinentes sur la participation ainsi que les montants versés. Finalement, vous trouverez dans ce document les états financiers de l'exercice qui s'est terminé le 30 juin 2013.

L'année-programme 2012-2013 a été relativement tranquille au niveau des opérations. L'Office est en attente du début des négociations entre le l'Administration régionale crie et le gouvernement du Québec et nos employés demeurent disponibles pour aider dès que le processus sera officiellement commencé. Un programme qui est en place depuis si longtemps a besoin d'être mis à jour de temps à autre. Les membres voient avec optimisme ce processus qui permettra au programme de mieux répondre aux nouvelles réalités économiques et sociales qui touchent les chasseurs cris.

Par ailleurs, vous remarquerez que l'organigramme de l'Office a été légèrement modifié. Après étude, les membres ont choisi d'y faire deux modifications; soit l'ajout d'un nouveau poste de technicien en comptabilité, et l'abolition du poste d'agent de soutien au programme, ce dernier ayant été vacant pendant plusieurs mois. Cette modification ne change pas la taille de l'équipe au siège social, mais permet simplement de mieux répartir les tâches et les charges de travail.

Comme membre de cette importante organisation, nous sommes fiers de l'histoire et de l'excellente feuille de route qui démontre la stabilité administrative et le succès de notre organisation. Nous espérons que l'examen de ce rapport annuel vous convaincra de notre dévouement au succès et à la saine gestion de cette organisation.

Gérald Lemoyne
Guy Girouard
Jean-Guy Dugré

Philip Awashish
Willie Iserhoff
George Wapachee

MESSAGE DU DIRECTEUR-GÉNÉRAL

Une autre année s'est terminée et encore une fois nous avons été capables de livrer avec succès un programme qui supporte plus de 1350 familles de chasseurs et piégeurs cris vivant partout sur le territoire cri dans le Nord du Québec. Cette année, l'Office a accueilli deux nouveaux employés au sein de son équipe. Premièrement, un nouvel administrateur local a été nommé pour la communauté de Washaw-Sibi, une communauté qui est présentement regroupée officiellement avec Waswanipi. Basée à Amos, Mme Agnes McKenzie a été embauchée en janvier 2013 et elle s'occupera des prestataires de la région de l'Abitibi. Deuxièmement, au siège social, on a accueilli une nouvelle addition à l'équipe, cette fois dans le département de comptabilité. Ainsi, M. Philippe Fournier, un récent diplômé en technique de comptabilité se joint à l'équipe pour aider à supporter les besoins croissants en administration générés par les opérations. M. Fournier travaillera directement avec le directeur des services administratifs, M. Régent Brind'Amour et nous sommes très heureux de l'accueillir au sein de l'équipe. Nous souhaitons donc une chaleureuse bienvenue à Mme McKenzie et M. Fournier!

La participation au Programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris a augmenté encore cette année, cette fois dépassant les 1 350 familles de prestataires. La participation croissante au programme apporte quelques défis aux opérations et à l'administration, mais notre personnel est prêt à y faire face! De plus, nous sommes en train d'examiner de nouvelles procédures pour alléger l'administration des dossiers tout en maintenant la rigueur et la diligence qui nous ont toujours guidés. Nous espérons que l'implantation de ces nouvelles procédures informatiques pourra réduire le travail administratif tout en permettant aux administrateurs locaux d'offrir un service tout aussi bon et un traitement équitable à tous les chasseurs et trappeurs. Notre but et notre mission n'ont pas changé — nous continuons simplement de nous améliorer dans la livraison du programme et des processus administratifs qui y sont reliés.

Serge Larivière, Ph.D., MBA, ASC
Directeur général

L'OFFICE

L'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris a été mis en place lors de la signature de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois en novembre 1975. À la suite de la signature de cette convention, les dispositions régissant la constitution, les responsabilités et les pouvoirs de l'Office ont été décrites au chapitre 30 de ladite convention tel que modifié par la Convention complémentaire n° 15 et inscrits dans la Loi sur l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris (RLQR, chapitre O-2.1).

L'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris est un organisme autonome bipartite composé de six membres dont trois sont nommés par le gouvernement du Québec et trois par l'Administration régionale crie. La durée du mandat des membres est laissée à la discrétion des autorités responsables de la nomination qui doivent désigner, chaque année et alternativement, le président et le vice-président. L'Office fait rapport annuellement de ses activités au gouvernement du Québec et à l'Administration régionale crie.

Les membres de l'Office se réunissent périodiquement pour évaluer et suivre les activités du programme. En 2012-2013, les membres ont tenu trois rencontres régulières.

RÉUNIONS DES MEMBRES 2012-2013	
MONTRÉAL	▶ 11 DÉCEMBRE 2012
MONTRÉAL	▶ 9 AVRIL 2013
MONTRÉAL	▶ 13 JUIN 2013

L'Office compte présentement dix-huit (18) employés à son service, incluant les employés à temps plein et les employés à temps partiel. Parmi ceux ci, douze (12) employés desservent les communautés cries et six (6) employés participent à la gestion du programme au siège social à Québec. Le personnel ne fait pas partie de la fonction publique du Québec et l'Office détermine les effectifs, normes et barèmes de rémunération de même que les autres conditions de travail de ses employés. Le poste de direction, qui constitue le premier niveau suivant celui des membres, est le poste de directeur général auquel se rattache une rémunération équivalant à celle du personnel d'encadrement de classe 4 dans la fonction publique.

Les sommes requises pour le paiement des prestations aux chasseurs et piégeurs cris inscrits au programme ainsi que pour le fonctionnement administratif de l'Office sont payées à même les deniers accordés annuellement à cette fin par l'Assemblée nationale. L'année financière de l'Office débute le 1er juillet et les états financiers vérifiés pour l'année 2012-2013 montrent que les dépenses de l'exercice terminé le 30 juin 2013 se sont élevées à 25 039 108 $. De ce montant, près de 93 % représentent les prestations et la balance, soit 1 768 803 $, couvre les dépenses de fonctionnement du siège social et des dix bureaux locaux situés dans les communautés cries.

LE PROGRAMME

Le Programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris a comme principaux objectifs de favoriser le maintien et la survie d'un mode de vie traditionnel en assurant une garantie de revenu aux chasseurs et piégeurs cris et en prévoyant des mesures d'incitation. Il tire son origine de la Convention de la Baie James et du Nord québécois (CBJNQ) signée le 11 novembre 1975 et a été officiellement mis sur pied en novembre 1976.

Le programme s'adresse aux Cris résidant au Québec qui pratiquent les activités d'exploitation de la faune comme mode de vie. Par activités d'exploitation, on entend la chasse, la pêche et le piégeage ainsi que les activités qui leur sont accessoires comme la fabrication ou la réparation de matériel, la préparation et l'aménagement du terrain, le traitement, le transport et la commercialisation des produits d'exploitation, la fabrication d'objets artisanaux, la gestion de la faune, les déplacements, etc.

Les objectifs du programme sont demeurés les mêmes depuis sa création et depuis le tout début, l'Office a cherché à assurer la réalisation et le maintien de ces objectifs malgré les nombreux changements survenus à l'environnement social, économique et faunique des chasseurs et piégeurs cris. Une première révision du programme en 1988 a mené à la Convention complémentaire n° 8 et a introduit, entre autres, les comités locaux des chasseurs et piégeurs cris et le versement de prestations de maternité. Une deuxième révision, plus exhaustive, a mené à la signature de la Convention complémentaire n° 15 en 2002, qui instaure d'importants changements au programme lesquels sont entrés en vigueur au début de l'année-programme 2002-2003. Le concept original demeure cependant inchangé, à savoir un programme qui accorde un revenu annuel à des familles de piégeurs.

Les principales dispositions qui régissent l'admissibilité au programme et le calcul des prestations sont brièvement présentées ici. Le programme prévoit un revenu familial annuel, mais l'admissibilité de l'unité de prestataires ou famille dépend essentiellement des activités de son chef, c'est-à-dire la personne qui, compte tenu des coutumes cries, est considérée comme subvenant aux besoins de sa famille ou qui est une personne seule âgée de 18 ans et plus. Le calcul des prestations prend toutefois en considération l'ensemble des activités des membres de l'unité de prestataires.

ADMISSIBILITÉ

Pour qu'une unité de prestataires soit admissible au programme, le nom du chef doit être inscrit sur la liste du comité local du programme. Cette liste identifie les personnes qui, selon la coutume de leur communauté, se consacrent aux activités d'exploitation et aux activités accessoires comme mode de vie tel que dicté par les traditions d'exploitation et les règles de la communauté. Chaque communauté crie met sur pied un comité local qui doit produire, dans les délais prescrits, la liste des chasseurs et piégeurs cris.

Le programme exige de la part du chef qu'il consacre un minimum de 120 jours par année à pratiquer des activités traditionnelles en forêt et qu'il y passe plus de temps que dans le cadre d'un emploi rémunéré. Cette exigence doit être rencontrée durant l'année précédant la demande d'inscription, ce qui correspond à une année de qualification durant laquelle aucune somme n'est versée par le programme.

Le programme prévoit deux exceptions à cette exigence. Un individu de 25 ans ou moins qui l'année précédente complétait avec succès un secondaire V, peut s'inscrire au programme immédiatement à la fin de ses études. La seconde exception concerne les unités de prestataires à qui le programme a accordé une absence temporaire pour des fins d'éducation ou d'emploi. À la fin de l'absence temporaire, l'unité peut ainsi se réinscrire au programme sans année de qualification.

Dans le premier cas, ces changements ont été instaurés pour encourager les jeunes à compléter leur formation secondaire et dans le second cas, pour aider les piégeurs qui le désirent à obtenir une formation supplémentaire ou acquérir une expérience de travail différente.

Pour conserver l'admissibilité de leur unité de prestataires, les chefs de famille doivent, par la suite, rencontrer annuellement les mêmes exigences. Cependant, certaines exceptions sont prévues dans les cas de circonstances inhabituelles. Le programme prévoit différents statuts de prestataires et pour chacun d'eux des dispositions particulières :

- Dans le cas de nouvelles demandes sans année de qualification, un maximum de 120 jours est payable lors de la première année d'inscription au programme.

- Pour les unités en absence temporaire, les banques de congés de maladie sont maintenues durant leur absence, qui autrement seraient remises à zéro après un certain nombre d'années.

- Le statut « semi-actif » pour sa part s'adresse aux prestataires aînés qui, pour différentes raisons, souhaitent réduire graduellement leurs activités d'exploitation et activités accessoires tout en demeurant inscrits au programme. Pour se prévaloir de ce statut, le chef de l'unité de prestataires doit cumuler une expérience de participation d'au moins 15 années au programme incluant les cinq dernières. De plus, le nombre total d'années d'inscription au programme additionné à son âge doit totaliser au moins 80.

De plus, lorsqu'une unité de prestataires se voit attribuer le statut semi actif, deux options sont offertes :

- Recevoir un montant forfaitaire représentant 100 % de la valeur des jours de congé de maladie accumulés par le chef et le conjoint de l'unité de prestataires; ou

- Conserver, pour une période maximale de cinq ans, son admissibilité au programme; les exigences d'admissibilité sont alors réduites, mais une limite annuelle de 119 jours payable par adulte est appliquée.

Pour profiter de la deuxième option, le chef de l'unité de prestataires doit préalablement prouver qu'il est en mesure de pratiquer des activités de chasse et de pêche ou des activités accessoires pendant au moins 20 jours dans l'année, dont 10 jours à l'extérieur de la communauté.

CALCUL DES PRESTATIONS

La méthode de calcul de prestations est avant tout fonction du temps consacré aux activités d'exploitation. En effet, la majeure partie des argents versés tient compte du nombre de jours passés en forêt par les adultes membres de l'unité et par conséquent, les revenus de familles de même taille peuvent être différents.

Pour établir les prestations annuelles de chaque unité, l'Office s'appuie sur les paramètres suivants : la durée de la période consacrée à la chasse, la pêche et le piégeage, les gains annuels de l'unité et la taille de la famille. Le calcul des prestations se fait en deux étapes. Premièrement, un montant est alloué pour chaque journée passée dans le bois par le chef et le conjoint de l'unité dans l'exercice des activités d'exploitation et des activités accessoires. Le programme prévoit des maximums de jours rémunérés par adulte par année, soit 240, 120 ou 119 selon le statut de l'unité de prestataires. Une limite annuelle globale de 350 000 jours pour l'ensemble des prestataires est également imposée.

Une allocation supplémentaire de 30 % de l'allocation quotidienne est accordée pour chaque journée passée par les adultes d'une unité dans une région qualifiée d'« éloignée ». En général, il s'agit de terrains de piégeage situés au-delà d'un rayon de 50 km de la communauté ou si accessible par la route, au delà d'une distance de 200 km. Cette allocation peut être accordée pour un maximum de 180 jours par adulte et couvre les jours passés dans le bois entre le 1er novembre et le 30 avril. Le nombre de jours pour lesquels l'allocation en région d'exploitation éloignée est attribuée est limité à 100 000 pour l'ensemble des prestataires et est inclus dans la limite globale de 350 000 jours.

Par ailleurs, un montant supplémentaire, le montant de base garanti, calculé en fonction de la taille et des revenus de l'unité peut s'ajouter aux allocations quotidiennes dans certains cas. Ce montant additionnel permet d'augmenter les prestations des familles qui sont plus nombreuses ou pour qui les prestations du programme représentent la seule source de revenus. Les taux utilisés sont indiqués au tableau 6 et les revenus nets de l'unité sont déduits des prestations à 40 % et les prestations de la sécurité de la vieillesse du gouvernement du Canada sont déduites à 100 %. À moins d'être spécifiquement exclus, tous les montants reçus par les membres de l'unité à titre de revenus ou salaires, y compris les allocations quotidiennes versées en vertu du programme, sont considérés comme des revenus.

Même si la règle de base exige que la pratique des activités d'exploitation constitue le mode de vie principal des prestataires, ceux-ci peuvent cependant participer à certaines activités économiques de la région en travaillant de façon saisonnière, ce qui leur permet d'accroître leur revenu. Il est cependant proscrit de cumuler des prestations versées en vertu du programme avec des sommes reçues d'un autre programme fédéral ou provincial de sécurité du revenu.

Le programme s'adresse donc spécifiquement à des personnes qui désirent poursuivre un mode de vie traditionnel et tente d'assurer à leur famille un revenu suffisant tout en leur garantissant une mesure de sécurité économique compatible avec les conditions existantes de temps à autre.

Les prestations sont calculées sur une base annuelle et réparties en quatre versements effectués vers les 1er septembre, 1er décembre, 1er avril et 30 juin ou mensuellement selon les désirs et habitudes d'activités des prestataires. Le calendrier correspond, dans la mesure du possible, à celui des chasseurs et piégeurs et les paiements sont donc versés aux périodes où la majorité d'entre eux est dans leur communauté respective.

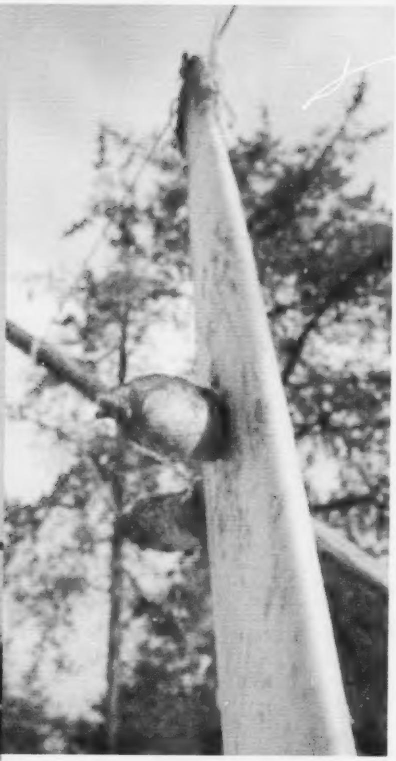
FONDS D'ASSURANCE
COMPENSATION EN CAS DE MALADIE OU DE DÉSASTRE

Un Fonds d'assurance financé à parts égales par les prestataires du programme et le gouvernement du Québec a été établi pour compenser financièrement les prestataires pour la perte de revenus encourue à la suite d'une incapacité à pratiquer des activités d'exploitation ou des activités accessoires en raison de maladie ou de désastre.

Chaque adulte d'une unité accumule, dans une banque individuelle, des jours de congé de maladie, attribués selon le nombre de jours payables pour chaque année programme.

En plus de la banque individuelle, un prestataire peut avoir recours à une banque communautaire établie à un maximum annuel de 2000 jours pour l'ensemble des prestataires.

La banque communautaire réserve aussi 500 jours pour compenser des prestataires qui auraient encouru une perte de revenus à la suite d'un désastre comme une inondation ou un feu de forêt qui les empêcherait de pratiquer les activités d'exploitation selon leurs habitudes.



LES ACTIVITÉS DE L'ANNÉE 2012.2013

PARTICIPATION AU PROGRAMME

Le Programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris s'adresse exclusivement aux Cris de la Baie James, bénéficiaires de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois, résidant au Québec et membres de l'une des neuf communautés cries, soit Chisasibi, Eastmain, Mistissini, Nemaska, Oujé-Bougoumou, Waskaganish, Waswanipi, Wemindji, et Whapmagoostui.

En mai 2013, 17 591 personnes étaient inscrites comme membres de l'une de ces communautés et bénéficiaires des avantages prévus à la Convention de la Baie-James et du Nord québécois. De ce nombre, 17 249 étaient résidents du territoire de la Baie James, c'est-à-dire les villages cris et les villes comme Amos, Chapais, Chibougamau, Senneterre et Val d'Or. Un certain nombre de familles inscrites au programme, particulièrement dans le cas des membres de la communauté de Waswanipi, demeurent à l'extérieur des villages cris. Pour le présent rapport et dans nos statistiques, la communauté de Waswanipi comprend les prestataires de la communauté de Waswanipi ainsi que les prestataires faisant partie de Washaw-Sibi, une communauté émergeante basée près d'Amos, reconnue par le gouvernement de la Nation crie, mais présentement non reconnue par le gouvernement du Québec.

Durant l'année 2012-2013, un total de 1 357 unités de prestataires ont bénéficié du programme (Tableau 1). La composition de ces familles était de 1 904 adultes (71 %) et de 771 enfants, pour un total de 2 675 individus. Le plus grand nombre d'unités de prestataires se situe à Chisasibi (508 unités), suivi par Waswanipi/Washaw Sibi (213 unités), Mistissini (159 unités) et Whapmagoostui (134 unités) tandis que les communautés qui comptent le plus petit nombre d'unités sont Nemaska (29 unités), Eastmain (44 unités), et Oujé-Bougoumou (69 unités). Ensemble, les quatre communautés avec le plus grand nombre d'unités de prestataires, Chisasibi, Waswanipi, Mistissini et Whapmagoostui, regroupent ensemble 75 % des unités de prestataires inscrites au programme (Tableau 1).

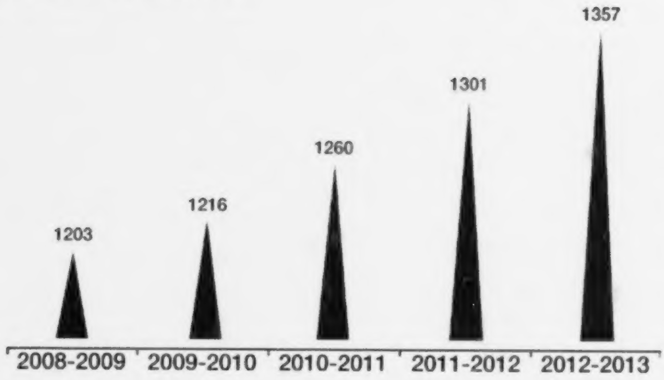
La participation au programme varie selon l'âge du chef de l'unité. En 2012-2013, 45 % des chefs d'unités de prestataires étaient âgés de 57 ans et plus (Tableau 2). Le groupe d'âge le plus nombreux est celui des 67 à 76 ans (20 %), suivi des 17 à 26 ans (19 %).

La répartition des groupes d'âges des prestataires du programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris explique aussi la distribution du nombre d'enfants par unité de prestataires. La majorité (79 %) des 1 357 unités de prestataires n'incluent pas d'enfants, tandis que 7 % ont 1 enfant, 5 % ont deux enfants, 4 % trois enfants et 6 % des unités incluent 4 enfants ou plus.

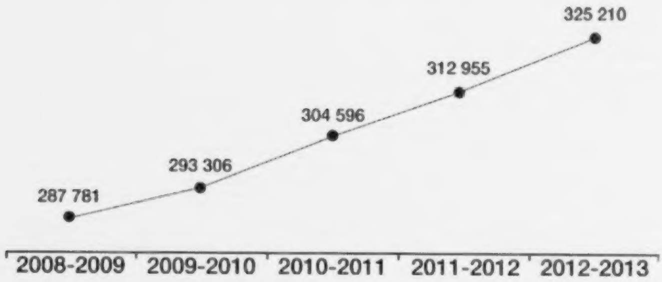
La participation globale au programme, déterminée par le pourcentage des résidents inscrits, a été de 15,5 % en 2012-2013 (Tableau 3), comparativement à 15,4 % en 2011-2012, et à 15,2 % en 2010-2011. En 2012-2013, la participation de la population crie au programme atteint son plus haut niveau dans les communautés de Whapmagoostui (30,1 % des résidents étant inscrits au programme), Waswanipi/Washaw-Sibi (24,7 %) et Chisasibi (23,3 %), tandis que les plus faibles taux de participation sont enregistrés pour les communautés de Nemaska (5,7 %) et Waskaganish (7,1 %). Le nombre d'unités inscrites au programme a encore augmenté en 2012-2013, avec 1 357 unités de prestataires comparativement à 1 301 en 2011-2012, 1 260 en 2010-2011 et à 1 216 en 2009-2010. Il s'agit de la quatrième année consécutive d'augmentation du nombre de prestataires (Figure 1).

Le nombre de jours payés ont suivi une augmentation similaire à celle des unités de prestataires. Les jours payés ont atteint 325 210 en 2012-2013, comparativement à 312 955 en 2011-2012 et à 304 596 en 2010-2011 (Figure 2).

NOMBRE D'UNITÉS DE PRESTATAIRES INSCRITES PAR ANNÉE-PROGRAMME



NOMBRE DE JOURS PAYÉS PAR ANNÉE-PROGRAMME



Le Programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris verse une allocation journalière pour les jours passés en forêt consacrés aux activités traditionnelles de chasse, de pêche et de piégeage ou aux activités accessoires qui sont reliées au mode de vie traditionnel. Le programme prévoit un maximum de jours payables par adulte et une limite globale pour tous les prestataires de 350 000 jours-personne par année programme. En règle générale, la limite annuelle s'élève à 240 jours payables par adulte, mais la limite n'excède pas 119 jours si le statut du prestataire est semi-actif et 120 jours pour une nouvelle demande sans année de qualification.

En 2012-2013, les activités en forêt ont représenté 323 505 jours, soit 99,5% des journées payables (Tableau 4). Les autres jours rémunérés sont les congés de maternité (0,4%) ainsi que les jours compensés en cas de maladie (0,2%). Il n'y a eu aucune journée de désastre payée en 2012-2013.

Les activités d'exploitation de la faune et les activités accessoires ne sont rémunérées que si le chasseur ne reçoit pas une autre indemnité pour la même période. En effet, lorsqu'un chasseur reçoit un salaire ou un montant pour une journée (ex. CSST, assurance emploi, etc.), l'allocation quotidienne n'est pas versée. Dans le cas où ces montants seraient versés au chef de l'unité de prestataires, cette règle a également pour conséquence d'éliminer le paiement de jours dans le bois pour le conjoint. De plus, les jours consacrés aux activités d'exploitation de la faune en excédant du maximum annuel de jours applicable par adulte, soit 240, 120 ou 119 selon le statut de l'unité, ne sont pas pris en considération dans le calcul des prestations.

Les jours identifiés comme en « région éloignée » sont inclus dans le nombre de jours dans le bois, mais identifient les jours durant lesquels les chasseurs et piégeurs cris se sont déplacés vers les territoires considérés comme étant plus difficiles d'accès et pour lesquels une allocation supplémentaire est versée. Ces territoires correspondent généralement à des terrains de piégeage situés à plus de 200 km de la communauté s'il y a accès par la route ou dans les autres cas situés à l'extérieur d'un rayon de 50 km. La tendance révèle une augmentation des jours en région éloignée, passant de 44 884 jours en 2010-2011 à 45 452 jours en 2011-2012 pour atteindre cette année 46 048 jours (Tableau 4).

Les statistiques individuelles révèlent que le nombre moyen de jours payables par unité de prestataires a été de 240 jours en 2012-2013 (Tableau 5). La plus grande moyenne du nombre de jours payables par unité s'observe dans la communauté de Mistissini (278 jours) suivi de Waswanipi/Washaw-Sibi (267 jours) et de Whapmagoostui (240 jours), tandis que la communauté d'Eastmain démontre le plus faible nombre de jours par unité, soit 203 jours en moyenne (Tableau 5).

Depuis 2002-2003, le programme a introduit trois nouveaux statuts de participation : semi actif, absence temporaire et nouvelle demande sans année de qualification. En 2012-2013, six unités de prestataires bénéficient du statut semi-actif, aucune unité de prestataires n'a réclamé une absence temporaire et quatre ont été admis sur le programme sans année de qualification à la suite de l'obtention d'un diplôme d'études secondaires.

PRESTATIONS ACCORDÉES

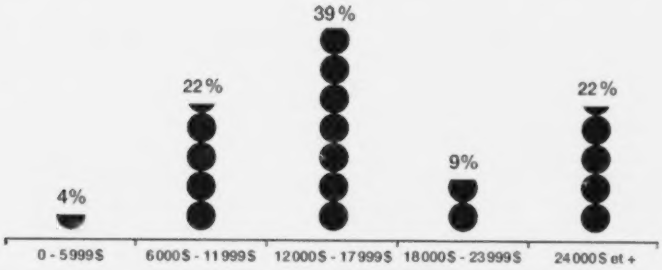
Les prestations du programme sont indexées annuellement en fonction du coût de la vie au Québec et le taux est établi selon l'indice d'accroissement en vigueur pour le Régime des rentes du Québec. Les paramètres de calcul employés pour l'année 2012-2013 représentent une majoration de 2,3 % par rapport à l'année précédente (Tableau 6).

En 2012-2013, le montant total des prestations versées aux chasseurs et piégeurs cris s'élève à 23 090 067 $ (Tableau 7). De ce montant, 92,9 % représente les argents versés aux chasseurs et piégeurs cris pour les jours passés en forêt à pratiquer des activités d'exploitation de la faune, incluant l'allocation supplémentaire pour les jours en région éloignée. Cette disposition mise en place en 2002-2003 a d'ailleurs permis le versement d'un montant additionnel de 881 359 $ (3,8 % du total) aux prestataires du programme (Tableau 7).

Le montant moyen des prestations versées par unité pour toutes les communautés en 2012-2013 se situe à 17 016 $, soit une augmentation comparativement à 16 612 $ en 2011-2012 et à 16 261 $ en 2010-2011. On observe aussi que les prestations moyennes par unité varient entre 13 958 $ pour la communauté d'Eastmain jusqu'à 19 189 $ pour les unités de prestataires de la communauté de Waswanipi/Washaw-Sibi (Tableau 7). La majorité (61 %) des unités de prestataires reçoit des prestations se situant entre 6 000 $ et 17 999 $ (Figure 3).

FIGURE 3

PRESTATIONS VERSÉES AUX UNITÉS



L'IMPORTANCE DES PRESTATIONS DU PROGRAMME DE SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS

La pratique des activités de chasse, pêche et piégeage entraîne des dépenses d'équipement et de transport élevées. En plus de ces coûts, les chasseurs doivent également continuer à assumer les dépenses reliées au maintien d'une résidence dans leur communauté respective. Plusieurs chasseurs cumulent donc des revenus d'activités traditionnelles, comme ceux obtenus par le programme, avec des emplois saisonniers afin de s'assurer un revenu annuel suffisant. En 2012-2013, les prestations du programme (23 090 067 $) ont totalisé 68 % de l'ensemble des revenus des chasseurs inscrits au programme (33 772 280 $) et la balance, soit 10 682 213 $, provenait des revenus reliés principalement à l'emploi.

FONDS D'ASSURANCE

Depuis l'instauration en 2002-2003 des dispositions concernant la création d'un Fonds d'assurance, la perte de revenus encourue à la suite d'une incapacité à pratiquer les activités d'exploitation ou des activités accessoires en raison de maladie ou de désastre peut être en partie compensée. En 2012-2013, le Fonds d'assurance a compensé 494 jours de maladie, mais aucun jour de désastre (Tableau 8).

CONCLUSION

La participation au Programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris a augmenté de façon constante depuis 2008-2009. Il est possible que la baisse des possibilités d'emploi dans le Nord, dû à certains développements majeurs maintenant terminés, combinée à une nouvelle tendance d'adhésion au programme par les nouveaux retraités, expliquent peut-être de cette tendance. Des modifications potentielles au Programme de sécurité du revenu pourraient éventuellement contribuer à une encore plus grande augmentation. À l'heure actuelle, nous sommes en voie d'atteindre, d'ici un an ou deux, le seuil maximal de 350 000 journées payables. L'Office devra suivre attentivement cette tendance, surtout au cours des négociations entre les deux parties pour apporter des changements éventuels au programme.

ENGLISH

MESSAGE FROM THE BOARD

The members of the Cree Hunters and Trappers Income Security Board are pleased to present the annual report of activities for the year 2012-2013.

In this document, you will find a description of the Board, of the program, as well as statistics regarding participation and amounts paid. This report ends with the financial statements for the fiscal year that ended on June 30, 2013.

Program-year 2012-2013 was fairly uneventful from an operational standpoint. The Board is still awaiting the start of negotiations between the Cree Regional Authority and the gouvernement du Québec and our employees remain available to help as soon as the process is officially started. A program that has been running for so long needs updating from time to time, and the Members are optimistic that this process will enable the program to better meet the changing social and economic realities of Cree hunters.

You will also note that the organizational chart of the Board has been slightly modified. After review, the members decided to make two changes; first to create a new position of accounting technician, and second to abolish the position of program support agent, which had remained vacant for several months. Although this modification does not increase the size of the team at the head office, it allows for a better distribution of workload and fulfilment of necessary tasks and duties.

As Board members of this very important organization, we are proud of the history and long-term record of management stability and success of this organization. We hope that the perusal of this annual report will convince you of our commitment to success and rigorous management.

Gérald Lemoyne	**Philip Awashish**
Guy Girouard	**Willie Iserhoff**
Jean-Guy Dugré	**George Wapachee**

MESSAGE FROM THE DIRECTOR-GENERAL

Another year has gone by and once again, we were able to successfully deliver our support to over 1350 families of Cree hunters and trappers living throughout Eeyou Istchee in northern Québec. This year, the Board welcomed two new staff members within its ranks. First, a new local administrator was appointed to serve the community of Washaw-Sibi, a community currently associated with Waswanipi. Based in Amos, Ms. Agnes Mckenzie was hired in January of 2013 and she will provide much needed help and services to the beneficiaries of the Abitibi region. Secondly, the staff of the Head Office in Québec City also welcomed a new addition to their team, this time in the accounting department. Mr. Philippe Fournier, a recent graduate and accounting technician, has joined the Board to help support the ever-increasing administrative workload generated by our operations. Mr. Fournier will work directly with our Director of Administrative services, Mr. Régent Brind'Amour, and we are glad to have Mr. Fournier join our team! We welcome both Ms. Mckenzie and Mr. Fournier to our work force!

The Cree Hunters and Trappers Income Security Program has grown yet again this year, this time reaching over 1350 families. The growing participation to the Program creates some challenges to our operations and administration, but our staff is ready for the challenge! Moreover, we are still considering new procedures to lighten the administrative burden of file management while maintaining as much rigor and due diligence as ever before. We hope that the implementation of new computerized procedures may help reduce administrative work while enabling local administrators to continue providing good service and fair treatment to all hunters and trappers. Our goal and mission remain unchanged – we simply continue to strive to improve on the associated processes and procedures.

Serge Larivière, PhD, MBA, ASC (C.Dir.)
Director-general

THE BOARD

The Cree Hunters and Trappers Income Security Board was established after the signing of the James Bay and Northern Québec Agreement in November 1975. Following the signing of the Agreement, provisions governing the constitution, responsibilities and powers of the Board are found in Section 30 of the said convention as amended by Complementary Agreement No. 15 and the Act respecting the Cree Hunters and Trappers Income Security Board (CQLR, chapter. O-2.1).

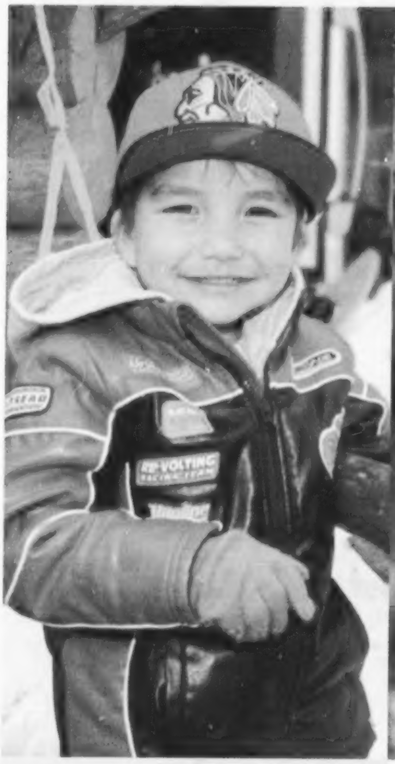
The Cree Hunters and Trappers Income Security Program is administered by the Board, a bipartisan organization composed of six members. The gouvernement du Québec and the Cree Regional Authority each appoint three members and are free to establish the length of the appointees' term of office for each appointee. The aforementioned parties take turns appointing the chairman and vice-chairman of the Board. The Board reports annually to the gouvernement du Québec and to the Cree Regional Authority.

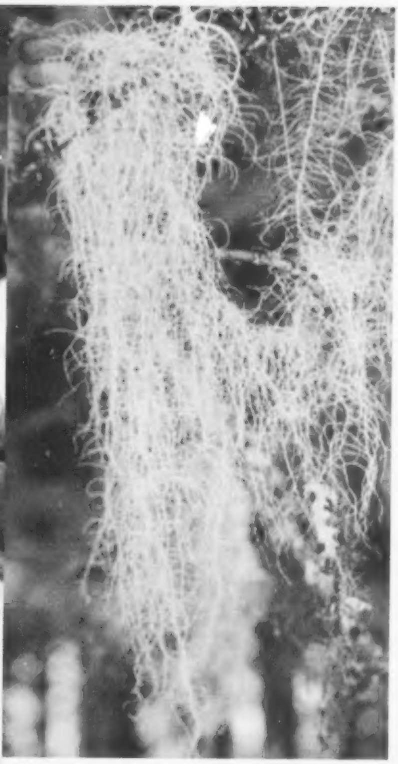
The Board has eighteen (18) employees, including full time and part time staff. Among the staff, twelve (12) are stationed in the various Cree communities and six (6) work at the head office in Québec City. Board personnel do not belong to the public service of Québec, and the Board sets staff requirements, remuneration standards and scales as well as the other conditions of employment for its personnel. The management position, the first level after that of the members, is the position of Director general, with a salary equivalent to that of a level-4 senior manager in the civil service.

The members of the Board meet periodically to evaluate and follow up on activities of the Program. In 2012-2013, the members held three regular meetings.

MEETING OF THE MEMBERS 2012-2013	
MONTREAL	▶ DECEMBER 11, 2012
MONTREAL	▶ APRIL 9, 2013
MONTREAL	▶ JUNE 13, 2013

The sums required to pay benefits to Cree hunters and trappers and to cover the administrative operations of the Board come from the amounts voted annually by the National Assembly for this purpose. The fiscal year begins on July 1 and the audited financial statements for 2012-2013 indicate that expenses for the year which ended on June 30, 2013, totalled $25,039,108. Of that amount, close to 93% represents benefits paid to Cree hunters and trappers, while the remaining $1,768,803 covers the operating expenses of the head office and the ten local offices located in the Cree villages.





THE PROGRAM

The main objectives of the Cree Hunters and Trappers Income Security Program are to encourage and preserve the traditional way of life of the Crees by providing Cree hunters and trappers with an income guarantee, benefits and other incentives. The Program originated with the James Bay and Northern Québec Agreement (JBNQA) signed on November 11, 1975 and was officially set up in November 1976.

The Program is intended for the Crees who reside in Québec and practice wildlife harvesting activities as a way of life. Harvesting activities refer to hunting, fishing and trapping and related activities such as equipment manufacture or repair, trapline preparation and upkeep, processing, transportation and sale of the proceeds of these activities, production of handicrafts, wildlife management, travel, etc.

Program goals have remained unchanged since its inception and, from the outset, the Board has sought to achieve and maintain these objectives despite the many changes that have occurred in the social, economic and wildlife environment of Cree hunters and trappers. An initial review of the Program in 1988 resulted in Complementary Agreement No. 8, introducing, among other things, local committees of Cree hunters and trappers, and the payment of maternity benefits. A second review, much more extensive, led, in 2002, to the signing of Complementary Agreement No. 15, which made considerable changes to the Program that came into force at the start of the 2002-2003 Program-year. However, the original concept, i.e. a program that pays an annual income to families of trappers, remains the same.

The main provisions governing Program eligibility and benefit calculation are briefly summarized here. The Program provides for an annual family income, but the eligibility of a beneficiary unit or family basically depends on the activities of its head, i.e. the Cree beneficiary who, in keeping with Cree customs, is considered to be the family provider or who is a person at least 18 years of age living alone. However, benefits are calculated by taking the activities of each member of the beneficiary unit into consideration.

ELIGIBILITY

For a beneficiary unit to be eligible for the Program, the name of the head must appear on the list of the Local Committee. This list identifies the persons who, according to community custom, practice harvesting and related activities as a way of life in accordance with harvesting traditions and the rules of the community. All Cree communities set up a Local Committee and prepared the list of hunters and trappers within the prescribed time frame.

Under the Program, the head of a beneficiary unit must devote at least 120 days a year to traditional activities in the bush, more time than they spend working at a job and receiving a salary. This requirement must be met the year preceding the application for enrolment, which corresponds to a qualifying year during which no benefits are paid by the program.

The Program currently provides for two exceptions to this requirement. A person who is 25 years of age or younger and who, the previous year, successfully completed at least Secondary V is now eligible for the Program immediately after completing his studies. The second exception concerns beneficiary units that choose to temporarily leave the Program for studies or temporary employment. At the end of this temporary absence, the unit may re-enrol in the Program without having to complete a qualifying year.

In the first case, these changes were implemented to allow young people to complete their secondary studies and, in the second, to help trappers wishing to pursue their studies or obtain a different work experience.

Thereafter, heads of families must meet these same requirements every year to maintain the eligibility of their beneficiary unit. However, some exceptions may be made under unusual circumstances.

The Program has different categories of beneficiaries, defining specific provisions for each:

- For new applicants without a qualifying year, a maximum of 120 days is payable the first year they are enrolled in the Program.
- For units who choose to leave the Program temporarily, the bank of sick days accumulated prior to the Temporary Leave is maintained.
- "Semi-active" status is intended for elder beneficiaries who, for various reasons, want to gradually cut back on their harvesting and related activities while remaining enrolled in the Program. To avail themselves of this status, heads of beneficiary units must have a participation experience of at least 15 years in the Program including the last 5 years. In addition, the aggregate of the total number of years in the Program and their age must be at least 80.

Furthermore, when a beneficiary unit is attributed semi-active status, it can choose from two options:

- Receive a lump-sum amount representing 100% of the value of the sick days accumulated by the head and the consort of the beneficiary unit; or
- Retain, for a maximum period of 5 years, eligibility to the Program. The eligibility requirements are reduced but an annual maximum of 119 days payable per adult is applied.

To take advantage of the second option, the head of the beneficiary unit must first prove that he is able to practice hunting or fishing activities or related activities at least 20 days in the year, 10 of which are spent outside the community.

BENEFIT CALCULATION

Benefits are primarily calculated on the basis of the time devoted to harvesting activities. Indeed, most of the money paid depends on the number of days that adult members of the unit spend in the bush. As a result, families of the same size may have different incomes.

To establish each unit's annual benefits, the Board takes the following factors into account: the amount of time spent hunting, fishing and trapping, the annual income of the unit and the size of the family. Benefits are calculated in two stages. First, an amount is determined for each day spent in the bush by the head and the consort of the beneficiary unit. The Program provides for a maximum of 240, 120 or 119 days payable per adult depending on the beneficiary unit's status. An annual overall maximum of 350,000 days for all beneficiaries also applies.

An additional allowance of 30% of the daily allowance is paid for each day that the adults of a unit spend in an area that is considered "far". Generally, this refers to traplines located outside a 50-km radius of the community or, if accessible by road, beyond a distance of 200 km. This allowance may be granted for a maximum of 180 days for the days spent in the bush between November 1 and April 30. The number of days for which the allowance for far region is paid is limited to 100,000 and is included in the overall limit of 350,000 days.

An additional amount, known as the guaranteed basic amount, determined on the basis of the size and income of the unit may be added to the daily allowance in some cases. This additional amount is used to increase the benefits of bigger families or in cases where Program benefits represent the only source of income. The rates used are in table 6 and must be reduced by 40% of the unit's net income and 100% of old age security benefits from the Government of Canada. Unless specifically exempted, all amounts received by the members of the unit as income or wages, including daily allowances paid under the Program, are considered income.

Although the basic rule requires that harvesting activities constitute the main way of life of beneficiaries, they can still take part in certain economic activities in the region by working on a seasonal basis to supplement their income. However, Program benefits may not be received in addition to benefits under another federal or provincial income security program.

The Program is intended specifically for people who wish to pursue a traditional way of life by providing them with sufficient income to support their families and to guarantee them a measure of economic security that is compatible with conditions prevailing from time to time.

Benefits are calculated on an annual basis and are paid in four installments on or around September 1, December 1, April 1 and June 30 or on a monthly basis, if requested by the beneficiary. This payment schedule corresponds, as far as possible, to that of the hunters and trappers, reflecting the periods when most of them are in their respective communities.

INSURANCE FUND COMPENSATION IN CASE OF ILLNESS OR DISASTER

Program beneficiaries and the Gouvernement du Québec contribute equally to an Insurance Fund set up to financially compensate beneficiaries for the loss of income resulting from an inability to practice harvesting or related activities due to illness or disaster.

Each adult of a unit accumulates, in an individual bank, sick days attributed according to the number of days payable for each Program-year.

In addition to the individual bank, a beneficiary may resort to a communal bank established at an annual maximum of 2,000 days for all beneficiaries.

The communal bank also sets aside 500 days to compensate beneficiaries for a loss of income resulting from a disaster such as flooding or a forest fire that prevents them from practicing their harvesting activities according to their habits.

ACTIVITIES FOR THE YEAR 2012.2013

PROGRAM PARTICIPATION

The Cree Hunters and Trappers Income Security Program is intended exclusively for the James Bay Crees who are beneficiaries of the James Bay and Northern Québec Agreement, reside in Québec and are members of one of the nine Cree communities of Chisasibi, Eastmain, Mistissini, Nemaska, Oujé Bougoumou, Waskaganish, Waswanipi, Wemindji and Whapmagoostui.

In May 2013, 17 591 persons were enrolled as members of one of these communities and were entitled to the benefits outlined in the James Bay and Northern Québec Agreement. Of that number,17 249 were residents of the James Bay Territory, which includes not only the Cree villages but also such towns as Amos, Chapais, Chibougamau, Senneterre and Val d'Or. A certain number of families enrolled in the Program, particularly members of the Waswanipi community, live outside the Cree villages. For this report and in our statistics, the community of Waswanipi includes beneficiaries of Waswanipi itself, plus beneficiaries that often designate themselves as members of the community of Washaw Sibi, an emerging community based near Amos that is recognized by the Cree Nation government, but not at the moment by the gouverment du Québec.

During the Program year 2012-2013, 1,357 beneficiary units were enrolled on the Program (Table 1). The composition of these families reached 1,904 adults (71%) and 771 children for a total of 2,675 persons. The greatest number of beneficiary units occurred in Chisasibi (508 units), followed by Waswanipi/Washaw-Sibi (213 units), Mistissini (159 units), and Whapmagoostui (134 units) whereas the smallest number of beneficiary units occurred in Nemaska (29 units), Eastmain (44 units), and Oujé-Bougoumou (69 units). Together, the four communities with the greatest number of beneficiary units, Chisasibi, Waswanipi, Mistissini and Whapmagoostui make up 75% of beneficiary units enrolled on the Program (Table 1).

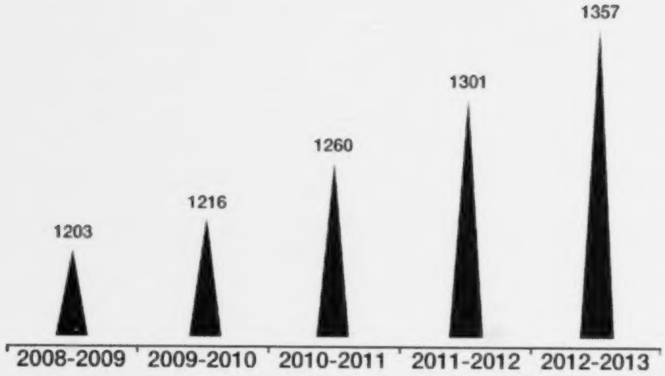
Participation to the Program varies according to the age of the head of the unit. In 2012-2013, 45% of the heads of beneficiary units were 57 years old or over (Table 2). The most common age group was the 67-76 years-of-age class (20%), followed by the 17-26 (19%).

The distribution of age groups within the Cree Hunters and Trappers Income Security Program also explains the number of children per beneficiary unit. The majority (79%) of 1,357 beneficiary units do not include children, whereas 7% include 1 child, 5% include two children, 4% include three children and 6% of the units include 4 children or more.

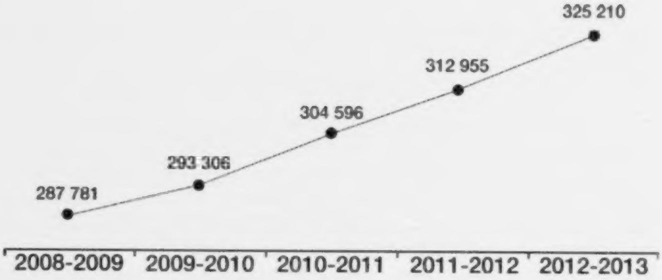
Global participation to the Program, determined by the percentage of residents enrolled, was 15.5% in 2012-2013, compared to 15.4% in 2011-2012, and 15.2% in 2010-2011 (Table 3). Participation in 2012-2013 was greatest in the community of Whapmagoostui (30.1% of residents enrolled on the Program), in Waswanipi/Washaw-Sibi (24.7%), and Chisasibi (23.3%), whereas the lowest participation rates were observed in Nemaska (5.7%) and Waskaganish (7.1%). The number of beneficiary units increased again in 2012-2013, reaching 1,357 compared to 1,301 beneficiary units in 2011-2012, 1,260 in 2010-2011 and 1,216 beneficiary units in 2009-2010. This is now the fourth consecutive year of increase in the number of beneficiaries (Graph 1).

The number of days paid increased similarly to the number of beneficiary units. Days paid reached 325,210 in 2012-2013, compared to 312,955 in 2011-2012 and 304,596 in 2010-2011 (Graph 2).

NUMBER OF BENEFICIARY UNITS PER PROGRAM-YEAR



NUMBER OF DAYS PAID PER PROGRAM-YEAR



The Cree Hunters and Trappers Income Security Program grants a daily allowance for days spent in the bush while pursuing traditional activities of hunting, fishing or trapping or related activities. The Program allows a maximum number of days payable for each adult and a global limit of 350,000 person days for each Program year for all beneficiaries. For each adult, the maximum number of days payable is 240 days per adult but this limit may not exceed 119 days if the beneficiary is enrolled under the semi active status or may not exceed a 120 days for a new demand without a qualifying year.

In 2012-2013, 323,505 days were spent conducting harvesting and related activities in the bush, and this represents 99.5% of all days payable (Table 4). Other paid days are mainly for maternity leave (0.4%) as well as days for sick leave (0.2%). No days were compensated for disaster in 2012-2013.

Wildlife harvesting and related activities are paid only when they occur in the bush and only if the hunter receives no other compensation for the same period. When a hunter receives wages or an amount for a given day (e.g. workers' compensation, employment insurance, etc.), the daily allowance is not paid. Should these amounts be paid to the head of the beneficiary unit, this rule also eliminates payment of days in the bush for the consort. Moreover, the days spent on wildlife harvesting activities above and beyond the annual maximum applicable per adult, i.e. 240, 120 or 119 depending on the status of the unit, are not taken into consideration in the benefit calculation.

The days identified as spent in "far regions" are included in the number of days in the bush but identify the days Cree hunters and trappers travelled to the territories deemed most difficult to access and for which an additional allowance is paid. These territories generally correspond to traplines located more than 200 km from the community where there is highway access or, in other cases, located outside a 50 km radius from the community. Program year 2012-2013 again reveals an increase in days spent in far regions, reaching 46,048 this past program-year (Table 4) compared to 45,452 days in 2011-2012, and 44,884 in 2010-2011.

Individual statistics reveal that the average number of days payable per beneficiary unit was 240 in 2012-2013 (Table 5). The highest average of days payable per beneficiary unit was observed in the community of Mistissini (278 days), followed by Waswanipi/Washaw-Sibi (267 days), and Whapmagoostui (240 days), whereas the community of Eastmain had the lowest average with 203 days payable per beneficiary unit (Table 5).

Since 2002-2003, the Program has introduced three new participant categories: semi-active, temporary leave and new demand without a qualifying year. In 2012-2013, six beneficiary units were enrolled as semi-active, 0 beneficiary units requested a temporary leave and four beneficiaries were admitted on the Program without the qualification year after completing secondary education.

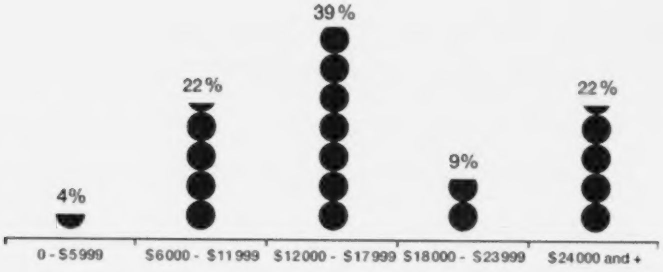
BENEFITS PAID

Program benefits are indexed each year to the cost of living in Québec. The rate is based on the index used for the Québec Pension Plan. The calculation parameters used for 2012-2013 represents an increase of 2.3 % when compared to the previous year (Table 6).

In 2012-2013, benefits paid to Cree hunters and trappers totalled $23,090,067 (Table 7). Of this amount, 92.9% represents sums paid to beneficiaries of the Program for days spent in the bush, including the additional allowance for days spent in far regions. This disposition, established since 2002-2003, enabled the payment of an additional $881,359 (3.8% of the total) to the beneficiaries of the Program (Table 7).

The average amount paid per beneficiary unit for all Cree communities in 2012-2013 was $17,016, compared to $16,612 in 2011-2012 and $16,261 in 2010-2011. The average of benefits paid per beneficiary unit ranged from $13,958 for the community of Eastmain to $19,189 for the beneficiary units of Waswanipi/Washaw-Sibi (Table 7). The majority (61%) of beneficiary units receive annual benefits ranging from $6,000 to $17,999 (Graph 3).

GRAPH 3 AMOUNTS PAID TO BENEFICIARY UNITS



THE IMPORTANCE OF BENEFITS FROM THE CREE HUNTERS AND TRAPPERS INCOME SECURITY PROGRAM

Hunting, fishing and trapping activities entail relatively high equipment and transportation costs. In addition to these expenses, hunters must also continue to pay for maintaining a home in the community. Many hunters combine traditional activities and subsequent benefits paid by the Program with seasonal employment in order to earn sufficient income. In 2012-2013, Program benefits ($23,090,067) represented 68% of the total income ($33,772,280) of beneficiaries enrolled on the Program. The remaining $10,682,213 came primarily from employment.

INSURANCE FUND

Since the implementation in 2002-2003 of the provisions regarding the creation of an Insurance Fund, revenue losses occurring because of an inability to carry out the harvesting or related activities due to illness or disaster may be partially compensated. In 2012-2013, the Fund compensated 494 sick leave days while no event constituting a disaster occurred during that Program year (Table 8).

CONCLUSION

The participation to the Cree Hunters and Trappers Income Security Program has increased steadily since 2008-2009. Possibly, the completion of major developments and the associated decrease in employment opportunities, combined with an emerging trend for new retirees to join the income Security program, may be explanations for this trend. Potential new changes to the Income Security Program may eventually contribute to yet further increases. As it stands, we are on course to reach, within a year or two, the maximum threshold of 350,000 days payable. The Board will need to follow this trend carefully, especially as both governing parties enter into negotiations for potential changes to the program.

CREE

ᑳ ᓃᑳᓂᐱᔥᑎᐦᒡ ᐅᑎᔑᒧᐧᐃᓂᐧᐋᐤ

ᐊᓂᒌ ᑳ ᐊᔥᑎᐱᑊ ᐊᓂᑦ ᓂᔮᐦᐆ ᓅᔮᓐ ᐋ ᐅᐦᒋ ᓈᓈᑭᒋᐦᐋᑭᓂᐧᐃᑦ, ᓈᔥᑖᐧᐸ ᔫᒌᔦᔫᐧᐃᑉ ᒫ ᐧᐋᐱᐦᑑᐧᐋᑉ ᐅᔫ ᐋᔑᑯᑊ ᐱᐳᓐᐦ ᑎᐹᒋᒨᔨᓂᐦᐄᑭᓐ ᐅᐦᒋ ᐊᓐ ᑳ ᐃᔅᐱᔑᑉ ᒦᐧᑳᑉ 2012-2013 ᑳ ᐱᐳᐦᒡ.

ᐅᑎᐦ ᑎᐹᒋᒨᔨᓂᐦᐄᑭᓂᐦᒡ, ᐋᐅᔾ ᒫ ᐧᐋᐱᐦᑎᒫᔾ ᑖᓐ ᐋ ᐊᑎ ᐃᔑᓈᑯᐦᒡ ᐆ ᐋ ᐅᐦᒋ ᓈᓈᑭᒋᐦᐋᑭᓂᐧᐃᑦ ᓂᔮᐦᐆ ᓅᔮᓐ, ᑖᓐ ᐋ ᐊᑎ ᐃᔅᐱᔑᑉ ᐋ ᐋᐱᒋᐦᐋᑭᓂᐧᐃᑦ ᓂᔮᐦᐆ ᓅᔮᓐ, ᑖᓐ ᑳ ᐃᔥᐱᔑ ᐋᐱᒋᐦᐋᑉ ᐊᐧᐋᓂᒌ ᓂᔮᐦᐆ ᓅᔮᓐᐦ ᑭᔮ ᐊᓐ ᑳ ᐃᔅᑎᑎᑊ ᓅᔮᓐ ᑳ ᒥᔑᐧᐋᓂᐧᐃᑉ. ᐅᑎᐦ ᒦᑊ ᒫᐦᒋᑉ ᒦᔦᓈᑖᑉ ᑎᐹᒋᒨᔨᓂᐦᐄᑭᓂᐦᒡ, ᐋᐅᔾ ᒫ ᒥᔦᓈᔑᑦ ᐊᓐ ᑖᓐ ᑳ ᐊᑎ ᐃᔅᐱᔑᐦᐋᑭᓂᐧᐃᑦ ᓅᔮᓐ ᐆ ᐸᔑᔾ ᐱᐳᓐᐦ ᐋ ᑭᓅᐧᐋᐱᒫᑭᓂᐧᐃᑦ, ᐋᐅᔾ ᐊᓐ ᐲᐦᐋᑉ ᒧᓅᐧᐋᐦᔫᐅᐲᔨᒍ 30, 2013 ᑳ ᐃᔅᐱᔑᑉ.

ᓂᒧᔑ ᓈᔥᑉ ᐅᐦᒋ ᐃᔅᐱᔑᐤ ᒦᑳᓐ ᐆ ᑳ ᐱᐳᐦᒡ 2012-2013 ᐅᐦᒋ ᐊᓐ ᐋᐱᑎᓰᐧᐃᓐ ᐋ ᑭᓅᐧᐋᐱᐦᑖᑭᓂᐧᐃᑉ. ᐋᔥᔾ ᒦᐧᑳᑉ ᔔᓂᐧᐋᐦᑖᐧᐃᑉ ᐊᓂᒌ ᑳ ᓃᑳᓂᐱᔥᑎᐦᒡ ᒫ ᒥᐦᒋᐱᔑᐦᑖᑭᓂᐧᐃᔑᑉ ᒫ ᓂᔥᑐᔑᑉ ᐄᔑᔑᐤ ᑎᐹᔑᐦᒋᒫᓱᐤ ᑭᔮ ᒍᐯᓐ ᑎᐹᔑᐦᒋᒫᓱᐤ, ᐋᔾ ᒦᑊ ᓂᑖᐱᒋᐦᐋᑭᓈᓂᑉ, ᒦᑉ ᐋᔥᔾ ᐃᔮᔅᑯᔑᐧᐃᑉ ᒫ ᒌ ᐧᐋᐄᒋᐦᐄᐧᐋᑉ ᐊᓂᔮ ᐛᐧᐋᐦ ᐊᑎ ᒥᐦᒋᐱᔑᔑᒪ.

ᐄ ᑳ ᐃᔥᐱᔑ ᓈᐅᔥ ᐱᒥᐱᔑᑉ ᐋᐱᑎᓰᐧᐃᓐ, ᑮᐧᐸ ᒫ ᓂᔫᐧᐋᔑᐦᑖᑯᐦ ᒫ ᐅᔅᒋᐦᒌᑭᓂᐧᐃᑉ ᒣᓐ ᒦᐧᑳᓐ, ᑭᔮ ᒦᑊ ᐊᓂᒌ ᑳ ᓃᑳᓂᐱᔥᑎᐦ ᐸᓅᐧᐋᔑᐦᑎᒍᑉ ᒫ ᒥᐦᒋᐱᔑᐦᑖᑭᓂᐧᐃᑉ ᐅᔮ ᒫ ᓂᔥᑐᔑᔥᑖᑭᓂᐧᐃᔑᑉ ᐅᔮ ᒦᓐ ᐊᑎ ᐅᔅᒋᐱᐳᓂᔑᒪ. ᐊᐱᔔᔥ ᒌ ᐋᐦᒋᐦᑖᑭᓂᐧᐃᐤ ᑭᔮ ᐊᓐ ᐋ ᐃᑎᔥᑳᑐᓈᓅᓂᐧᐃᑉ ᐊᓂᑦ ᑳ ᓃᑳᓂᐱᔥᑎᐦ, ᐋᐅᔾ ᐊᓐ ᑳ ᐋᐦᒋᐦᑖᑭᓂᐧᐃᑉ ᐋ ᐅᔅᑎᔒᑦ ᐊᐧᐋᓐ ᐋ ᐋᐱᑎᔒᑦ ᐊᓂᑖ ᐅᒋᒫᐤ ᒥᔦᓂᐦᐄᒫᐅᑭᒥᑯᒡ, ᐋᐅᔾ ᐊᓐ ᑳ ᑎᐱᒥᔥᐧᑳᑦ ᐋ ᐃᔅᐱᔑᔑᐅ ᓅᔮᓐᐦ.

ᐄ ᑳ ᐱᐳᐦᒡ, ᐅᑖ ᑳ ᓃᑳᓂᐱᔥᑎᐦ ᒌ ᐧᐄᐦᐋᐧᐃᑉ ᐊᐧᐋᔑᔥ ᒫ ᐅᒋᒫᐧᐃᔑᐤ ᐅᑎᐤ ᐋ ᓃᑳᓂᐱᔥᑎᐦᒡ. ᓂᒧᔑ ᓈᔥᑉ ᐃᔑᓈᑯᐦ ᐆ ᐋ ᐃᐦᑎᓈᓅᓂᐧᐃᑉ, ᑭᔮ ᐋᑯᑦ ᒥᔾ ᐋ ᐃᐦᑐᑎᑭᓂᐧᐃᑉ ᐋᑳ ᐅᐦᒋ ᐅᔮᔑᒫᑭᓂᐧᐃᑦ ᐊᓂᑦ ᒋᐱᐦ ᐅᐦᒋ ᐅᔮᔑᒫᑭᓂᐧᐃᐤ. ᒥᓅ ᑳ ᓂᔥᑐᔑᑉ ᐅᒌ ᑳ ᓃᑳᓂᐱᔥᑎᐦ ᐋ ᒌ ᑖᐦᑳᐱᐦᒫᓂᒫᑐᑉ, ᒥᔅᑎᑦ ᓅᐦᐱᔐ ᑐᔑᓲ, ᓈᐅᔥ ᓅᔥ ᑳ ᐸᒋ ᐊᐱᔥᑎᐦᒡ ᐅᑖ ᐋ ᒫᒫᐱᓈᓂᐧᐃᔑᑉ, ᒌ ᐧᐄᐦᐋᑭᓂᐧᐃᐤ ᒫ ᐅᒋᒫᐅᑦ ᐅᑖ ᑳ ᓃᑳᓂᐱᔥᑎᐦ ᐅᔮ ᐋ ᐱᒥᐱᔑᔑᑉ ᐋᐱᑎᓰᐧᐃᓂᔑᐤ. ᐋᐅᔾ ᒦᑊ ᒫ ᐧᐋᐱᐦᑎᒫᔾ ᐋ ᒌ ᒥᔦᓂᐦᐅᔑᑦ ᐊᓂᑦ ᒥᔦᓂᐦᐄᑭᓐᐦ ᐋ ᐧᐋᐱᐦᐧᐱᐧᐋᓂᐧᐃᔑᐤ ᑭᔮ ᐊᓂᐦᐄ ᒥᔦᓂᐦᐄᑭᓐᐦ ᐋ ᒥᔦᓈᔑᑦ ᑖᓐ ᑳ ᐃᔅᐱᔑᑦ ᓅᔮᓐ.

ᐄ ᒦᑊ ᓂᔫᓐ ᑳ ᓃᑳᓂᐱᔥᑎᒫᒡ ᐄ ᓈᔥᑉ ᐋ ᒥᔥᑎᒫᐧᐃᒡ ᐋᐱᑎᓰᐧᐃᓐ, ᓈᔥᑖᐧᐸ ᓂᒥᐦᒋᐦᐄᑯᓈᓐ ᐊᓐ ᑳ ᐃᔥᐱᔑ ᓈᐅᔥ ᑯᔑᐤ ᐱᒥᐱᔑᐦᑖᑭᓂᐧᐃᑉ ᑭᔮ ᐋ ᒥᔦᐱᔑᑉ ᐄ ᐋᐱᑎᓰᐧᐃᐤ. ᓂᐱᑯᔅᔑᐦᑖᓈᓐ ᒦᐧᑳᑉ ᐋ ᐧᐋᐧᐋᐱᐦᒋᑳᔫᔾ ᐄ ᐋᔑᑯᑊ ᐱᐳᓐᐦ ᑎᐹᒋᒨᔨᓂᐦᐄᑭᓐ, ᐋᑯᑦ ᒫ ᐅᐦᒋ ᒥᔅᒫᔑᐦᑎᒫᔾ ᐋ ᒥᓅᐧᐋᔑᐦᑎᒥᐦᐄᑯᔫᒡ ᒫ ᒌ ᒥᔦᐱᔑᒡ ᑭᔮ ᑯᔑᐤ ᐋ ᓈᓈᑭᒋᐦᑖᔫᒡ ᐋ ᐱᒥᐱᔑᐦᑖᑭᓂᐧᐃᑉ.

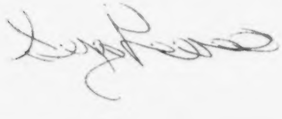
Gérald Lemoyne
Guy Girouard
Jean-Guy Dugré

Philip Awashish
Willie Iserhoff
George Wapachee

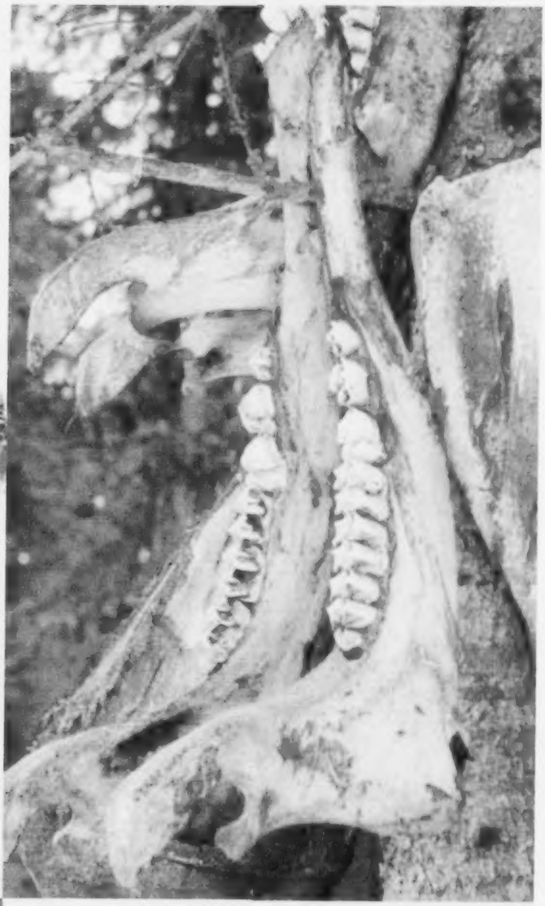
ᐅᒋᒫᐤ ᑳ ᐱᒥᐱᔨᐦᑖᑦ ᐅᑎᔨᒧ·ᐃᓐ

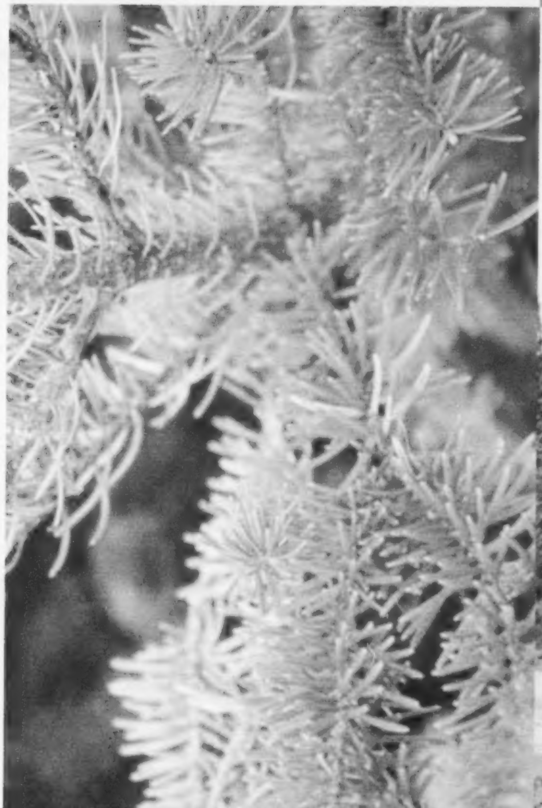
ᓅᔥ ᒦᓐ ᒥᔫᐅᐱᔨᐤ ᐸᔨᐤ ᐱᔫᓐᐦ, ᑭᔮ ᐋᐅᐤ ᑳ ᓂᐦᐄᐱᔨᒡ ᒫ ᒌ ᐋᐱᑎᓰᔥᑐᐃᒥᐦᒡ ·ᐄᔥᑖ 1350 ᑎᐦᑐᑖᓂᐤ ᓂᑑᐦᐆ ᐄᔨᔨᐅᒡ ᐊᓂᑖ ᐄᔨᔨᐅᔅᒌᐦᒡ ᒌ·ᐊᑎᓂᐦᒡ ᒍᐯᒃ ᐊᔅᒌᐦᒡ. ᐆ ᑳ ᐱᔫᐦᒡ, ᓃᓲ ᐋ ᐅᔅᑎᓰᒡ ᐋᐱᑎᓰᓯᐅᒡ ᒌ ᐅᑖᔅᑯᓈ·ᐃᒡ ᐊᓂᒌ ᑳ ᓃᑳᓂᐱᔥᑎᐦᒡ. ᐊᓐ ᓃᔥᑎᒪ, ᐋᐅᐤ ᐊᓐ ᒫ ᓈᓇᑭᒋᐦᐊᑦ ᓂᑑᐦᐆ ᓅᔮᓐᐦ ᐊᓂᑖ ·ᐋᓅᐤ ᓲᐲ, ᐋᐅᐤ ᐊᓐ ᐄᐦᑖ·ᐃᓂᔥ ᐋ ᐊᔥᒋᐱᔨᒡ ᐊᓂᑖ ·ᐋᔅᓯᓂᐲᐦᒡ. ᐁᐃᒥᔅ ᐅᐦᒋ ᐱᒥᐱᔨᐦᑖᑭᓂ·ᐃᐤ, ᒥᔅ ᐋᒃᓄᔅ ᒪᑫᓐᔫ ᒌ ᐅᑖᔅᑯᓈᑭᓂ·ᐃᐤ ᒋᔅᔮᔅᑯᓂ·ᐲᓰᒻ 2013 ᑳ ᐃᔅᐱᔨᔨᒡ ᑭᔮ ᐋᐅᐤ ·ᐄᔨ ᒫ ᐋᐱᑎᓰᔥᑎᐦᒃ ᐊᓂᔫ ᓈᔥᒡ ᓈᑐ·ᐋᔨᐦᑖᑯᓂᔨᒡ ᐋᐱᑎᓰ·ᐃᓂᔨᐤ ᐊᓂᑖ ᐋᐱᑎᐲ ᐊᔅᒌᐦᒡ. ᐊᓐ ᒦᓐ ᑯᑎᒃ ᐊ·ᐋᓐ ᑳ ᐅᑖᔅᑯᓈᑭᓂ·ᐃᑦ, ᐋᑯᑖ ᐊᓂᑖ ᐅᒋᒫᐤ ᒥᓯᓂᐦᐄᒫᐅᑭᒥᑯᐦᒡ ᑯᐯᒃ ᓯᑏ, ᐊᓂᑖ ᓅᔮᓐ ᐋ ᐅᐦᒋ ᓈᓇᑭᒋᐦᐋᑭᓂ·ᐃᑦ. ᐊᓂᒌ ᑳ ᓃᑳᓂᐱᔥᑎᐦᒡ ᒌ ᐅᑖᔅᑯᓈ·ᐃᒡ ᒥᔅᑎᔅ ᐱᓚᑦ ·ᒉᔅᓂᐦᐁ, ᐋᐅᐤ ᐊᓈᐦᒋᐦᒫ ᑳ ᒌᔑ ᒥᔅᑯᑎᒫᓰᑦ ᐋ ᑎᐱᒥᔥᑳᑦ ᐋ ᐃᔅᐱᔨᔨᒡ ᓅᔮᓐᐦ, ᑭᔮ ᐋᐅᐤ ᒫ ·ᐄᒥᐦᑖᑦ ᐊᓂᔫ ᓈᓇᒥᒌᒡ ᐋ ᐊᑎ ᐃᔅᑯᐱᔨᔨᒡ ᐋᐱᑎᓰ·ᐃᓂᔨᐤ. ᓈᐦᐄᔨᐤ ·ᐄᒫᐱᑎᓰᒫᐤ ᒥᔅᑎᔅ ·ᒉᔅᓂᐦᐁ ᐊᓂᔫᐦ ᑳ ᐱᒥᐱᔨᐦᑖᔨᒡ ᐋᐱᑎᓰ·ᐃᓂᔨᐤ, ᒥᔅᑎᔅ ᒍᐄᓅ ᐱᓚᐦᑖᒍᔅ, ᓈᔥᑖ·ᐸ ᒫᒃ ᓂᓯᒋᔫᓯᓈᓐ ᐋ ᐸᒋ ᐋᐱᑎᓰᑦ ᒥᔅᑎᔅ ·ᒉᔅᓂᐦᐁ ᐅᑖ ᐋ ᐄᔑ ᐋᐱᑎᓰᔫᐦᒡ! ᒑᐱᔥᑯᓐ ᓂ·ᐋᒋᔫᒫᓈᓂᒡ ᒥᔅ ᒪᑫᓐᔫ ᑭᔮ ᒥᔅᑎᔅ ·ᒉᔅᓂᐦᐁ ᐅᑖ ᐋ ᐅᐦᒋ ᐋᐱᑎᓰᔫᐦᒡ!

ᑮ·ᐸ ᒦᓐ ᑳ ᓂᐦᑖᐅᒋᐦᒡ ᐆ ᓂᑑᐦᐆ ᐄᔨᔨᐅᒡ ᐋ ᐱᒥᐱᔨᐦᑐ·ᐋᑭᓂ·ᐃᒡ ᓂᑑᐦᐆ ᓅᔮᓐᐦ ᐆ ᑳ ᐱᔫᐦᒡ, ᐋᐅᐤ 1350 ᑎᐦᑐᑖᓂᐤ ᓅᔥ ᐋ ᐄᔥᐱᔑ ᐋᐱᒥᐦᐋᒡ ᓂᑑᐦᐆ ᓅᔮᓐᐦ. ᑮᐸ ᐋ ᑯ·ᑳᒋᐦᐄ·ᐋᒡ ᐊᓐ ᐋ ᐃᔅᑯᐱᔨᒡ ᐋ ᐄᔥᐱᔑ ᐋᐱᒥᐦᐋᑭᓂ·ᐃᑦ ᓂᑑᐦᐆ ᓅᔮᓐ ᐊᓂᑦ ᐋ ᐅᐦᒋ ᐱᒥᐱᔨᐦᑖᑭᓂ·ᐃᒡ ᒫ·ᑳᓐ ᑭᔮ ᐊᓂᑦ ᓂᑖᐱᑎᓰ·ᐃᓂᓈᐦᒡ, ᒥᐤ ᒫᒃ ᑮᐸ ᐋ ᐄᔮᔥᑯᔨᔥᑎᐦᒡ ᓂᑖᐱᒥᐦᐋᑭᓈᓂᒡ ᐊᓂᔮ ᒫ·ᑳᔨᐤ ᐋ ᐄᔑ ᑯ·ᑳᒋᐦᐄ·ᐋᔨᒡ! ᒫ·ᑳᒡ ᑭᔮ ᐋᔥᐤ ᓂᒦᒋᑑᓈᔨᐦᑎᒋᐦᐄᑯᓈᓐ ᐋ ᐅᔥᑳᒡ ᐋ ᐃᐦᑎᓈᓂ·ᐃᒡ ᒫ·ᑳᓐ ᐋᐤ ᒫᒃ ᐊᑎᑑ ᒫ ᒌ ·ᐋᐦᒌ·ᐋᒡ ᐋᐱᑎᓰ·ᐃᓐ ᐅᐦᒋ ᐋ ᑭᓄ·ᐋᔨᐦᑖᑭᓂ·ᐃᒡᐦ ᒥᓯᓂᐦᐄᑭᓐᐦ ᒥᐤ ᐊᔮᐱᒡ ᔫᐦᒃ ᑭᔮ ᑯᔨᔅᐤ ᒫ ᐃᔑ ᓈᓇᑭᒋᐦᑖᑭᓂ·ᐃᒡ ᐋᐱᑎᓰ·ᐃᓐ. ᓂᐱᑯᔅᔨᐦᑖᓐ ᐊᓐ ᒫ ᒋᐦᒋᐱᔨᐦᑖᔮᐦᒡ ᐋ ᐅᔥᑳᒡ ᐋ ᐄᔑ ᐋᐱᑎᓰᓈᓂ·ᐃᒡ ᐊᓂᑦ ᓂ·ᑖᐱᐦᒋᑭᓂᐦᒡ. ᐋᐅᐤ ᒫ ·ᐄᒋᐦᐄ·ᐋᐱᔨᒡ ᒫ ·ᐋᐦᒌ·ᐋᒡ ᐋᐱᑎᓰ·ᐃᓐ ᑭᔮ ᐋᔮᐱᒡ ᑯᔨᔅᐤ ᒫ ᐋᐱᑎᓰᔥᑐ·ᐋᑭᓂ·ᐃᒡ ᒥᓯ·ᐊ ᓂᑑᐦᐆ ᐄᔨᔨᐅᒡ. ᓂᒎᔨ ᐊᔨᐦᒡ ᐃᔑᓈ·ᐊᑯᓐ ᐊᓐ ᐋ ·ᐄᐦ ᐄᔥ ᐱᑯᐦᑖᔮᐦᒡ ᑭᔮ ᐊᓐ ᐋ ᐄᔑ ᐋᐱᑎᓰᔥᑎᒫᐦᒡ – ᒥᐤ ᔫᑎᐤ ᐊᑎᑑ ᓂ·ᐄᐦ ᓂᐦᐄᐱᔨᐦᑖᓐ ᐋ ᐄᔑ ᐱᒥᐱᔨᒡ ᐋᐱᑎᓰ·ᐃᓐ ᑭᔮ ᐊᓐ ᐋ ᐊᑎ ᐃᐦᑎᓈᓂ·ᐃᒡ.



ᔅᑫᔥ ᒎᓇᐹᔅ, PhD, MBA, ASC (C.Dir.)
ᐅᒋᒫᐤ ᑳ ᐱᒥᐱᔨᐦᑖᑦ ᐋᐱᑎᓰ·ᐃᓂᔨᐤ





ᑳ ᓃᑳᓂᐱᔥᑎᐦᒡ

ᐊᓐ ᓂᑑᐦᐅ ᓅᔮᓐ ᐋ ᐅᐦᑦ ᓈᓈᑭᒋᐦᐊᑭᓂᐧᐃᑦ, ᐋᑯᑦ ᑳ ᐅᐦᑦ ᒋᐦᒋᐱᔮᐤ ᓈᓈᓚ ᑳ ᒥᔑᓂᐦᐆᓱᓈᓂᐧᐃᐤ ᒉᐃᒥᔅ ᐯᐃ ᑭᔮ ᒌᐧᐊᑎᓐ ᑯᐯᒃ ᓂᔅᑯᒍᐧᐃᓐ ᐊᓐ ᑭᔅᑭᑎᓂᐲᓯᐣ 1975 ᑳ ᐃᔅᐱᔮᐤ. ᐊᓐ ᒫᒃ ᓂᔅᑯᒍᐧᐃᓐ ᑳ ᒥᔑᓂᐦᐆᓱᓈᓂᐧᐃᐤ, ᐋᑯᑦ ᐋ ᐧᐄᓱᓈᒣᐤ ᐆᒉᐱᑎᓰᐧᐃᓂᐧᐋᐤ ᐊᓂᑮ ᑳ ᓈᓈᑭᒋᐦᐋᐤ ᓂᑑᐦᐅ ᓅᔮᓐᐦ, ᐋᑯᑦ ᐊᓂᑦ ᐋ ᐧᐄᓱᓈᒣᔮᐤ ᐱᒋᔅᑭᑎᓱᓂᐦᐄᑭᓐ 30 ᐅᐦᑦ ᐊᓐ ᒉᐃᒥᔅ ᐯᐃ ᑭᔮ ᒌᐧᐊᑎᓐ ᑯᐯᒃ ᓂᔅᑯᒍᐧᐃᓐ ᑭᔮ ᐋᑯᑦ ᐋ ᐧᐄᓱᓈᒣᔮᐤ ᐊᓂᑦ ᑳ ᐋᓂᔅᑯᓱᓈᒣᐤ ᓂᔅᑯᒍᐧᐃᓐ 15 ᐅᐦᑦ ᐊᓐ ᐧᐄᓇᐧᐊᐧᐃᓐ ᓚ ᐄᔑ ᑭᓅᐧᐊᐱᐦᒑᑭᓂᐧᐃᐤ ᓂᑑᐦᐅ ᓅᔮᓐ ᐋ ᐅᐦᑦ ᓈᓈᑭᒋᐦᒑᑭᓂᐧᐃᐤ ᑳ ᐃᔑᓂᐦᑳᒣᐤ (CQLR, c. O-2.1).

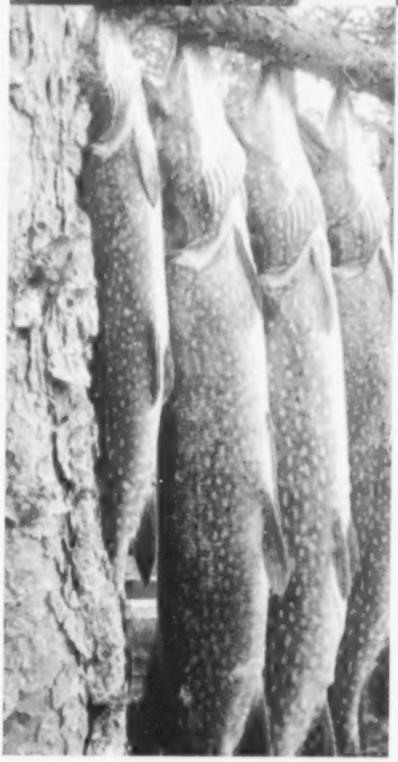
ᐊᓐ ᒫᒃ ᓂᑑᐦᐅ ᓅᔮᓐ ᐋ ᐅᐦᑦ ᓈᓈᑭᒋᐦᐊᑭᓂᐧᐃᑦ, ᐋᐅᑯᓂᐤ ᐸᒥᐱᔮᐦᒉᐤ ᑳ ᓃᑳᓂᐱᔥᑎᐦᒡ ᑭᔮ ᓃᓇᔮᐤ ᐅᐦᒌᐅᐤ ᐊᐧᐋᓂᒌ ᐋ ᐊᔥᑎᐱᐤ, ᑯᐧᑳᔥᐤ ᒫᒃ ᐃᑎᓅᐤ ᐊᓂᒌ ᑳ ᓃᑳᓂᐱᔥᑎᐦᒡ. ᐊᓐ ᑯᐯᒃ ᑎᐸᔮᐦᒋᓚᓯᐤ ᑭᔮ ᐄᔮᔮᐤ ᑎᐸᔮᐦᒋᓚᓯᐤ, ᒑᐱᔥᑯᓐ ᓂᔥᑐ ᐅᔮᔮᒫᐅᐤ ᐊᐧᐋᔮᐤᐦ ᓚ ᐊᔥᑎᐱᔮᐤᐦ ᐊᓂᑦ ᐊᓂᔮ ᐋ ᓃᑳᓂᐱᔥᑎᐦᒡ ᑭᔮ ᐧᐄᐧᐋᐤ ᐊᓂᒌ ᑎᐸᔮᐦᒋᓛᓯᐅᐤ ᐅᔮᔮᐦᑎᒧᐤ ᒑᓐ ᓚ ᐃᔥᐱᔑ ᐃᒑᐱᑎᓯᔮᐤᐦ ᐊᓂᔮᐦ ᐊᐧᐋᔮᐤᐦ ᑳ ᐅᔮᔮᒫᐤ. ᐅᒌ ᒫᒃ ᓃᓇ ᑎᐸᔮᐦᒋᓚᓯᐅᐤ, ᒫᒋᔥᑯᐤ ᐅᔮᔮᒫᐅᐤ ᐊᐧᐋᔮᐤᐦ ᓚ ᐅᒋᒫᐅᔮᐤᐦ ᑭᔮ ᓚ ᐅᐦᑦ ᒉᐦᒋᔥᑭᐧᐊᔮᐤᐦ ᐊᓂᔮᐦ ᐅᒋᒫᐤᐦ ᐅᐦᑦ ᐅᔮ ᐋ ᓃᑳᓂᐱᔥᑎᒥᔮᐤᐦ. ᐋᔑᑯᐤ ᐱᐳᓐᐦ ᒫᒃ ᐅᔑᐦᒑᐅᐤ ᐅᒌ ᑳ ᓃᑳᓂᐱᔥᑎᐦᒡ ᑎᐸᒋᒨᓯᓂᐦᐄᑭᓂᔮᐤ ᐋ ᒥᔮᐤ ᐊᓂᔮᐦ ᑯᐯᒃ ᑎᐸᔮᐦᒋᓛᓯᐤᐦ ᑭᔮ ᐄᔮᔮᐤ ᑎᐸᔮᐦᒋᓛᓯᐤᐦ ᓚ ᒌ ᐧᐊᐱᐦᑎᒥᔮᐤᐦ ᐊᓂᔮ ᑳ ᐊᑎ ᐃᔅᐱᔮᐤ ᐋ ᐄᔑ ᐱᒥᐱᔮᐦᒉᐤ ᓂᑑᐦᐅ ᓅᔮᓐᐦ ᐋ ᐅᐦᑦ ᓈᓈᑭᒋᐦᐊᐤ. ᐋᑯᑦ ᒫᓯᓈᓱᐤ ᒫᐦᒋᐤ ᐅᔮ ᒥᓯᓂᐦᐄᑭᓂᔮᐤ ᐊᓂᑮ ᑳ ᐊᔥᑎᐱᐤ ᑭᔮ ᐊᓂᑮ ᐅᒋᒫᐅᐤ ᐅᔮ ᑳ ᓃᑳᓂᐱᔥᑎᐦᒡ ᐅᒑ ᓂᔥᑐᒥᑎᓂᐤ ᑎᐦᑐ ᐱᐳᓐᐦ ᐄᔑ ᐸᒋ ᐅᒑᐦᒡ.

ᐅᒑ ᓂᑑᐦᐅ ᓅᔮᓐ ᐋ ᐅᐦᑦ ᓈᓈᑭᒋᐦᐊᑭᓂᐧᐃᑦ, ᓂᔮᓈᓈᐅᓅᑦ (18) ᐃᐦᑎᔑᐧᐃᐤ ᐋᐱᑎᓰᓯᐅᐤ, ᒋᐤ ᐊᓂᑮ ᑳᒋᐤ ᑳ ᐋᐱᑎᓰᐤ ᑭᔮ ᐧᐋᐃᐱᔥᒌᔥ ᑳ ᐋᐱᑎᓰᐤ. ᐊᓂᑮ ᒫᒃ ᐋᐱᑎᓰᓯᐅᐤ, ᓃᓅᓅᑦ (12) ᐋᐱᑎᓰᐅᐤ ᐊᓂᒑ ᓂᓈᐦᑯ ᐄᔮᔮᐤ ᐃᐦᒑᐃᓐᐦ ᑭᔮ ᑯᒑᔥᐤ ᐋᐱᑎᓰᐃᐤ ᐊᓂᒑ ᐅᒋᒫᐤ ᒥᓯᓂᐦᐃᒫᐅᑭᒥᑯᐦᒡ ᐊᓂᒑ ᑯᐯᒃ ᓯᑏ. ᐊᓂᑮ ᑳ ᐋᐱᑎᓰᐤ ᐅᒑ ᓂᑑᐦᐅ ᓅᔮᓐ ᐋ ᐅᐦᑦ ᓈᓈᑭᒋᐦᐊᑭᓂᐧᐃᑦ, ᓂᒧᔮ ᐋᐱᑎᔒᔥᑐᐧᐋᐃᐤ ᑯᐯᒃ ᑎᐸᔮᐦᒋᓚᓯᐅᐤ, ᐋᐤ ᒫᒃ ᐊᓂᑮ ᑳ ᓃᑳᓂᐱᔥᑎᐦᒡ ᐅᔮᔮᐦᑎᒧᐤ ᒑᓐ ᐋ ᐄᔑ ᓂᑐᐧᐋᔮᐦᒑᑯᓯᔮᐤᐦ ᐋᐱᑎᓰᓯᐅᐤ ᓚ ᐃᒑᐱᑎᓯᔮᐤᐦ, ᒑᓐ ᓚ ᐃᔥᐱᔑ ᐅᐦᑎᓯᔮᐤᐦ ᑭᔮ ᒑᓐ ᓚ ᐃᔥᐱᔑ ᐄᔅᑯᐱᔮᐦᒑᑭᓂᐧᐃᔮᐤ ᐅᑎᐱᐦᐊᒫᑯᓰᐧᐃᓂᔮᐤ ᑭᔮ ᐊᓂᔮ ᑯᑎᒋᔮᐤ ᒐᐧᑳᔮᐤ ᐅᐦᑦ ᐊᓂᔮ ᐅᒑᐱᑎᓰᐧᐃᓂᐧᐋᐤ ᐋ ᑭᓅᐧᐋᐱᐦᒑᑭᓂᐧᐃᔮᐤ. ᐊᓐ ᐅᒋᒫᐤ, ᐊᓐ ᓃᑳᓂᐦᒡ ᑳ ᐃᐦᒑᑦ ᓃᐦᒑᐦᒡ ᐅᐦᑦ ᐊᓂᑮ ᑳ ᓃᑳᓂᐱᔥᑎᐦᒡ, ᐋᐅᐠ ᐊᓐ ᐅᒋᒫᐤ ᑳ ᐱᒥᐱᔮᐦᒑᑦ ᐋᐱᑎᓰᐧᐃᓂᔮᐤ, ᐋᐅᐠ ᐋ ᐃᔥᐱᔑ ᐅᐦᑎᓰᑦ ᒨᔮᐤ ᐊᓐ 4 ᑳ ᐃᑎᒋᒫᑭᓂᐧᐃᑦ ᐅᒋᒫᐤ ᐊᓂᒑ ᐋ ᐋᐱᑎᓰᑦ ᑯᐯᒃ ᑎᐸᔮᐦᒋᓛᓱᓈᐦᒡ.

ᐊᓂᑮ ᑳ ᓃᑳᓂᐱᔥᑎᐦᒡ, ᐋᔅᑯ ᒫᓐᐦ ᓂᔥᑐᔮᐅᐤ ᐋ ᓂᑑᒋᔅᓚᔮᐦᑎᐦᒡ ᐋ ᐃᔅᐱᔮᔮᐤ ᐋᐱᑎᓰᐧᐃᓂᔮᐤ ᐅᐦᑦ ᐅᒑ ᓂᑑᐦᐅ ᓅᔮᓐ ᐋ ᐅᐦᑦ ᓈᓈᑭᒋᐦᐊᑭᓂᐧᐃᑦ. ᐆ 2012-2013 ᑳ ᐃᔅᐱᔮᐤ, ᓂᔥᒎᐤ ᒌ ᓂᔥᑐᔮᐧᐃᐤ ᐊᓂᑮ ᑳ ᓃᑳᓂᐱᔥᑎᐦᒡ.

ᑳ ᓂᔥᑐᔮᐤ ᑳ ᓃᑳᓂᐱᔥᑎᐦᒡ 2012-2013	
ᒫᓂᔮᐤ	**ᒥᑯᓅᑮᔑᑭᓂᐲᓯᒼ** 11, 2012
ᒫᓂᔮᐤ	**ᓂᔅᒋᐲᓯᒼ** 9, 2013
ᒫᓂᔮᐤ	**ᒨᓅᐧᐋᐦᔮᐅᐲᓯᒼ** 13, 2013

ᐊᓐ ᓅᔮᓐ ᐋ ᐃᔥᐱᔑ ᓂᑐᐧᐊᔮᐦᒑᑯᓯᑦ ᓚ ᑎᐱᐦᐊᒧᐧᐊᑭᓂᐧᐃᐤ ᓂᑑᐦᐅ ᐄᔮᔮᐅᐤ ᑭᔮ ᐊᓐ ᓚ ᒌ ᑎᐱᐦᐄᑭᓂᐧᐃᐤ ᐋ ᐄᔑ ᐱᒥᐱᔮᐦᒑᑭᓂᐧᐃᐤ ᐋᐱᑎᓰᐧᐃᓐ ᐅᒑ ᓂᑑᐦᐅ ᓅᔮᓐ ᐋ ᐅᐦᑦ ᓈᓈᑭᒋᐦᐊᑭᓂᐧᐃᑦ, ᐋᑯᒑ ᐋ ᐅᐦᑦ ᐅᔮᔮᐦᒑᑭᓂᐧᐃᐤ ᑯᐯᒃ ᑎᐸᔮᐦᒋᓛᓱᓈᐦᒡ ᑭᔮ ᐋᔑᑯᐤ ᐱᐳᓐᐦ ᐅᔮᔮᐦᒑᑭᓂᐤ ᐊᓐ ᓚ ᐃᔥᐱᔑ ᐱᒋᔅᑎᓈᑭᓂᐧᐃᑦ ᓅᔮᓐ ᐊᓂᒑ ᓂᑑᐦᐅ ᓅᔮᓐ ᐋ ᐅᐦᑦ ᓈᓈᑭᒋᐦᐊᑭᓂᐧᐃᑦ. ᐅᐱᔥᑯᐲᓯᒼ 1 ᐋ ᐃᔅᐱᔮᐤ ᐅᐦᑦ ᒋᐦᒋᐱᔮᐤ ᐊᓐ ᐸᔮᐤ ᐱᐳᓐᐦ ᐋ ᑭᓅᐧᐊᐱᒫᑭᓂᐧᐃᑦ ᓅᔮᓐ ᐋ ᐃᔅᐱᔮᑦ ᑭᔮ ᒫᒃ ᐊᓐ ᐋ ᒥᓯᓈᓱᑦ ᒑᓐ ᑳ ᐃᔅᐱᔮᐦᐊᑭᓂᐧᐃᑦ ᓅᔮᓐ ᐆ 2012-2013 ᑳ ᐱᐳᓐᐦ, ᐋᐅᐠ ᒫᓯᓈᒉᐤ ᐊᓂᑦ ᐄᔅᐠ ᒨᓅᐧᐋᐦᔮᐅᐲᓯᒼ 30, 2013 ᑳ ᐃᔅᐱᔮᐤ, ᐋᐅᐠ ᒫᒃ ᒫᒨ $25,039,108 ᑳ ᐃᔅᑎᑎᒃ ᓅᔮᓐ. ᐊᓐ ᒫᒃ ᑳ ᐃᔅᑎᑎᒃ ᓅᔮᓐ, ᓚᑳᑦ 93% ᐱᐦᑳᔑᑭᓐ ᒌ ᐃᔥᐱᔑ ᑎᐱᐦᐊᒧᐧᐊᑭᓂᐧᐃᐤ ᓂᑑᐦᐅ ᐄᔮᔮᐅᐤ, ᐋᐠ ᐊᓐ ᑳ ᐃᔥᑯᐱᔮᑦ $1,768,803, ᐋᐅᐠ ᐊᓐ ᑳ ᐃᔅᐱᔮᑦ ᓅᔮᓐ ᐅᐦᑦ ᐊᓐ ᑳ ᐱᒥᐱᔮᐦᒑᑭᓂᐧᐃᐤ ᐅᒋᒫᐤ ᒥᓯᓂᐦᐃᒫᐅᑭᒥᐠ ᑭᔮ ᐊᓂᐦᐄ ᓂᑑᐦᐅ ᐄᔮᔮᐅᐤ ᐅᒥᓯᓂᐦᐃᒫᐅᑭᒥᑯᐧᐋᐅᐦ ᐊᓂᒑ ᒥᓯᐧᐋ ᐄᔮᔮᐤ ᐃᐦᒑᐃᓐᐦ.



ᐋ ᐱᒥᐱᔫᐦᐋᑭᓂᐧᐃᑦ ᓂᑑᐦᐆᓇᔫᓐ

+---+---+---+---+---+---+

ᐅ ᐧᐋᐦᒋ ᐱᒥᐱᔨᒡ ᐊᐱᑎᓯᐧᐃᓐ ᐊ ᓈᓈᑭᒋᐦᐋᑭᓂᐧᐃᑦ ᓂᑑᐦᐆᓇᔫᓐ, ᐋᑯᑎᐦ ᒫ ᒌ ᐅᐦᒋ ᐧᐄᒋᐦᑖᑭᓂᐧᐃᒡ ᐄᔨᔨᐤ ᐃᐦᑐᐧᐃᓐ ᑭᔮᐦ ᒫ ᒌ ᐅᐦᒋ ᐧᐄᒋᐦᐋᑭᓂᐧᐃᒡ ᓂᑑᐦᐅ ᐄᔨᔨᐅᒡ ᐅᐦᒋ ᐊᓂᔮ ᓅᔮᓐᐦ ᒫ ᒥᔮᑭᓂᐧᐃᒡ ᑭᔮᐦ ᐊᓂᔮᐦ ᓂᓈᐦᑯ ᒫ ᐄᔑ ᐧᐄᒋᐦᐋᑭᓂᐧᐃᒡ. ᐋᑯᑎᐦ ᑳ ᐅᐦᒋ ᒋᐦᒋᐱᔨᒡ ᐆ ᓂᑑᐦᐆᓇᔫᓐ ᐊᓂᑎᐦ ᑳ ᒥᓯᓂᐦᐆᓱᓈᓂᐧᐃᒡ ᒉᐃᒥᔅ ᐯᐃ ᑭᔮᐦ ᒌᐧᐋᑎᓐ ᑯᐯᒃ ᓂᔅᑯᒧᐧᐃᓐ ᐊᓂᑎᐦ ᑭᔅᑭᑎᓂᐲᓯᒻ 11, 1975 ᑳ ᐃᔅᐱᔨᒡ. ᐋᑯᑎᐦ ᒫᒃ ᐊᓂᑎᐦ ᒋᐦᒋᐧᐋ ᑳ ᐅᐦᒋ ᒋᐦᒋᐱᔨᒡ 1976 ᑳ ᐃᔅᐱᔨᒡ.

ᐅ ᒫᒃ ᓂᑑᐦᐆᓇᔫᓐ, ᐋᐅᑯᓂᒡ ᐄᔨᔨᐅᒡ ᒫ ᒌ ᐋᐱᒋᐦᐋᒡ ᐲᐦᒡ ᑯᐯᒃ ᐊᔅᒌᐦᒡ ᐋ ᐧᐄᒋᒡ ᑭᔮᐦ ᐊᓂᒌ ᐋ ᓂᑑᐦᐅ ᐋᐱᒋᐦᐄᓱᒡ ᑭᔮᐦ ᐊᓂᑎᐦ ᐋ ᐧᐄᐦ ᐅᐦᒋ ᐱᑳᔅᒋᐦᐅᒡ. ᐊᓐ ᒫᒃ ᐋ ᓂᑑᐦᐅ ᐋᐱᒋᐦᐄᓯᓈᓂᐧᐃᒡ, ᐋᐅᐤ ᐊᓐ ᐋ ᓂᑑᐦᐆᓈᓂᐧᐃᒡ, ᐋ ᓅᑎᒫᓵᓂᐧᐃᒡ ᑭᔮᐦ ᐋ ᐧᐃᓂᐦᐄᒫᓂᐧᐃᒡ ᑭᔮᐦ ᒫᒃ ᐊᓐ ᑯᑎᒃ ᒫᐧᑳᓐ ᐅᐦᒋ ᐊᓂᑎᐦ ᓂᑑᐦᐅᐧᐃᓂᐦᒡ ᐋ ᐊᑎ ᐊᐦᒋᐱᔨᒡ, ᐱᑯᓂᒫ ᐋ ᐅᔑᐦᒋᐦᑳᑭᓂᐧᐃᒡᐦ ᑭᔮᐦ ᐋ ᐧᐋᐦᒋᐦᑳᑭᓂᐧᐃᒡᐦ ᓂᑑᐦᐅᐧᐋᑭᓐᐦ, ᐋ ᓵᔅᑯᔑᐦᑐᐦᒋᐦᑳᑭᓂᐧᐃᒡ ᓂᑑᐦᐅ ᐊᔅᒌ ᑭᔮᐦ ᐋ ᓈᑭᑎᐧᐋᔑᐦᒋᐦᑳᑭᓂᐧᐃᒡ, ᐋ ᒥᔦᐦᑭᑭᓂᐧᐃᒡ ᓂᑑᐦᐅᐧᐃᓐ ᐋ ᒌ ᓂᐱᐦᒋᐦᑳᑭᓂᐧᐃᒡ, ᐋ ᐊᒋᐧᐋᓂᐧᐃᒡ ᒫᐧᑳᓐ ᐅᐦᒋ ᓂᑑᐦᐅᐧᐃᓂᐦᒡ ᐋ ᐅᐦᒋᐱᔨᒡ, ᐋ ᐅᔑᐦᒋᐦᑳᑭᓂᐧᐃᒡ ᒫᐧᑳᓐ ᐅᐦᒋ ᓂᑑᐦᐅᐧᐃᓂᐦᒡ ᐋ ᐅᐦᒋᐱᔨᒡ, ᐋ ᓈᑭᑎᐧᐋᔑᐦᒋᐦᑳᑭᓂᐧᐃᒡ ᓂᑑᐦᐅᐧᐃᓐ, ᐋ ᐸᐱᒥᓈᓂᐧᐃᒡ, ᑭᔮᐦ ᑯᑎᒃ ᒫᐧᑳᓐ. ᐅᐦᒌᒃ ᒫᒃ ᑳ ᒋᐦᒋᐱᔨᒡ ᐆ ᓂᑑᐦᐆᓇᔫᓐ ᐋ ᐅᐦᒋ ᓈᓈᑭᒋᐦᒋᐦᑳᑭᓂᐧᐃᒡ, ᓂᔖᔨ ᐅᐦᒋ ᐋᐦᒋᓈᑯᐦᒋᐦᑳᑭᓂᐤ ᐊᓐ ᒫᐧᑳᓐ ᐧᐋᐦᒋ ᒌ ᒋᐦᒋᐱᔨᐦᒋᐦᑳᑭᓂᐧᐃᒡ ᐆ ᐧᐋᐦᒋ ᐃᐦᑎᑯᐦᒡ ᐋ ᐅᐦᒋ ᓈᓈᑭᒋᐦᐋᑭᓂᐧᐃᑦ ᓂᑑᐦᐆᓇᔫᓐ. ᑭᔮᐦ ᐋᔦᐧᐃᐤ ᒎᐦ ᑳ ᐄᔑ ᑭᓂᐧᐋᐱᐦᑎᒻ ᐅᒌ ᑳ ᓂᑲᓂᐱᐦᑎᒻ ᒫ ᒌ ᐧᐄᒋᐦᐋᒡ ᓂᑑᐦᐅ ᐄᔨᔨᐤᐦ ᐊᓂᑎᐦ ᐊᓂᔮ ᒫ ᒌ ᐅᐦᒋ ᐱᑳᔅᒋᐦᐅᔨᒡᐦ ᐋ ᓂᑑᐦᐅ ᐋᐱᒋᐦᐄᓯᔨᒡᐦ ᐋᑎ ᐊᓂᔮ ᓈᐦᒡ ᐋ ᐃᔅᐱᔨᔨᒡ ᐋ ᐄᔑ ᐱᒫᑎᓯᓈᓂᐧᐃᔨᒡ, ᐋ ᐅᐦᒋ ᐱᑳᔅᒋᐦᐆᓈᓂᐧᐃᔨᒡ ᑭᔮᐦ ᓂᑑᐦᐅ ᐊᔅᒌᔨᐤ ᐃᔨᐦᒡ ᐋ ᐃᔑᓈᑯᓂᔨᒡ. ᐊᓐ ᒫᒃ ᑳ ᐧᐋᐧᐊᐱᐦᒋᐦᑳᑭᓂᐧᐃᒡ ᐅ ᐋ ᓈᓈᑭᒋᐦᒋᐦᑳᑭᓂᐧᐃᒡ ᓂᑑᐦᐆᓇᔫᓐ 1988 ᑳ ᐃᔅᐱᔨᒡ, ᐋᑯᑎᐦ ᑳ ᐃᒋᔨᐦᒋᐦᑳᑭᓂᐧᐃᒡ ᒫ ᐅᔑᐦᒋᐦᑳᑭᓂᐧᐃᒡ ᐊᓐ ᓂᔅᑯᒧᐧᐃᓐ ᑳ ᐋᓂᔅᑯᓯᓈᒋᒡ 8 ᑳ ᐃᑎᓯᓈᒋᒡ, ᐋᑯᑎᐦ ᒫᒃ ᐋ ᐧᐄᓯᓈᒋᒡ ᒫ ᒌ ᒫᒎᐱᒡ ᓂᑑᐦᐅ ᐄᔨᔨᐅᒡ ᐊᓂᑎᐦ ᐅᑎᐦᒌᐧᐃᓂᐧᐋᐦᒡ ᑭᔮᐦ ᒫ ᒌ ᐅᐦᒋ ᐧᐄᒋᐦᐋᑭᓂᐧᐃᑦ ᐅᓃᒋᐦᐄᑯᒫᐤ ᐊᓂᔮ ᐋ ᐧᐃ ᐧᐋᐱᒫᑐᓱᑦ. ᒥᐤ ᒫᒃ ᐸᔨᐧᑳᐤ ᐊᑎᑐ ᒥᒥᓐ ᒌ ᐧᐋᐧᐊᐱᐦᒋᐦᑳᑭᓂᐤ ᐅ ᐋ ᐄᔑ ᐱᒥᐱᔨᒡ ᓂᑑᐦᐆᓇᔫᓐ ᐋ ᐅᐦᒋ ᓈᓈᑭᒋᐦᐋᑭᓂᐧᐃᑦ. ᐋᑯᑎᐦ ᒫᒃ ᑳ ᐊᑎ ᒥᓯᓂᐦᐆᓱᓈᓂᐧᐃᒡ ᐊᓐ ᓂᔅᑯᒧᐧᐃᓐ 2002 ᑳ ᐃᔅᐱᔨᒡ, ᐋᐅᐤ ᑳ ᐋᓂᔅᑯᓯᓈᒋᒡ 15 ᑳ ᐃᑎᓯᓈᒋᒡ. ᐋᑯᑎᐦ ᒫᒃ ᐊᓐ ᑳ ᐱᐳᓐᐦ 2002-2003 ᑳ ᒋᐦᒋᐱᔨᒡ ᐊᓐ ᐋ ᐄᔑ ᐧᐄᓯᓈᒋᒡ ᐊᓐ ᓂᔅᑯᒧᐧᐃᓐ. ᒥᐤ ᒫᒃ ᐋᐅᐤ ᐊᔮᐱᒡ ᐋᐦᐤ ᐋ ᐃᔑᓈᑯᐦᒡ ᒫ ᐅᐦᒋ ᑎᐱᐦᐊᒧᐧᐋᑭᓂᐧᐃᒡ ᐸᔨᑯᒋᓂᐤ ᐋ ᓂᑑᐦᐅ ᐋᐱᒋᐦᐄᓱᒡ ᐊᓂᔮᐦ ᓂᑑᐦᐆᓇᔫᓐᐦ ᐋᔑᑯᒧᐸᓐᐦ.

ᐊᓐ ᒫᒃ ᐋ ᐄᔑ ᐧᐄᓀᒋᒡ ᐅ ᒫ ᐄᔑ ᐋᐱᒋᐦᐋᑭᓂᐧᐃᑦ ᓂᑑᐦᐆᓇᔫᓐ ᑭᔮᐦ ᒑᓂᒑᐦ ᐋ ᐄᔑ ᑎᐱᒥᐦᐧᑳᓂᐧᐃᒡ, ᐋᑯᑎᐦ ᐅᑎᐦ ᐊᐱᔒᐦ ᒫ ᒥᔮᒋᒡ. ᐊᓐ ᓂᑑᐦᐆᓇᔫᓐ ᐋ ᐋᐱᒋᐦᐋᑭᓂᐧᐃᑦ, ᐋᐅᐤ ᐋ ᐧᐄᒋᐦᐋᑭᓂᐧᐃᒡ ᐸᔨᑯᒋᓂᐤ ᐅᐦᒋ ᓅᔮᓐᐦ ᐋ ᒥᔮᑭᓂᐧᐃᒡ ᐋᔑᑯᒧᐸᓐᐦ. ᐊᓂᔮ ᒫᒃ ᒫ ᒌ ᐲᐦᒑᐱᔨᒡ ᐸᔨᑯᒋᓂᐤ ᒫ ᒌ ᐋᐱᒋᐦᐋᒡ ᓂᑑᐦᐆᓇᔫᓐᐦ, ᐋᐅᐤ ᐊᓐ ᐅᔅ ᑳᓂᐧᐋᐱᒫᑭᓂᐧᐃᑦ ᑳ ᓂᑳᓂᑳᑦ ᐊ ᐸᔨᑯᒋᑐᔨᒡ ᐊᓂᔮ ᐊᑎ ᐃᐦᑎᐤ. ᐊᓐ ᒫᒃ ᑳ ᓂᑳᓇᔨᐦᒋᑯᔨᒡ ᐊᓂᑎᐦ ᐊ ᐸᔨᑯᒋᑐᔨᒡ, ᐋᐅᐤ ᐊᓐ ᐊ ᒋᔅᒋᓂᐧᐋᐱᐦᑎᐦᐤ ᐄᔨᔨᐤ ᐃᐦᑐᐧᐃᓂᔨᐤ ᐊᓂᑎᐦ ᐊ ᐱᑳᔅᒋᐦᐋᒡ ᐅᑎᐦᒌᐦᐄᔨᔨᐤ ᐊᓂᑎᐦ ᐊ ᐸᔨᑯᒋᑐᔨᒡ ᑭᔮᐦ 18 ᐊ ᐃᐦᑎᐳᐧᓈᓯᒡ ᑭᔮᐦ ᒫᒃ ᐧᐃᓐᒑᐦ ᑭᔮᐦ ᒫᒃ ᒥᐤ ᐊ ᐸᔨᑯᒡ ᐊᓐ ᐄᔨᔨᐤ.

ᐊᓐ ᒫᒃ ᐋ ᐄᔑ ᒥᔮᑭᓂᐧᐃᒡ ᓂᑑᐦᐆᓇᔫᓐᐦ, ᒥᓯᐧᐋ ᑭᓂᐧᐋᐱᒫᑭᓂᐧᐃᒡ ᐋᓂᒥ ᐊ ᐸᔨᑯᒋᑐᔨᒡ ᐋᓂᔮ ᐊ ᐊᑎ ᐃᐦᑎᐦᒡ ᐸᔨᑯᔨᐅᓐᐦ ᐋᓂᔮ ᒑᐤ ᐊ ᐃᓐᐱᔑ ᓂᑑᐦᐋᐱᐦᒋᐦᐋᒡ.

ᒫ ᒌ ᐋᐱᒋᐦᐋᑭᓂᐧᐃᑦ ᓂᑑᐦᐆᓇᔫᓐ

ᐊᓐ ᒫᒃ ᐸᔨᑯᒑᓂᐤ ᒫ ᒌ ᐋᐱᒋᐦᐊᒡ ᓂᑑᐦᐆᓇᔫᓐᐦ, ᐊᓐ ᑳ ᓂᑳᓂᑦ ᐊ ᐸᔨᑯᒋᑐᔨᒡ ᓵᔨᑕ ᑭᑎ ᒥᓯᓈᓯᐤ ᐊᓂᑎᐦ ᑳ ᒥᓯᓈᓯᒡ ᓂᑑᐦᐅ ᐄᔨᔨᐅᒡ ᐊᓂᑎᐦ ᐅᑎᐦᒌᐧᐃᓂᐦᒡ. ᐅᔮ ᒫᒃ ᐊ ᒥᓯᓈᓯᑦ, ᐋᐅᐤ ᐊᓐ ᐊ ᓈᑭᑎᐧᐋᐱᐦᑎᐦᐤ ᑭᔮᐦ ᐋ ᐃᐦᑎᐤ ᐊᓂᔮ ᐄᔨᔨᐤ ᐃᐦᑐᐧᐃᓂᔨᐤ ᐊ ᐃᔑᓈᑯᓂᔨᒡ ᐊᓂᑎᐦ ᐅᑎᐦᒌᐧᐃᓂᐦᒡ ᑭᔮᐦ ᐋ ᓂᑑᐦᐆ ᐋᐱᒋᐦᐄᓱᒡ ᐊᓂᔮ ᐊ ᐊᑎ ᐃᐦᑎᓈᓂᐧᐃᔨᒡ ᐊ ᓂᑑᐦᐆᓈᓂᐧᐃᔨᒡ ᐊᓂᑎᐦ ᐅᑎᐦᒌᐧᐃᓂᐦᒡ. ᒥᓯᐧᐋ ᐄᔨᔨᐤ ᐃᐦᒌᐧᐃᓐᐦ ᐅᔑᐦᒑᐅᒡ ᐊᓂᔮ ᐊ ᒫᒎᐱᒡ ᓂᑑᐦᐅ ᐄᔨᔨᐅᒡ ᑭᔮᐦ ᐋᐅᑯᓂᒡ ᐧᐋᔑᐦᒋᒡ ᐊᓂᔮ ᒥᓯᓂᐦᐄᑭᓂᔨᐤ ᐊ ᒥᓯᓈᓯᔨᒡ ᒥᓯᐧᐋ ᓂᑑᐦᐅ ᐄᔨᔨᐤᐦ ᐊᓂᑎᐦ ᐅᑎᐦᒌᐧᐃᓂᐧᐋᐦᒡ ᒥᐤ ᐊᓂᔮ ᐊ ᐃᓐᐱᔑ ᓂᑑᐧᐋᔨᐦᒑᑯᓯᒡ.

ᐅ ᒫᒃ ᐊ ᐋᐱᒋᐦᐊᒡ ᓂᑑᐦᐆᓇᔫᓐᐦ ᐊ ᐸᔨᑯᒋᑐᔨᒡ, ᐊᓐ ᑳ ᓂᑳᓂᑦ, ᓵᔨᑕ ᒥᑯᒋᒃ 120 ᑎᐦᑐ ᒌᔑᑳᐤᐦ ᑭᑎ ᓂᑑᐦᐅ ᐋᐱᒋᐦᐄᔨᐤ ᐸᔨᐤ ᐱᐳᓐᐦ ᐊᓂᑖᐦ ᓂᑑᐦᐅ ᐊᔅᒌᐦᒡ, ᑭᔮᐦ ᓂᔖᔨ ᒋᑭ ᐧᐃ ᐸᔨᒋᐱᔨᐦᑖᐤ ᐊᓂᔮ ᑎᐦᑐ ᒌᔑᑳᐤ ᐊ ᐃᐦᐱᔑ ᐋᐱᑎᓯᑦ ᐋᐱᑎᓯᐧᐃᓂᐦᒡ ᐊᓂᔮ ᐊ ᐃᐦᐱᔑ ᓂᑑᐦᐅ ᐋᐱᒋᐦᐄᓯᑦ. ᓵᔨᑕ ᐅᔮ ᒋᑭ ᐃᔑᓈᑯᓂᔨᐤ ᐊᓂᔮ ᐅᐦᒌᒃ ᐧᐸᐳᓂᔨᒡ ᓵᐱᒋᔮᑦ ᓂᑑᐦᐆᓇᔫᓐᐦ. ᐊᓂᔮ ᐧᐋᐦ ᓂᐦᑎᒻ ᐊ ᐧᑳᒋᐦᐋᑭᓂᐧᐃᑦ, ᑕᐸ ᒥᔮᑭᓂᐤ ᓂᑑᐦᐆᓇᔫᓐᐦ ᐅᐦᒋ ᐊᓂᔮ ᒥᐤ ᐊ ᓈᓈᑭᒋᐦᐋᑭᓂᐧᐃᑦ ᒫ ᒌ ᓅᐳᐦᑭᐦᐦ.

ᓂᓵᔨᒡ ᒫᒃ ᐃᔑᓈᑯᐤ ᐋᑳ ᓵᔨᑕ ᒫ ᒌ ᐧᑳᒋᐦᐋᑭᓂᐧᐃᑦ ᐊᐧᐋ ᐊ ᐧᐃ ᐋᐱᒋᐦᐋᑦ ᓂᑑᐦᐆᓇᔫᓐᐦ. ᐊᓐ ᐅᔅᒋᓃᒋᔨᐤ 25 ᐊ ᐃᐦᑎᐳᐧᓈᓯᑦ ᑭᔮᐦ ᒫᒃ ᐊᑎᑐ ᐊ ᐊᐧᐋᔑᔑᐅᑦ, ᑭᔮᐦ ᐊ ᒌ ᒌᐦᑖᑦ ᐊ ᒋᔅᑯᑎᒫᓱᑦ ᐊᓐ ᓂᔮᔦ ᑳ ᐃᑎᓯᓈᒋᒡ ᐊ ᐃᐦᐹᒡ ᒋᔅᑯᑎᒫᑐᑭᒥᒃ. ᐋᐅᐤ ᒌᐧᐋᐦᒡ ᒫ ᒌ ᐋᐱᒋᐦᐋᑦ ᓂᑑᐦᐆᓇᔫᓐᐦ ᒥᓅ ᑳ ᒌᐦᒑᑦ ᐊ ᒋᔅᑯᑎᒫᓱᑦ. ᐊᓐ ᒥᓐ ᑯᑎᒃ ᐋᑳ ᓵᔨᑕ ᒫ ᐧᑳᒋᐦᐄᐧᐋᓂᐧᐃᒡ, ᐋᐅᐤ ᐊᓐ ᐊᐧᐋᓐ ᐊ ᓂᑭᑎᐦᐤ ᐧᐋᐃᐱᐦᒌᐦ ᐅᐦᒋ ᐊᓂᔮ ᐊ ᒋᔅᑯᑎᒫᓱᑦ ᐋᐱᑎᓯᐧᐃᓂᔨᐤ. ᐊᓂᔮ ᒫᒃ ᒥᓐ ᐊ ᐧᐃ ᐋᐱᒋᐦᐋᑦ ᓂᑑᐦᐆᓇᔫᓐᐦ, ᓂᔖᔨ ᒥᓐ ᒋᑭ ᐧᑳᒋᐦᐋᑭᓂᐤ ᐊᓂᔮ ᒫ ᒌ ᐋᐱᒋᐦᐋᑦ ᓂᑑᐦᐆᓇᔫᓐᐦ.

ᐊᓐ ᒫᒃ ᓃᐦᑎᒻ ᐧᐋᐦᒋ ᒌ ᐃᔑᓈᑯᐦᒡ, ᐋᐅᐤ ᑳ ᐃᒋᔨᐦᒋᐦᑳᑭᓂᐧᐃᒡ ᒫ ᒌ ᒌᐦᒑᒡ ᐅᔅᒋᓃᒋᔨᐅᒡ ᐊᓂᔮ ᐊ ᒋᔅᑯᑎᒫᓱᒡ, ᑭᔮᐦ ᐊᓐ ᒥᓐ ᑯᑎᒃ ᒫ ᒌ ᐧᐄᒋᐦᐋᑭᓂᐧᐃᒡ ᓂᑑᐦᐅ ᐄᔨᔨᐅᒡ ᐊ ᒋᔅᑯᑎᒫᓱᒡ ᐧᑳᓇᐧᐋᓐ ᐧᐃ ᓈᑎᐦᐧᑳᐧᐋ ᐋᐱᑎᓯᐧᐃᓂᔨᐤ.

ᐊᓂᒌ ᒫᐦ ᑳ ᓃᑳᓂᐤ ᐋ ᐹᔅᑯᒑᐅᓯᐤ, ᒎᐦ ᐃᔑᓈᑯᓂᔨᐤ ᓈ ᒌ ᐐᐳᐦᑭᐦᐤ ᐊᓂᔮ ᐋ ᐄᔑ ᓂᑐ·ᐋᔨᐦᒑᑯᔨᐤ ᓈ ᒌ ᐋᐱᒋᐦᐋᐤ ᓂᑐᐦᐅᓅᔮᓐᐦ. ᒥᐞ ᒫᐦ ᐱᐦᐤ ᓈ·ᑳᓐ ᒋᑭ ᒌ ᐃᔑᓈᑯᓐ ᐋᑳ ᔮᔨᒑ ᐆ ᓈ ·ᐄ ᒋᔅᒋᓂ·ᐋᐱᐦᒑᑭᓂ·ᐃᐤ.

ᐊᓐ ᒫᐦ ᐋ ᐋᐱᒋᐦᐊᑭᓂ·ᐃᐡ ᓂᑐᐦᐅᓅᔮᓐ, ᓂᓈᐦᑯ ᐃᔑᓈᑯᓐ ᐊᓂᑎᐦ ᐊᓂᔮ ᓈ ᒋᔅᒋᓂ·ᐋᐱᐦᑎᐦᐤ ᐊᓂᒌ ᔮᐱᒋᐦᐋᐤ ᓂᑐᐦᐅᓅᔮᓐᐦ:

- ᐊᓐ ᐊ·ᐋᓐ ᐅᐦᑭᐤ ᐋ ᐋᐱᒋᐦᐋᐡ ᓂᑐᐦᐅᓅᔮᓐᐦ ᐋᑳ ᔮᔨᒑ ·ᑳᒋᐦᐊᑭᓂ·ᐃᐡ, 120 ᑎᐦᑐ ᒌᔑᑳᐤ ᒫᐅᐤ ᒥᐦᑎᐦᐄ ᒋᑭ ᒋᑎᐱᐦᐊᒍ·ᐋᑭᓂᐤ ᐅᒌᔑᑳᒪᐦ ᐊᓂᔮ ᓃᐦᑎᒻ ·ᐹᐳᓂᔨᐤ ᔮᐱᒋᐦᐋᐡ ᓂᑐᐦᐅᓅᔮᓐᐦ.

- ᐊᓐ ᐹᔨᑯᒑᓂᐤ ·ᐋᐃᐱᐦᒌᐦ ᐋ ᓂᑭᑎᐦᐤ ᐋ ᐋᐱᒋᐦᐋᐤ ᓂᑐᐦᐅᓅᔮᓐᐦ, ᐊᓂᔮ ᒫᐦ ᑳ ᒫᐅᒋᐦᒑᐡ ᐅᒑᑯᔨᐤ ᒌᔑᑳᒪᐦ, ᐋᔮᐱᐤ ᒋᑭ ᒌ ᑭᓂ·ᐋᔨᐦᑎᒍ ᐊᓂᔮ ᒦᓐ ᐊᑎ ᐋᐱᒋᐦᐋᑖ ᓂᑐᐦᐅᓅᔮᓐᐦ.

- ᐦᐋᑳ ᑳᒋᐤᐦ ᓂᑐᐦᐆ ᐋᐱᒋᐦᐄᔨᐡ, ᐋᔦ·ᐃᐞ ᐊᓂᔮ ᓈ ᒌ ᐄᔑ ᐋᐱᒋᐦᐋᐤ ᒋᐐᐄᔨᔨᐅᐤ ᐐᐦ ᐋ ᓅᐦᒑᔨᐤ ᐋ ᓂᑐᐦᐆ ᐋᐱᒋᐦᐄᔨᐤ ᒥᐞ ᒫᐦ ᐋᔮᐱᐤ ᐋ ·ᐄ ᐋᐱᒋᐦᐋᐤ ᓂᑐᐦᐅᓅᔮᓐᐦ. ᐅᔮ ᒫᐦ ᐊ·ᐋᓐ ᓈ ᒌ ᐃᒑᐱᒋᐦᐋᐡ ᓂᑐᐦᐅᓅᔮᓐᐦ, ᐊᓐ ᑳ ᓃᑳᓂᐡ ᔮᔨᒑ ᐐᐦ 15 ᑎᐦᑐᐸᓐᐦ ᒋᑭ ᐋᐱᒋᐦᐋᐅ ᓂᑐᐦᐅᓅᔮᓐᐦ ᑮᔮᐦ ᐊᓂᔮ ᒫᐦᐤ 5 ᑎᐦᑐᐸᓐᐦ ᐱᔑᔑᐞ ᐋ ᐋᐱᒋᐦᐋᐡ ᓂᑐᐦᐅᓅᔮᓐᐦ. ᐊᓐ ᒦᓐ ᑯᑎᒃ ᓈ·ᑳᓐ, ᐊᓂᔮ ᐋ ᐃᔅᐱᑎᔩᐡ ᒋᐐᐄᔨᔨᐅ ᑮᔮᐦ ᐊᓂᔮ ᑎᐦᑐᐸᓐᐦ ᑳ ᐃᐦᐱᔑ ᐋᐱᒋᐦᐋᐡ ᓂᑐᐦᐅᓅᔮᓐᐦ, ᔮᔨᒑ ᒥᑯᒋᒃ 80 ᑭᑎ ᐃᔅᐱᔨᔨᐅ ᐊᓂᔮ ᐋ ᒫᒎᓂᑭᓂ·ᐃᔨᐤ.

ᐊᓐ ᒫᐦ ᐹᔨᑯᒑᓂᐤ ᐋᑳ ᑳᒋᐤ ᓂᑐᐦᐆ ᐋᐱᒋᐦᐄᔨᐡ, ᒫᐅᔮ ᓃᓇᔨᐤ ᐋ ᐃᔑᓈᑯᓂᔨᐤ ᓈ ᒌ ᐄᔑ ᐋᐱᒋᐦᐋᐤ ᓂᑐᐦᐅᓅᔮᓐᐦ:

- ᒋᑭ ᑎᐱᐦᐊᒍ·ᐋᑭᓂ·ᐃ·ᐃᐤ ᐹᔨ·ᑳᐤ ᒥᔨ·ᐋ 100% ᑎᐦᑐ ᐋᐦᑯᔨᐅ ᒌᔑᑳᐅᐦ ᑳ ᐅᑎᓂᐦᐤ ᑳ ᓃᑳᓂᐡ ᑮᔮᐦ ᐅ·ᐄᒋᒫᑭᓐᐦ ᐊᓂᑎᐦ ᐋ ᐹᔨᑯᒑᐅᔨᐤ: ᓈᐦᐡ ᒫᐦ

- ᓈ ᐋᐱᒋᐦᐋᐤ ᓂᑐᐦᐅᓅᔮᓐᐦ ᐊᓂᔮ ᐄᔅᐞ 5 ᑎᐦᑐ ᐱᐸᓐᐦ, ᒥᐞ ᒫᐦ 119 ᑎᐦᑐ ᒌᔑᑳᐤ ᒫᐅᐤ ᒥᐦᑑᐦ ᓈ ᒌ ᐃᐦᐱᔑ ᑎᐱᐦᐊᒍ·ᐋᑭᓂ·ᐃᐤ ᐅᒌᔑᑳᒥ·ᐋᐅᐦ ᐹᐦᐹᔨᐞ ᒋᐐᔨᔨᐅ.

ᐊᓐ ᓃᓇ ᐋ ᐃᐦᑎᑯᐦᐤ ᓈ ᒌ ᐋᐱᒋᐦᒑᐤ ᐹᔨᑯᒑᓂᐅ, ᐊᓐ ᑳ ᓃᑳᓂᐡ ᔮᔨᒑ ᒋᑭ ᒌ ᐃᔨᓈᑯᔨᐅ ᓈ ᒌ ᓂᑐᐦᐆ ᐋᐱᒋᐦᐄᔨᐡ ᒥᑯᒋᒃ 20 ᑎᐦᑐ ᒌᔑᑳᐅᐦ ᐊᓂᔮ ᐹᔨᐞ ᐱᐸᓐᐦ, ᑮᔮᐦ 10 ᒌᔑᑳᐅ ·ᐃᔨ·ᐄᑎᒫ ᐋ ᐃᐦᒑᐡ ᐃᐦᒐ·ᐃᓂᐦᐤ.

ᐋ ᐄᔑ ᑎᐱᒋᐦ·ᑳᓂ·ᐃᐤ

ᐊᓂᔮ ᐋ ᑎᐱᒋᐦ·ᑳᓂ·ᐃᔨᐤ ᓂᑐᐦᐆ ᐄᔨᔨᐅ ᓈ ᐃᐦᐱᔑ ᒥᔮᑭᓂ·ᐃᐡ ᓂᑐᐦᐅᓅᔮᓐᐦ, ᐋᔦ·ᐃᐞ ᐅᔭ ᑳᓂ·ᐋᐱᐦᒑᑭᓂ·ᐃᔨᐤ ᑎᐦᑐ ᒌᔑᑳᐅᐦ ᑳ ᓂᑐᐦᐆ ᐋᐱᒋᐦᐄᔨᐡ. ᒑ·ᐸᐦ ᒫᐦ ·ᑳᔑᓈᑯᐦᐤ ᐊᓂᒌ ᒋᐐᐄᔨᔨᐅᐤ ᐋ ᐹᔨᑯᒑᐅᔨᐤ ᐋ ᑭᓂ·ᐋᐱᒫᑭᓂ·ᐃᐤ ᒑᓐ ᑎᐦᑐ ᒌᔑᑳᐅᐦ ᐋ ᓂᑐᐦᐆ ᐋᐱᒋᐦᐄᔨᐦ. ᓂᔮᓂᑯᑐᓐᐦ ᒫᐦ ·ᑳᔑᓈᑯᐦᐤ ᐊᑎ ᒐᐱᐦᑯᓐ ᐃᑎᔑᐤ ᐊ·ᐋᓂᒋ ᐊᓂᑎᐦ ᐋ ᐹᐦᐹᔨᑯᒑᐅᔨᐤ, ᓂᓈᐦᑯ ᐋ ᐊᑎ ᔮᐦᐱᒌᔨᐤᐦ ᐊᓂᔮ ᐋ ᐃᐦᐱᔑ ᒥᔮᑭᓂ·ᐃᐤ ᓂᑐᐦᐅᓅᔮᓐᐦ.

ᐊᓂᔮ ᒫᐦ ᓈ ᐃᐦᐱᔑ ᑎᐱᐦᐊᒍ·ᐋᑭᓂ·ᐃᐤ ᐹᔨᑯᒑᓂᐅ ᓂᑐᐦᐅᓅᔮᓐᐦ, ᓂᓈᐦᑯ ᑭᓂ·ᐋᐱᐦᒑᑭᓂ·ᐃᔨᐅ ᓈ·ᑳᔨᐅ ᐊᓂᑎᐦ ᓈ ᐅᐦᒋ ᑎᐱᐦ·ᑳᓂ·ᐃᔨᐤ ᒫ ᐃᔅᑎᑎᔨᐤᐦ ᐅᓂᑐᐦᐅᓅᔮᓂ·ᐋᐅᐦ: ᐋᐅᐞ ᑳᓂ·ᐋᐱᐦᒑᑭᓂ·ᐃᐤ ᑎᐦᑐ ᒌᔑᑳᐅᐦ ᑳ ᓂᑐᐦᐆ ᐋᐱᒋᐦᐄᔨᐤ, ᑳ ᐃᐦᐱᔑ ᐅᔑᐦᐋᐤ ᓅᔮᓐᐦ ·ᐃᔨ·ᐄᑎᒫ ᐊᓂᒑᐦ ᐋ ᐅᐦᒋ ᒥᔮᑭᓂ·ᐃᐤ ᓂᑐᐦᐅᓅᔮᓐᐦ, ᑮᔮᐦ ᒑᓐ ᐋ ᐃᑎᔑᐤ ᐊᓂᑎᐦ ᐋ ᐹᔨᑯᒑᐅᔨᐤ. ᓃ·ᐐᐅ ᑎᐱᐦ·ᑳᓂᐅ ᐊᓐ ᓂᑐᐦᐅᓅᔮᓐ ᓈ ᐃᐦᐱᔑ ᒥᔮᑭᓂ·ᐃᐤ ᓂᑐᐦᐆ ᐄᔨᔨᐅᐤ. ᐊᓐ ᓃᐦᑎᒻ ᐋ ᑎᐱᒋᐦ·ᑳᓂ·ᐃᐤ, ᐋᐅᐞ ᑳᓂ·ᐋᐱᐦᒑᑭᓂ·ᐃᐤ ᑎᐦᑐ ᐋ ᐅᒌᔑᑳᒥᐤ ᑳ ᓃᑳᓂᐡ ᐋ ᐹᔨᑯᒑᐅᔨᐤ ᑮᔮᐦ ᐅ·ᐄᒋᒫᑭᓐᐦ. 240 ᑎᐦᑐ ᒌᔑᑳᐅᐦ ᒫᐅᐤ ᒥᐦᑑᐦ ᑭᑎ ᒌ ᐅᒌᔑᑳᒥᐅ ᐹᔨᐞ ᓂᑐᐦᐆ ᐄᔨᔨᐅ, ᑮᔮᐦ ᒫᐦ 120 ᓈᐦᐡ ᒫᐦ 119, ᒥᐞ ᐊᓂᔮ ᐋ ᐊᑎ ᐃᔑᓈᑯᓂᔨᐤ ᐋ ᐄᔑ ᐋᐱᒋᐦᐋᐡ ᓂᑐᐦᐅᓅᔮᓐᐦ. ᐊᓐ ᒫᐦ ᐹᔨᑯᐸᓐᐦ ᐋ ᑭᓂ·ᐋᐱᐦᒑᑭᓂ·ᐃᐤ 350000 ᒥᔨ·ᐋ ᐃᐦᑎᓂᔨᐅ ᓂᑐᐦᐆ ᐄᔨᔨᐅᐤ ᓈ ᒌ ᐅᒌᔑᑳᒥᐤ.

ᐊᓂᒌ ᒫᐦ ᓂᑐᐦᐆ ᐄᔨᔨᐤ ᐋ ᐃᐦᒑᐤ ᐅᓂᑐᐦᐆ ᐊᔅᒌ·ᐋᐦᐤ ᐋ ᐊᑎ ᔮᐅᓈᑯᓂᔨᐤ ᐅᐦᒋ ᐊᓂᒑᐦ ᐅᑎᐦᒑ·ᐃᓂ·ᐋᐅ, ᐄ·ᐋᐤ 30% ᒋᑭ ᐃᐦᐱᔑ ᐃᔅᑯᐱᔨᔨᐤ ᐊᓂᔮ ᐋᔑᑯᒻ ᒌᔑᑳᐅᐦ ᐅᑎᐱᐦᐊᒫᑯᔨ·ᐃᓐ.

ᐊᓐ ᒫᐦ ᐋ ᔮᐅᓈᑯᐦᐤ ᓂᑐᐦᐆ ᐊᔅᒌ ᐋ ᐊᔨᓈᓂ·ᐃᐤ, ᐋᐅᐞ ᐊᓐ ·ᐃᔨ·ᐄᑎᒫ 50 km ᐅᐦᒋ ᐊᓂᑎᐦ ᐃᐦᒑ·ᐃᓂᐦᐤ ᐋ ᐃᐦᑎᑯᐦᐤ, ᑮᔮᐦ ᒫᐦ 200 km ·ᐃᔨ·ᐄᑎᒫ ᐅᐦᒋ ᐊᓐ ᒫᔅᑭᓂᐅ ᐋ ᐃᑎᒍᔨᐤ ᐊ·ᐋᓐ ᐅᓂᑐᐦᐆ ᐊᔅᒌ. 180 ᑎᐦᑐ ᒌᔑᑳᐅᐦ ᒫᐦ ᒫᐅᐤ ᒥᐦᑑᐦ ᑭᑎ ᒌ ᐅᑎᓂᒍ ᐊ·ᐋᓐ ᐅᔮ ᓈ ᐅᒌᔑᑳᒥᐡ ᐋ ᔮᐅᓈᑯᓂᔨᐤ ᐅᓂᑐᐦᐆ ᐊᔅᒌ ᐊᓂᔮ ᓈ·ᑳᐤ ᑭᔅᑭᑎᓂᐹᔨᒍ 1 ᐲᐦᐋᒻ ᓂᔅᒋᐲᔨᒍ 30. ᐊᓐ ᒫᐦ ᒫᐅᐤ ᒥᐦᑑᐦ ᓈ ᒌ ᑎᐱᐦᐄᑭᓂ·ᐃᐤᐦ ᐋ ᔮᐅᓈᑯᐦᐤ ᓂᑐᐦᐆ ᐊᔅᒌ ᓈ ᐅᐦᒋ ᐆᒌᔑᑳᒥᐤ ᓂᑐᐦᐆ ᐄᔨᔨᐅᐤ, ᐋᐅᐞ ᐊᓐ 100000 ᑎᐦᑐ ᒌᔑᑳᐅ ᒋᑭ ᒌ ᐃᐦᐱᔑ ᐅᑎᓂᑭᓂᐅᐦ, ᐋᑯᑎᐦ ᐊᓂᑎᐦ ᐋ ᐊᐦᒋᐱᔨᐤ ᐊᓐ ᒫᒎ 350000 ᑎᐦᑐ ᒌᔑᑳᐅᐦ ᓈ ᒌ ᐅᒋᔑᑳᒥᓂ·ᐃᐤ ᐹᔨᑯᐸᓐᐦ.

ᐊᓐ ᒦᓐ ᑯᑎᒃ ᑎᐱᐦᐊᒫᑯᔨ·ᐃᓐ, ᐋᐅᐞ ᐊᓐ ᓈᐦᑎᓈᐤ ᑎᐱᐦᐊᒫᑯᔨ·ᐃᓐ ᑳ ᐃᔑᓂᐦᑳᑖᑭᓂ·ᐃᐡ. ᐋᐅᐞ ᐊᓐ ᑳᓂ·ᐋᐱᐦᒑᑭᓂ·ᐃᐤ ᐋ ᐃᑎᔑᐤ ᐊ·ᐋᓂᒌ ᐊᓂᑎᐦ ᐋ ᐹᔨᑯᒑᐅᔨᐤ ᑮᔮᐦ ᐋᑯᑎᐦ ᓈ ᒌ ᐃᔑᓈᑯᐦᐤ ᐄ·ᐋᐤ ᓈ ᐅᐦᒋ ᑎᐱᐦᐊᒍ·ᐋᑭᓂ·ᐃᐤ ᓂᑐᐦᐆ ᐄᔨᔨᐤ ᐊᓂᔮ ᐃᔅᑎᑎᔨᐤᐦ ᐋᔑᑯᒻ ᒌᔑᑳᐅᐦ ᐋ ᐃᐦᐱᔑ ᑎᐱᐦᐊᒍ·ᐋᑭᓂ·ᐃᐤ. ᐆ ᒫᐦ ᓈᐦᑎᓈᐤ ᑎᐱᐦᐊᒫᑯᔨ·ᐃᓐ, ᐋᐅᑯᓂᐤ ᓈ ·ᐄᒋᐦᐄᑯᐤ ᐊᓂᒌ ᐋ ᒥᐦᓈᑎᐤ ᐊ·ᐋᓂᒌ ᐋ ᐹᔨᑯᒑᐅᔨᐤ ᓈᐦᐡ ᒫᐦ ᐊᓂᒌ ᐋ ᐹᔨᑯᒑᐅᔨᐤ ᐱᔑᔑᐞ ᐊᓂᑎᐦ ᐋ ᐅᐦᒋ ᐱᑯᐦ·ᐋᐤ ᓅᔮᓐᐦ ᐊᓂᑎᐦ ᓂᑐᐦᐅᓅᔮᓐᐦ ᐋ ᐅᐦᒋ ᒥᔮᑭᓂ·ᐃᐤ. ᐊᓐ ᒫᐦ ᐋ ᐄᔑ ᑎᐱᒋᐦ·ᑳᓂ·ᐃᐤ, ᐋᑯᑎᐦ ᐋ ᓅᑯᐦᐤ ᐊᓂᑎᐦ ᐊᒋᔅᒑᔨᓂᔨᓂᐦᐄᑭᓐ 6. ᐋᑯᒑᐦ ᐋ ᐃᔑᓈᑯᐦᐤ ᐊᓂᔮ ᐋ ᐃᐦᐱᔑ ᒥᔮᑭᓂ·ᐃᐤ ᓈᐦᑎᓈᐤ ᑎᐱᐦᐊᒫᑯᔨ·ᐃᓐ, 40% ᓈ ᐃᐦᐱᔑ ᐊᒋ·ᐃᓈᑭᓂ·ᐃᔨᐤᐦ ᐅᐦᒋ ᐊᓂᔮ ᑳ ᐃᔅᑎᑎᔨᐤᐦ ᑳ ᐱᑯᐦ·ᐋᐤ ᓅᔮᓐᐦ ᑮᔮᐦ 100% ᓈ ᐃᐦᐱᔑ ᐊᒋ·ᐃᓈᑭᓂ·ᐃᔨᐤᐦ ᐅᐦᒋ ᐊᓂᔮ ᐋ ᐃᔅᑎᑎᔨᐤᐦ ᒋᐐᐄᔨᔨᐤ ᓅᔮᓐᐦ ᐊᓂᒑᐦ ᐋ ᐅᐦᒋᐱᔨᒡ ᑳᓈᒑᐦ ᑎᐹᔨᐦᒋᒫᔨᓈᐦᐤ. ᒋᑭ ᒌ ᐃᔑᓈᑯᓐ ᑮᔮᐦ ᐋᑳ ᓈ ᐊᐦᑎᒋᒫᑭᓂ·ᐃᔨᐤᐦ ᐊ·ᐋᓐ ᑳ ᐃᐦᐱᔑ ᐱᑯᐦ·ᐋᐡ ᓅᔮᓐᐦ ᐊᓂᑎᐦ ᐊᓂᔮ ᓈ ᐅᐦᒋ ᐊᒋ·ᐃᓈᑭᓂ·ᐃᔨᐤᐦ ᓈᐦᑎᓈᐤ ᑎᐱᐦᐊᒫᑯᔨ·ᐃᓂᐦᐤ. ᐊᓐ ᒫᐦ ᓅᔮᓐ ᐋ ᐱᑯᐦ·ᐋᑭᓂ·ᐃᐡ, ᐋᐅᐞ ᐊᓐ ᑮᔮᐦ ᐋᔑᑯᒻ ᒌᔑᑳᐅᐦ ᑎᐱᐦᐊᒫᑯᔨ·ᐃᓐ ᐅᐦᒋ ᐊᓐ ᐋ ᐋᐱᒋᐦᐊᑭᓂ·ᐃᐡ ᓂᑐᐦᐅᓅᔮᓐ.

ᐋᑎ ᐋᓐ ·ᐄᓇᑖᐤ ᐆᔅ ᒫ ᓂᑑᐦᐆ ᐋᐱᒥᐦᐄᔨᐤ ᐄᔨᔨᐆᐤ ᐋ ᐋᐱᒥᐦᐋᐤ ᓂᑑᐦᐆᓅᔮᓐᐦ, ᐋᔮᐱᐤ ᐃᔑᓈᑯᓂᔨᐤ ᒫ ᒌ ᓈᑎᐦᐤ ᐋᐱᑎᔩ·ᐃᓂᔨᐤ ᐋᔅᑯ ᐋ ᐱᒥᐱᔨᔨᐤ ᐊᓂᔮ ᐋ ᐊᑎ ᐃᔅᐱᐦᒌᔮᔨᐤ ᐊᓂᑎᐦ ᐄᔨᔨᐤ ᐋᔅᒌᐧ, ᐋᐤ ᒫᐤ ᒫ ᒌ ᐅᐦᒋ ·ᐄᒥᐦᐄᑯᐤ ᐋ ᐅᐦᒋ ᐱᑳᔅᒋᐦᐅᐤ. ᒥᐤ ᒫᐤ ᓂᒍᔨ ·ᑳᐧᑖᐦ ᒋᑭ ᒌ ᐃᔑᓈᑯᓐ, ᐊᓂᔮ ᑳᒋᐤ ᐊ·ᐋᐤ ᐋ ᐋᐱᑎᔨᐟ ᑮᔮᐦ ᒫ ᒌ ᐋᐱᒥᐦᐋᐟ ᓂᑑᐦᐆᓅᔮᓐᐦ. ᐊᓂᒌ ᒫᐤ ᐊ·ᐋᓂᒌ ᐋ ᐋᐱᒥᐦᐋᐤ ᓂᑑᐦᐆᓅᔮᓐᐦ, ᓂᒍᔨ ᒋᑭ ᒌ ᐋᐱᒥᐦᒌᐅᐤ ᑮᔮᐦ ·ᐄᒥᐦᐃ·ᐋ·ᐃᓂᔨᐤ ᐊᓂᑖᐦ ᐋ ᐅᐦᒋᐱᔨᔨᐤ ᑳᓈᑖᐦ ᑮᔮᐦ ᑯᐯᐤ ᑎᐹᔨᐦᒋᒫᔩᓈᐧ, ᐱᑯᓂᒫ ·ᐄᒥᐦᐄ·ᐋᐤ ᒌᒥᐤ. ᐅᔮ ᒫᐤ ᒫ ᒌ ᐋᐱᒥᐦᐋᐤ ᐊ·ᐋᓂᒌ ᓂᑑᐦᐆᓅᔮᓐᐦ, ᐋᐅᑯᓂᐤ ᐊᓂᒌ ᐊ·ᐋᓂᒌ ᐋ ·ᐄ ᓈᑎᐦᐤ ᐄᔨᔨᐤ ᐋᓂᔅᒫᐤ ᐃᐦᑐ·ᐃᓂᔨᐤ ᑮᔮᐦ ᐊᓂᑎᐦ ᒫ ᐅᐦᒋ ·ᐄᒥᐦᐋᑭᓂ·ᐃᐤ ᐊᓂᔮ ᐋ ·ᐄ ᐄᔑ ᐱᑳᔅᒋᐦᐅᐤ ᑮᔮᐦ ᐊᓂᔮ ᒫ ᐅᐦᒋ ·ᐄᒥᐦᐋᑭᓂ·ᐃᐤ ᓅᔮᓐᐦ ᐅᐦᒋ ᐊᓂᔮ ᐋ ᐊᑎ ᐃᔑᓈᑯᓂᔨᐤ ᐱᒫᑎᓰ·ᐃᓂᔨᐤ ᐊᓄᐦᐤ. ᐊᓐ ᒫᐤ ᓂᑑᐦᐆᓅᔮᓐ ᐋ ᒥᔨ·ᐋᓂ·ᐃᐤ, ᐋᔑᑯᒧᐹᓐᐦ ᑭᓂ·ᐋᐱᐦᒌᑭᓂᐤ ᐊᓐ ᐋ ᑎᐱᒥᐧ·ᑳᓂ·ᐃᐤ, ᑮᔮᐦ ᓈᐅ·ᐋᐤ ᑎᐦ·ᑖᐤ ᒫᑎᓂ·ᐋᐱᔨᐦᐋᑭᓂᐤ ᓂᑑᐦᐆᓅᔮᓐᐦ ᐹᔨᑯᐹᓐᐦ, ᐋᐅᐤ ᐊᓐ ᒥᔑᑳᒫᐦᔮᐅᐲᔨᒍ 1, ᒋᔅᔮᔅᑯᓂᐲᔨᒍ 1, ᓂᔅᒋᐲᔨᒍ 1 ᑮᔮᐦ ᒎᓐ·ᐋᐦᔮᐅᐲᔨᒍ 30. ᐋᐅᐤ ᐆ ᑳ ᑭᓂ·ᐋᐱᐦᒌᑭᓂ·ᐃᐤ ᐊᓂᔮ ·ᐄᔅ·ᐊ ᐋ ᐃᐧᐱᔑ ᐃᐦᑖᐤ ᓂᑑᐦᐆ ᐄᔨᔨᐅᐤ ᐊᓂᑖᐦ ᐅᑎᐦᑖ·ᐃᓂ·ᐋᐦᐤ.

ᐊᓂᒌ ᔮᐱᒥᐦᐋᐤ ᓂᑑᐦᐆᓅᔮᓐᐦ ᑮᔮᐦ ᑯᐯᐤ ᑎᐹᔨᐦᒋᒫᔨᐤ, ᒑᐱᐧᑯᐤ ᒑᐱᑑ ᐃᐧᐱᔑ ᐱᒥᔅᑎᓈᐅᐤ ᓅᔮᓐᐦ ᐊᓂᑎᐦ ᒫ ᒌ ᐃᐦᑖᔨᓐᐦ ᐋ ᑭᓂ·ᐋᔨᒫᑭᓂ·ᐃᔨᓐᐦ ·ᐄᒥᐦᐄ·ᐋᐤ ᓅᔮᓐᐦ, ᐋᐅᐤ ·ᐋᐦᒋ ᒌ ᒋᐦᒋᐱᔨᐦᐋᑭᓂ·ᐃᐤ ᐆ ·ᐄᒥᐦᐄ·ᐋᐤ ᓅᔮᓐᐦ ᐊᓂᑎᐦ ᒫ ᒌ ᐅᐦᒋ ᑎᐱᐦᐊᒍ·ᐋᑭᓂ·ᐃᐡ ᓂᑑᐦᐆ ᐄᔨᔨᐤ ᐋᑳ ᒌ ᓂᑑᐦᐆ ᐋᐱᒥᐦᐄᔨᐡ ᐅᐦᒋ ᐊᓂᔮ ᐋ ᐋᐦᑯᓯᐡ ᓈᐧᐡ ᒫᐤ ᐋᐦ·ᑳᐤ ᐊ ᐃᔅᐱᔨᐦᐄᑯᐡ ᒫ·ᑳᔨᐤ. ᒥᔨ·ᐊ ᒥᓅᐄᔨᔨᐤ ᐊᓂᑎᐦ ᐊ ᐹᔨᑯᑖᐅᔨᐡ ᒋᑭ ᒌ ᒫᐅᒥᐦᑖᐤ ᐊᓂᔮ ·ᐄᔨ ᐊ ᐹᔨᑯᐡ ᐋᐦᑯᓯᐤ ᒌᔑᑳᐤ ᐅᐦᒋ ᐊᓂᔮ ᐊ ᐃᐧᐱᔑ ᐅᒌᔑᑳᒥᐡ ᐋᔑᑯᒧᐹᓐᐦ ᐊ ᐋᐱᒥᐦᐋᐡ ᓂᑑᐦᐆᓅᔮᓐᐦ. ᐊᓂᔮ ᒫᐤ ᐊ ᒫᐅᒥᐦ·ᑖᔨᐡ ᓂᑑᐦᐆ ᐄᔨᔨᐤ ᐅᑖᐦᑯᔨᐤ ᒌᔑᑳᒫᐦ, ᐋᑯᑎᐦ ᑮᔮᐤ ᒫ ᒌ ᒫᐅᒥᐦᑖᐤ ᒥᐦᒫᑐ ᓂᑑᐦᐆ ᐄᔨᔨᐅᐤ ᐅᑖᐦᑯᔨᐤ ᒌᔑᑳᒥ·ᐋᐅᐦ ᐊᓂᑎᐦ ᐊᑎᑐ ᒫ ᒌ ᒥᐦᒫᓂᔨᒫᐦ ᐊᓂᔮ ·ᐃ·ᐋᐤ ᒫ ᐅᑖᐦᑯᔨᐤ ᒌᔑᑳᒥᐤ. ᒥᐤ ᒫᐤ 2000 ᐋᐦᑯᓯᐤ ᒌᔑᑳᐅᐦ ᒋᑭ ᒌ ᐃᐦᑎᓂᔨᐅᐦ ᐊᓂᔮ ᐅᑖᐦᑯᔨᐤ ᒌᔑᑳᒥ·ᐋᐅᐦ ᒥᔨ·ᐊ ᓂᑑᐦᐆ ᐄᔨᔨᐅᐤ ᐋᔑᑯᒻ ᐹᔨᑯᐹᓐᐦ. ᐊᓂᐦᐄ ᒫᐤ ᒌᔑᑳᐤ ᐊ ᒫᐅᒥᐦᒋᑭᓂ·ᐃᒻᐦ, ᐋᑯᑎᐦ ᑮᔮᐦ ᐊ ᐃᐦᑎᑯᐧ 500 ᑎᐦᑐ ᒌᔑᑳᐅᐦ ᒫ ᒌ ᐅᐦᒋ ᑎᐱᐦᐊᒍ·ᐋᑭᓂ·ᐃᐡ ᓂᑑᐦᐆ ᐄᔨᔨᐤ ᐅᐦᒋ ᐊᓂᔮ ᐋᐦ·ᑳᐤ ᐊ ᐃᔅᐱᔨᐦᐄᑯᐡ ᒫ·ᑳᔨᐤ, ᐱᑯᓂᒫ ᐊ ᐊᔅᒥᐸᑖᔨᐤ ᓈᐧᐡ ᒫᐤ ᐊ ᐱᔨᑖᔨᐤ ᐅᓂᑑᐦᐆ ᐊᔅᒌ, ᐊᓂᔮ ᐊ ᓂᑳᐦᐄᑯᐡ ᒫ ᒌ ᓂᑑᐦᐆ ᐋᐱᒥᐦᐄᔨᐡ.

ᑳ ᐃᐦᑎᓈᓂᐌᐠ
ᐆ ᑳ ᐱᐳᐦᒡ 2012.2013

ᐋ ᐄᔑ ᐋᐱᒥᐦᐋᑭᓂᐌᐢ ᓂᔥᐦᐅ ᓈᔅᑲᓐ

ᐊᓐ ᓂᔥᐦᐅ ᓈᔅᑲᓐ ᐋ ᐋᐱᒥᐦᐋᑭᓂᐌᐢ, ᐋᐅᑯᓂᒡ ᒥᑦ ᒫ ᒌ ᐋᐱᒥᐦᐋᒡ ᒉᐃᒥᔅ ᐯᐃ ᐄᔨᔨᐅᒡ, ᐊᓂᒌ ᐋ ᐊᔅᑎᔮᓈᔫᒡ ᒉᐃᒥᔅ ᐯᐃᒡ ᑮᔮ ᒌᐙᑎᓐ ᑯᐯᐤ ᓂᔅᑯᒎᐃᓂᐦᒡ, ᑮᔮ ᐋ ᐙᒥᒡ ᐊᓂᒡ ᑯᐯᐤ ᐊᔅᒌᐦᒡ, ᑮᔮ ᐹᔦᐤ ᐋ ᐅᑎᐦᑖᐃᓂᒡ ᐹᔦᑯᐦᒑᐤ ᑳ ᐃᐦᑎᓂᔦᐦ ᐄᔨᔨᐤ ᐃᐦᑖᐃᓈᐦ, ᐋᐅᑦ ᒋᔅᓯᐱ ᐄᔅᒉᓐ, ᒥᔅᑎᓯᓃ, ᓃᒥᔅᑳ, ᐅᒉᐳᑯᔫ, ᐙᔅᑳᐦᐄᑲᓂᐦ, ᐙᔅᓂᐲ, ᐐᒥᓂᒌ ᑮᔮ ᐙᐱᒫᑯᔅᑐᐃ.

ᐊᓐ ᐋᔑᒫᑯᐲᔨᐧᐦ 2013 ᑳ ᐃᔅᐱᔦᒡ, 17,591 ᒌ ᐃᑎᔑᐅᒡ ᐄᔨᔨᐅᒡ ᐊᓂᐦ ᐋ ᐊᔅᑎᔮᓈᔫᒡ ᒉᐃᒥᔅ ᐯᐃ ᑮᔮ ᒌᐙᑎᓐ ᑯᐯᐤ ᓂᔅᑯᒎᐃᓂᐦᒡ ᐅᐦᒋ ᐊᓂᔮ ᐋ ᐅᑎᐦᑖᐃᓂᒡ ᐹᔦᐤ ᐄᔨᔨᐤ ᐃᐦᑖᐃᓂᔦᐤ. ᐊᓂᒌ ᒫᑦ ᑎᐦᑐ ᑳ ᐃᑎᔑᒡ, 17,249 ᒌ ᐙᒥᐅᒡ ᐊᓂᑖ ᒉᐃᒥᔅ ᐯᐃ ᐊᔅᒌᐦᒡ, ᐋᑯᑖ ᐊᓂᑖ ᐄᔨᔨᐤ ᐃᐦᑖᐃᓈᐦ ᑮᔮ ᐊᓂᐦᐄ ᑯᑎᐦᐤ ᐃᐦᑖᐃᓈᐦ ᐋ ᐊᐦᑎᓂᑭᓂᐌᐤ, ᐱᑯᓂᒑ ᐁᒥᔅ ᓅᐯᐃ, ᒐᐳᑲᒫᐤ, ᒫᑖᑲᒦ, ᓴᓂᑌᐢ ᑮᔮ ᒉᐌᑖᐢ. ᐱᐦᒡ ᒫᐅ ᐊᓂᒌ ᓂᔥᐦᐅ ᐄᔨᔨᐅᒡ ᐋ ᐋᐱᒥᐦᐋᒡ ᓂᔥᐦᐅ ᓈᔅᑲᓐᐦ, ᐐᐄᑎᒫ ᐄᔨᔨᐤ ᐃᐦᑖᐃᓈᐦ ᐙᒥᐅᒡ, ᐱᑯᓂᒑ ᐊᓂᒌ ᐙᔅᓂᐲᐤ ᐄᔨᔨᐅᒡ ᐐᐄᑎᒫ ᐋ ᐙᒥᒡ ᐅᑎᐦᑖᐃᓂᐙᐦ, ᐆ ᑎᐹᒥᒨᔨᓂᐦᐄᑭᓐ ᑮᔮ ᐊᓂᐦᐄ ᐊᒥᔅᑖᔪᓈᐦ, ᐊᓐ ᐃᐦᑖᐃᓐ ᐙᔅᓂᐲ, ᐋᐅᑯᓂᒡ ᐋ ᐊᐦᒥᐱᔨᒡ ᐊᓂᒌ ᐙᔅᓂᐲᐤ ᐄᔨᔨᐅᒡ ᐋ ᐋᐱᒥᐦᐋᒡ ᓂᔥᐦᐅ ᓈᔅᑲᓐᐦ ᑮᔮ ᐊᓂᒌ ᓂᔥᐦᐅ ᐄᔨᔨᐅᒡ ᐋ ᐊᐦᑎᓅᔨᒡ ᐊᓂᑖ ᐙᓅᐤ ᔫᐱᐦ, ᐋᐅᐤ ᐊᓐ ᐄᔨᔨᐤ ᐃᐦᑖᐃᓐ ᐋᐦᐤ ᒫᐙᒡ ᐋ ᐅᔑᐦᐅᒥᑭᐦ ᐹᓈᒡ ᐁᐃᒥᔅ ᑮᔮ ᐋ ᓂᐦᑐᐃᓂᑭᓂᐌᐠ ᐊᓂᑖ ᐄᔨᔨᐤ ᑎᐹᔨᐦᒋᒫᐃᓂᐦ, ᒥᐤ ᒫᐤ ᓂᒎᔨ ᐋᐦᐤ ᓂᐦᑐᐃᓂᑭᓂᐌᐤ ᐊᓂᑖ ᑯᐯᐤ ᑎᐹᔨᐦᒋᒫᐃᓂᐦ.

ᒫᑳᒡ ᐆ ᑳ ᐱᐳᐦᒡ 2012-2013 ᑳ ᐃᔅᐱᔦᒡ ᓂᔥᐦᐅ ᓈᔅᑲᓐ ᐋ ᐅᐦᒋ ᓈᓇᑭᒥᐦᐋᑭᓂᐌᐢ, 1,357 ᒌ ᐃᐦᑐᑖᐅᓱᐅᒡ ᐄᔨᔨᐅᒡ ᐋ ᐋᐱᒥᐦᐋᒡ ᓂᔥᐦᐅ ᓈᔅᑲᓐᐦ (ᐊᒥᔅᑖᔨᓂᔨᓂᐦᐄᑭᓐ 1). ᐊᓂᒌ ᒫᐤ ᐋ ᐊᑎ ᐃᔨᓈᑯᔨᐦ ᐊᐙᓂᒌ ᐋ ᐹᔦᑯᑖᐅᔨᐦ, ᐋᐅᑦ ᑳ ᐅᑎᐦᒋᐱᔦᐦ 1,904 ᒋᓅᔦᔦᐅᒡ (71%) ᑮᔮ 771 ᐊᐙᔑᔑᐦ ᑮᔮ ᐋᐅᑦ 2,675 ᒫᒨ ᑳ ᐃᑎᔑᐦ ᐊᐙᓂᒌ. ᒋᔅᓯᐱᐦ ᒫᐅᒡ ᒌ ᒥᐦᑳᑐᑖᐅᓱᐅᒡ ᐊᐙᓂᒌ ᐋ ᐋᐱᒥᐦᐋᒡ ᓂᔥᐦᐅ ᓈᔅᑲᓐᐦ (508 ᑎᐦᑐᑖᓂᐤ), ᒑᐤ ᒥᓐ ᐊᓂᑖ ᐙᔅᓂᐲᐦ/ᐙᔑᓅ ᔨᐲᐦ (213 ᑎᐦᑐᑖᓂᐤ), ᒑᐤ ᒥᓐ ᐊᓂᑖ ᒥᔅᑎᓯᓃᐦ (150 ᑎᐦᑐᑖᓂᐤ) ᑮᔮ ᒑᐤ ᐊᓂᑖ ᐙᐱᒫᑯᔅᑐᐃᐦ (134 ᑎᐦᑐᑖᓂᐤ), ᐊᓐ ᒫᐤ ᒫᐅᒡ ᑳ ᑎᐦᑯᔑᔑᐦ ᑳ ᐃᐦᑐᑖᐅᔨᐦ ᐊᐙᓂᒌ ᐋ ᐋᐱᒥᐦᐋᒡ ᓂᔥᐦᐅ ᓈᔅᑲᓐᐦ ᐋᐅᑦ ᓃᒥᔅᑳ (29 ᑎᐦᑐᑖᓂᐤ), ᒥᓐ ᐊᓂᑖ ᐄᔅᒉᓐ (44 ᑎᐦᑐᑖᓂᐤ), ᑮᔮ ᐊᓂᑖ ᐅᒉᐳᑯᔫ (69 ᑎᐦᑐᑖᓂᐤ). ᐊᓂᐦᐄ ᒫᐤ ᓈᐤ ᐃᐦᑖᐃᓈᐦ ᒫᐅᒡ ᑳ ᒥᐦᒑᑎᒡ ᐋ ᐃᐦᑐᑖᐅᔨᐦ ᐊᐙᓂᒌ ᐋ ᐋᐱᒥᐦᐋᒡ ᓂᔥᐦᐅ ᓈᔅᑲᓐᐦ, ᐋᐅᑦ ᒋᔅᓯᐱ, ᐙᔅᓂᐲ, ᒥᔅᑎᓯᓃ ᑮᔮ ᐙᐱᒫᑯᔅᑐᐃ, ᐋᐅᑦ 75% ᑎᐦᑐᑖᓂᐤ ᐋ ᐋᐱᒥᐦᐋᒡ ᓂᔥᐦᐅ ᓈᔅᑲᓐᐦ (ᐊᒥᔅᑖᔨᓂᔨᓂᐦᐄᑭᓐ 1).

ᐊᓂᔮ ᒫᐤ ᐋ ᐄᔑ ᐋᐱᒥᐦᐋᒡ ᓂᔥᐦᐅ ᐄᔨᔨᐅᒡ ᐊᓂᔮᐦ ᓂᔥᐦᐅ ᓈᔅᑲᓐᐦ, ᓂᓈᐦᑯ ᐃᔑᓈᑯᓐ ᐅᐦᒋ ᐊᓐ ᐋ ᐊᑎ ᐃᔅᐱᑎᔨᐦ ᑳ ᓃᑳᓂᐢ ᐋ ᐹᔦᑯᑖᐅᔨᐦ. ᐊᓐ ᒫᐤ 2012-2013 ᑳ ᐃᔅᐱᔦᒡ, 45% ᐊᓂᒌ ᑳ ᓃᑳᓂᒡ ᐋ ᐹᔦᑯᑖᐅᔨᐦ, ᐋᐅᑯᓂᒡ 57 ᑳ ᐃᐦᑐᐳᐙᔨᐦ ᑮᔮ ᒫᐤ ᐊᑎᔅ ᑳ ᒋᓅᔦᔦᐐᐠ (ᐊᒥᔅᑖᔨᓂᔨᓂᐦᐄᑭᓐ 2). ᐊᓂᒌ ᒫᐅᒡ ᑳ ᒥᐦᒑᑎᒡ ᐋ ᐃᔅᐱᑎᔨᐦ ᐊᐙᓂᒌ, ᐋᐅᑯᓂᒡ ᐊᓂᒌ 67-76 ᑳ ᐃᔅᐱᑎᔨᐦ ᐊᐙᓂᒌ (20%), ᑮᔮ ᒥᓐ ᒑᐤ ᐊᓂᒌ 17-26 ᑳ ᐃᔅᐱᑎᔨᐦ ᐊᐙᓂᒌ (19%).

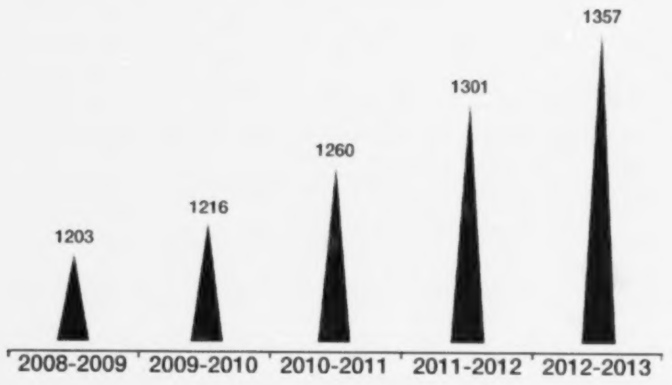
ᐊᓐ ᒫᐤ ᓂᓈᐦᑯ ᐋ ᐊᑎ ᐃᔅᐱᑎᔨᐦ ᐊᐙᓂᒌ ᐋ ᐋᐱᒥᐦᐋᒡ ᓂᔥᐦᐅ ᓈᔅᑲᓐᐦ, ᐋᑯᑦ ᑮᔮ ᒑ ᒌ ᐅᐦᒋ ᒥᔅᒐᔦᐦᑎᒥᐦ ᒋᓐ ᐋ ᐃᑎᔑᔦᐦ ᐊᐙᓂᒌ ᐅᑎᐙᔑᔑᒥᐙᐦ ᐊᓂᐦ ᐋ ᐹᔦᑯᑖᐅᔨᐦ. ᐅᔦ (79%) ᒫᐤ ᐊᐙᓂᒌ ᐋ ᐹᔦᑯᑖᐅᔨᐦ, ᐊᓐ 1,357 ᑎᐦᑐ ᒫᒨ ᐋ ᐃᐦᑐᑖᐅᓱᓈᓂᐌᐠ, ᓂᒎᔦ ᐅᐦᒋ ᐊᐦᒥᐱᔦᔦᐦ ᐊᐙᔑᔑᐦ ᐊᓂᐦ ᐋ ᐹᔦᑯᑖᐅᔨᐦ, ᐋᐤ ᒫᐤ 7% ᐋ ᐹᔦᑯᑖᐅᔨᐦ ᐊᐙᓂᒌ 1 ᒌ ᐃᑎᔑᔦᐦ ᐊᐙᔑᔑᐦ ᐋ ᐊᐦᒥᐱᔦᔦᐦ ᐊᓂᐦ ᐋ ᐹᔦᑯᑖᐅᔨᐦ, ᑮᔮ 5% ᐋ ᐹᔦᑯᑖᐅᔨᐦ ᐊᐙᓂᒌ ᓃᔓ ᒌ ᐃᑎᔑᔦᐦ, ᑮᔮ 4% ᐋ ᐹᔦᑯᑖᐅᔨᐦ ᐊᐙᓂᒌ ᓂᐦᑐ ᒌ ᐃᑎᔑᔦᐦ, ᑮᔮ 6% ᐋ ᐹᔦᑯᑖᐅᔨᐦ ᐊᐙᓂᒌ 4 ᒌ ᐃᑎᔑᔦᐦ ᐅᑎᐙᔑᔑᒥᐙᐦ ᑮᔮ ᒫᐤ ᐊᑎᔅ ᑳ ᒥᐦᒑᑎᔦᐦ.

ᐊᓐ ᒫᐤ ᒥᔨᐙ ᐋ ᐄᔑ ᑭᓅᐋᐱᐦᒑᑭᓂᐌᐠ ᐋ ᐋᐱᒥᐦᐋᑭᓂᐌᐢ ᓂᔥᐦᐅ ᓈᔅᑲᓐ ᑮᔮ ᐊᓐ ᒫᒨ ᐋ ᐊᑎ ᐃᑎᔑᐦ ᐄᔨᔨᐅᒡ, ᐋᐅᑦ 15,5% ᑳ ᐃᑎᔑᐦ ᐊᐙᓂᒌ 2012-2013 ᑳ ᐃᔅᐱᔦᒡ, ᐃᐦᐱᔑ ᐙ 15.4% ᑳ ᐃᑎᔑᐦ ᐊᐙᓂᒌ 2011-2012 ᑳ ᐃᔅᐱᔦᒡ, ᑮᔮ 15.2% ᑳ ᐃᑎᔑᐦ ᐊᐙᓂᒌ 2010-2011 ᑳ ᐃᔅᐱᔦᒡ (ᐊᒥᔅᑖᔨᓂᔨᓂᐦᐄᑭᓐ 3). ᐊᓐ ᒫᐤ 2012-2013 ᑳ ᐃᔅᐱᔦᒡ, ᐙᐱᒫᑯᔅᑐᐃᐦ ᒫᐅᒡ ᒌ ᒥᐦᒑᔥ ᐊᐙᓂᒌ (30.1% ᑎᐦᑐ ᐊᐙᓂᒌ ᐋ ᐋᐱᒥᐦᐋᒡ ᓂᔥᐦᐅ ᓈᔅᑲᓐᐦ), ᐊᓂᑖ ᐙᔅᓂᐲᐦ/ᐙᔑᓅ ᔨᐲᐦ (24.7%), ᑮᔮ ᒋᔅᓯᐱᐦ (23.3%), ᐊᓂᑖ ᒫᐤ ᒫᐅᒡ ᑳ ᑎᐦᑯᔑᔑᐦ ᐊᐙᓂᒌ ᐋ ᐃᐦᐱᔑ ᐋᐱᒥᐦᐋᒡ ᓂᔥᐦᐅ ᓈᔅᑲᓐᐦ, ᐋᑯᑦ ᐊᓂᑖ ᓃᒥᔅᑳ (5.7%) ᑮᔮ ᐙᔅᑳᐦᐄᑲᓂᐦ (7.1%). ᐊᓐ ᒫᐤ ᐋ ᐃᐦᑐᑖᐅᓱᓈᓂᐌᐠ, ᐋᐅᑦ ᒥᓐ ᑳ ᔫᑯᐦ ᐆ ᑳ ᐱᐳᐦᒡ 2012-2013 ᐋ ᒌ ᐄᔅᑯᐱᔦᐦ ᐋ ᐃᐦᑐᑖᐅᓱᓈᓂᐌᐠ ᐅᐦᒋ ᐊᓐ 1,357 ᑎᐦᑐᑖᓂᐤ ᐋ ᐋᐱᒥᐦᐋᒡ ᓂᔥᐦᐅ ᓈᔅᑲᓐᐦ, ᐃᐦᐱᔑ ᐙ 1,301 ᑎᐦᑐᑖᓂᐤ ᐊᓐ 2011-2012 ᑳ ᐃᔅᐱᔦᒡ, ᑮᔮ 1,260 ᑎᐦᑐᑖᓂᐤ ᐊᓐ 2010-2011 ᑳ ᐃᔅᐱᔦᒡ, ᑮᔮ 1,216 ᑎᐦᑐᑖᓂᐤ ᐊᓐ 2009-2010 ᑳ ᐃᔅᐱᔦᒡ. ᐋᐅᑦ ᐆ ᓅᐦ ᓈᐤ ᑎᐦᑐ ᐱᐳᓈᐦ ᐱᔑᔑᑦ ᐋ ᐄᔅᑯᐱᔦᐦ ᐋ ᐃᐦᑐᑖᐅᓱᓈᓂᐌᐠ (ᒥᔨᓈᐱᔅᑭᐦᐄᑭᓂᐦᑳᓐ 1).

ᐋᐅᑦ ᑮᔮ ᐊᔮᐱᐠ ᑳ ᐃᔅᐱᔦᒡ ᑎᐦᑐ ᒌᔑᑳᐤ ᑳ ᑎᐱᐦᐄᑭᓂᐌᐤ ᔫᔦᒡ ᐊᓐ ᑳ ᐄᔅᑯᐱᔦᐦ ᐋ ᐃᐦᑐᑖᐅᓱᓈᓂᐌᐠ. ᐋᐅᑦ ᑳ ᐅᑎᐦᒋᐱᔦᐦ 325,210 ᑎᐦᑐ ᒌᔑᑳᐤ ᐆ 2012-2013 ᑳ ᐃᔅᐱᔦᒡ, ᐃᐦᐱᔑ ᐙ 312,955 ᑎᐦᑐ ᒌᔑᑳᐤ ᑳ ᑎᐱᐦᐄᑭᓂᐌᐠ ᒫᑳᒡ 2011-2012 ᑳ ᐃᔅᐱᔦᒡ, ᑮᔮ 304,596 ᑎᐦᑐ ᒌᔑᑳᐤ ᒫᑳᒡ 2010-2011 ᑳ ᐃᔅᐱᔦᒡ (ᒥᔨᓈᐱᔅᑭᐦᐄᑭᓂᐦᑳᓐ 2).

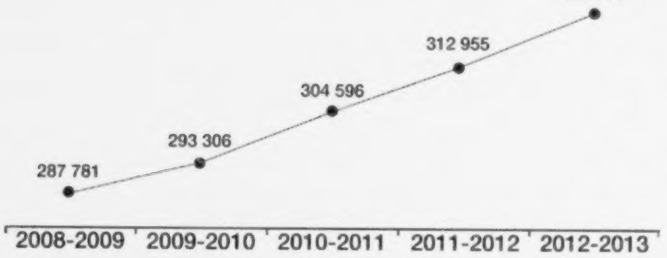
ᒥᓯᓈ ᐱᐢᑭᐦᐄᑭᓂᐦᑳᓐ I

ᑎᐦᑐᑖᓂᐤ ᐋᔑᑯᒻ ᐱᐳᓐᐦ



ᒥᓯᓈ ᐱᐢᑭᐦᐄᑭᓂᐦᑳᓐ II

ᑎᐦᑐ ᒌᔑᑳᐤᐦ ᑳ ᑎᐱᐦᐄᑭᓂᐧᐃᒻᐦ ᐋᔑᑯᒻ ᐱᐳᓐᐦ



ᐊᓐ ᐋ ᐋᐱᒋᐦᐊᑭᓂᐧᐃᑦ ᓂᑑᐦᐅ ᓈᔮᓐ, ᐋᔅᐧᐃᔅ ᒫᔮᑭᓂᐧᐃᑦ ᓂᑑᐦᐅ ᐄᔨᔫ ᑎᐱᐦᐊᒫᑯᔨᐧᐃᓂᔫ ᐋᔑᑯᒻ ᒌᔑᑳᐤᐦ ᐊᓂᔮ ᐋ ᓂᑑᐦᐅ ᐋᐱᒋᐦᐄᔨᑦ, ᐱᑯᓂᒫ ᐊᓂᔮ ᐋ ᓂᑑᐦᐅᑦ, ᐋ ᓅᑎᒫᔅᑦ, ᐋ ᐧᐃᓂᐦᐄᒫᑦ ᑭᔮ ᒫᒃ ᐊᓂᔮ ᑯᑎᒃ ᐋᐱᑎᓯᐧᐃᓂᔫ ᐅᐦᒋ ᓂᑑᐦᐅᐧᐃᓂᒻ ᐋ ᐄᔑ ᐊᓯᒋᐱᔨᔫᒡ. ᒌᓲᒡ ᐃᐦᑎᑯᓐ ᐊᓐ ᑎᐦᑐ ᒌᔑᑳᐤᐦ ᒫ ᒌ ᐃᔅᐱᔑ ᐅᒌᔑᑳᒥᒡ ᓂᑑᐦᐅ ᐄᔨᔫᐅᒡ ᐋᔑᑯᒻ ᐱᐳᓐᐦ, 350,000 ᒫᒨ ᐃᐦᑎᓐᐦ ᒌᔑᑳᐤᐦ ᒫ ᒌ ᐅᒌᔑᑳᒥᓈᓂᐧᐃᒡ. ᐊᓐ ᒫᒃ ᐸᔨᑯ ᒋᓲᔨᔨᐤ, 240 ᑎᐦᑐ ᒌᔑᑳᐤᐦ ᒫᐅᒡ ᒥᔅᒌ ᒋᑭ ᒌ ᐅᒌᔑᑳᒥᐤ. ᐊᓐ ᒫᒃ ᐧᐄ ᐋᐧᐹ ᑳᒥᒡ ᓂᑑᐦᐅ ᐋᐱᒋᐦᐄᔨᑦ ᒋᓲᔨᔨᐤ, ᓂᔫᔨ ᒋᑭ ᒌ ᐸᔅᒋᐱᔨᐦᑖᐤ 119 ᑎᐦᑐ ᒌᔑᑳᐤᐦ ᒫ ᒌ ᐅᒌᔑᑳᒥᑦ. ᐊᓐ ᒫᒃ ᐧᐄ ᐅᔅᑭᒡ ᔮᐱᒋᐦᐋᒃ ᓂᑑᐦᐅ ᓈᔮᓐᐦ ᐋᐹ ᔮᔨᑖ ᐧᑳᒋᐦᐋᑭᓂᐧᐃᑦ, ᓂᔫᔨ ᒋᑭ ᒌ ᐸᔅᒋᐱᔨᐦᑖᐤ 120 ᑎᐦᑐ ᒌᔑᑳᐤᐦ ᒫ ᒌ ᐅᒌᔑᑳᒥᑦ ᐊᓂᔮ ᐅᔅᑭᒡ ᐧᐸᐳᓂᔫᒡ ᐋ ᐋᐱᒋᐦᐋᒃ ᓂᑑᐦᐅ ᓈᔮᓐᐦ.

ᐊᓐ 2012-2013 ᑳ ᐃᔅᐱᔫᒡ, ᐋᐅᔅ 323,505 ᒌᔑᑳᐤᐦ ᑳ ᐅᒌᔑᑳᒥᓈᓂᐧᐃᒡ ᐊᓂᑖ ᓂᑑᐦᐅ ᐊᔅᒌᒻ ᐋ ᐃᐦᑖᓂᐧᐃᒡ, ᑭᔮ ᐋᐅᔅ 99.5% ᑎᐦᑐ ᐅᐦᒋ ᐊᓐ ᒥᔨᐧᐋ ᒌᔑᑳᐤᐦ ᑳ ᐃᔑᓈᑯᒻ ᒫ ᒌ ᑎᐱᐦᐄᑭᓂᐧᐃᒻᐦ (ᐊᒋᔅᑖᔨᓂᔨᓂᐦᐄᑭᓐ 4). ᐊᓂᐦᐄ ᒫᒃ ᑯᑎᒃᐦ ᒌᔑᑳᐤᐦ ᑳ ᑎᐱᐦᐄᑭᓂᐧᐃᒻᐦ, ᐋᐅᑯᓐᐦ ᐅᔅ ᐋ ᒌ ᐧᐋᐱᒫᐅᔨᑦ ᐃᔅᐧᑳᐤ (0.4%) ᑭᔮ ᒫᒃ ᐋᐦᑯᔨᐤ ᒌᔑᑳᐤᐦ (0.2%)/ ᓂᔫᔨ ᓈᐦᑏᒡ ᐅᐦᒋ ᑎᐱᐦᐄᑭᓂᐤᐦ ᐊᓂᐦᐄ ᒌᔑᑳᐤᐦ ᐋᐦᐧᑳᒡ ᐋ ᒌ ᐃᔅᐱᔨᐦᐄᐧᐋᒡ ᒫᐧᑳᓐ ᐆ 2012-2013 ᑳ ᐃᔅᐱᔫᒡ.

ᐊᓐ ᒫᒃ ᐊ ᓂᑑᐦᐅᓈᓂᐧᐃᒡ ᑭᔮ ᐊ ᓂᑑᐦᐅ ᐋᐱᒋᐦᐄᔨᓈᓂᐧᐃᒡ, ᐋᔅᐧᐃᔅ ᒥᔅ ᒫ ᒌ ᑎᐱᐦᐊᒧᐧᐋᑭᓂᐧᐃᑦ ᓂᑑᐦᐅ ᐄᔨᔫ ᐊᓂᑖ ᓂᑑᐦᐅ ᐊᔅᒌᒻ ᐋ ᐃᐦᑖᑦ ᑭᔮ ᐋᐧᑳ ᐅᑎᑎᐦᐅᑯᑦ ᑯᑎᒃᐦ ᓈᔮᓐᐦ ᐊᓂᑦ ᐊᓂᔮ ᒫᐧᑳᒡ ᐋ ᐃᐦᑖᑦ. ᐊᓐ ᒫᒃ ᐊ ᐅᑎᑎᐦᐅᑯᑦ ᓂᑑᐦᐅ ᐄᔨᔫ ᑯᑎᒃᐦ ᓈᔮᓐᐦ ᑭᔮ ᒫᒃ ᐊ ᐅᐦᑎᔫᒡ (ᐱᑯᓂᒫ ᐋᐱᑎᔫᔨᐅᒡ ᐅᐧᐄᒋᐦᐄᐧᐋᐤ ᓈᔮᓂᒥᐧᐋᐤᐦ, ᑳ ᐱᑯᓈᔮᑭᔑᒻᐦ, ᑭᔮ ᑯᑎᒃ ᓈᔮᓐ), ᓂᔫᔨ ᑎᐱᐦᐄᑭᓂᐤ ᐊᓂᔮ ᐊ ᒥᔮᑭᓂᐧᐃᑦ ᓈᔮᓐᐦ ᐊᓂᔮ ᑎᐦᑐ ᒌᔑᑳᐤᐦ. ᐊᓐ ᒫᒃ ᐊ ᑎᐱᐦᐊᒧᐧᐋᑭᓂᐧᐃᑦ ᐊᓐ ᑳ ᓃᑳᓂᑦ ᐅᔮᐦ ᓈᔮᓐᐦ, ᐋᔅᐧᐃᔅ ᑭᔮ ᓂᒥ ᑎᐱᐦᐊᒧᐧᐋᑭᓂᐧᐃᔫᐤᐦ ᐅᐧᐄᒋᒫᑭᓐᐦ ᐊᓂᔮᐦ ᐅᒌᔑᑳᒥᔫᐤᐦ. ᐊᓐ ᒫᒃ ᑭᔮ, ᐋ ᐹᔅᒋᐱᔨᐦᑖᑭᓂᐧᐃᒻᐦ ᑎᐦᑐ ᒌᔑᑳᐤᐦ ᒫ ᒌ ᐅᒌᔑᑳᒥᓈᓂᐧᐃᒡ ᐊᓐ ᐊ ᓂᑑᐦᐅ ᐋᐱᒋᐦᐄᔨᓈᓂᐧᐃᒡ ᐊᓐ ᐸᔨᑯ ᐱᐳᓐᐦ ᐋ ᑭᓄᐧᐋᐱᐦᑖᑭᓂᐧᐃᒡ ᐸᔨᑯ ᒋᓲᔨᔨᐤ, ᐱᑯᓂᒫ 240, 120 ᓈᓐᑦ 119 ᐅᐦᒋ ᐊᓂᔮ ᐋ ᐃᔨᓈᑯᔨᒡ ᐋ ᐸᔨᑯᑖᐅᔨᒡ, ᓂᔫᔨ ᒋᑭ ᐊᓐᑎᓂᑭᓂᐧᐃᔫᐤᐦ ᐊᓐ ᐊ ᑎᐱᐦᐧᑳᓂᐧᐃᒡ ᒫ ᐃᔅᐱᔑ ᑎᐱᐦᐊᒧᐧᐋᑭᓂᐧᐃᒡ ᐅᓂᑑᐦᐅ ᓈᔮᓂᒥᐧᐋᐤᐦ.

ᐊᓂᐦᐃ ᒫᒃ ᒌᔑᑳᓐᐦ ᐊᓂᑖ "ᐋ ᔮᐅᓈᑯᐦᒡ" ᓂᑑᐦᐁ ᐊᔅᒌ, ᐋᐅᒡ ᐋ ᐊᐧᑎᓂᑭᓂᐧᐃᒡᐦ ᒌᔑᑳᓐᐦ ᐊᓂᑖ ᓅᐦᒋᒦᐦᒡ ᐋ ᐃᐦᑖᓂᐧᐃᒡ, ᒥᒡ ᒫᒃ ᐊᓂᒌ ᓂᑑᐦᐁ ᐄᔨᔨᐅᒡ ᐋ ᒌ ᐃᑎᒥᐦᑎᐦᒡ ᐋ ᒌ ᔮᐅᓈᑯᓂᔨᒡ ᑭᔮ ᐄᐧᐋᒡ ᐋ ᒌ ᑎᐱᐦᐊᒧᐧᐋᑭᓂᐧᐃᒡ ᐊᓂᔮ ᑳ ᐅᒌᔑᑳᒥᐦᑳᓱᒡ ᓂᑑᐦᐁ ᐄᔨᔨᐅᒡ. ᐊᓂᐦᐃ ᒫᒃ ᓂᑑᐦᐁ ᐊᔅᒌᐦ ᐋ ᔮᐅᓈᑯᐦᒡᐦ, ᐋᐅᒡ ᐊᓐ ᐧᐃᐦᑖᐦ 200 ᑎᐦᑐ ᐊᔅᒌᐤ ᑎᐱᐦᐄᑭᓐᐦ ᐋ ᐃᔅᐱᔮᓈᑯᐦᒡ ᐊᓂᑖ ᒫᔅᑭᓂᐤ ᐋ ᐃᑎᒧᒡ, ᑭᔮ ᒫᒃ 50 ᑎᐦᑐ ᐊᔅᒌᐤ ᑎᐱᐦᐄᑭᓐᐦ ᐊᓂᑖ ᐋᑳ ᐃᑎᒧᒡ ᒫᔅᑭᓂᐤ. ᐄ ᑳ ᐱᐳᐦᒡ 2012-2013, ᐋᐅᒡ ᒦᓐ ᑳ ᓅᑯᐦᒡ ᐋ ᒌ ᐄᔅᑯᐱᔨᒡ ᐊᓐ ᐋ ᒌ ᐅᒌᔑᑳᒥᐦᑳᓱᓈᓂᐧᐃᒡ ᐊᓐ ᐋ ᔮᐅᓈᑯᐦᒡ ᓂᑑᐦᐁ ᐊᔅᒌ, ᐅᐦᒋ ᐊᓐ 46,048 ᐄ ᒫᐦᒋᒡ ᑳ ᐱᐳᐦᒡ (ᐊᒋᔅᑖᓱᓂᓯᓂᐦᐄᑭᓐ 4), ᐃᐦᐱᔑ ᐧᐃ 45,452 ᑎᐦᑐ ᒌᔑᑳᓐᐦ ᑳ ᐅᒌᔑᑳᒥᐦᑳᓱᓈᓂᐧᐃᒡ 2011-2012 ᑳ ᐃᔅᐱᔨᒡ, ᑭᔮ 44,884 ᒫᐧᑳᒡ 2010-2011 ᑳ ᐃᔅᐱᔨᒡ.

ᐊᓐ ᒫᒃ ᒫᒨ ᐋ ᐄᔑ ᑎᐱᐦᑳᓂᐧᐃᒡ ᐋ ᓂᑑᒋᔅᒫᔨᐦᑖᑭᓂᐧᐃᒡ ᐧᐄᓭᐧᐋ ᐹᔨᒡ ᑳ ᐃᐦᐱᔑ ᐅᒌᔑᑳᒥᒡ ᐹᔨᑯᑖᓂᐤ, ᐋᐅᒡ ᐊᓐ ᐧᐄᓭᐧᐋ 240 ᑳ ᐃᐦᐱᔑ ᐅᒌᔑᑳᒥᒡ ᐹᔨᑯᑖᓂᐤ ᐄ 2012-2013 ᑳ ᐱᐳᐦᒡ (ᐊᒋᔅᑖᓱᓂᐦᐄᑭᓐ 5). ᐊᓐ ᒫᒃ ᐧᐄᓭᐧᐋ ᒫᐅᒡ ᒥᐦᑏ ᑳ ᑎᐱᐦᐄᑭᓂᐧᐃᒡᐦ ᐋ ᐅᒌᔑᑳᒥᒡ ᐹᔨᑯᑖᓂᐤ, ᐋᑯᑖ ᐊᓂᑖ ᒥᔅᑎᓯᓃᐦᒡ (278 ᒌᔑᑳᓐᐦ), ᒫᒃ ᒦᓐ ᐧᐋᓭᓂᐲᐦᒡ/ᐧᐋᔅᑯᓈᐤ ᔩᐲᐦᒡ (267 ᒌᔑᑳᓐᐦ), ᑭᔮ ᐧᐊᐱᒫᑯᔅᑐᐃ (240 ᒌᔑᑳᓐᐦ), ᐊᓂᑖ ᒫᒃ ᒫᐅᒡ ᐋᑳ ᐅᐦᒋ ᑎᐱᐦᐄᑭᓂᐧᐃᒡᐦ ᒌᔑᑳᓐᐦ ᐊᓂᔮ ᐧᐄᓭᐧᐋ ᑳ ᐃᐦᐱᔑ ᐅᒌᔑᑳᒥᒡ ᐹᔨᑯᑖᓂᐤ, ᐋᑯᑖ ᐊᓂᑖ ᐄᔅᒣᓐ, ᐋᐅᒡ 203 ᒌᔑᑳᓐᐦ ᑳ ᐃᐦᐱᔑ ᑎᐱᐦᐄᑭᓂᐧᐃᒡᐦ ᐋ ᐹᐦᐹᔨᑯᑖᐅᓱᓈᓂᐧᐃᒡ (ᐊᒋᔅᑖᓱᓂᓯᓂᐦᐄᑭᓐ 5).

ᐃᔅᐱᓐ 2002-2003 ᑳ ᐃᔅᐱᔨᒡ, ᓂᐦᑑᔨᒡ ᐋ ᐃᔑᓈᑯᐦᒡ ᐋ ᐄᔑ ᐋᐱᒋᐦᐋᑭᓂᐧᐃᒡ ᓂᑑᐦᐁ ᓅᔮᓐ ᒌ ᐲᐦᑎᑖᐱᑎᑭᓂᐦᐄᐦ: ᐋᐅᒡ ᐊᓐ ᐋᑳ ᑖᑭᐦ ᐋ ᐋᐱᒋᐦᐋᑭᓂᐧᐃᒡ ᓂᑑᐦᐁ ᓅᔮᓐ, ᐧᐊᐃᐱᐦᒌᐦ ᐋ ᓂᑭᑎᑭᓂᐧᐃᒡ ᐋ ᐋᐱᒋᐦᐋᑭᓂᐧᐃᒡ ᓂᑑᐦᐁ ᓅᔮᓐ ᑭᔮ ᐊᓐ ᒫ ᒌ ᐲᑎᑖᐱᔨᐦᐅᓈᓂᐧᐃᒡ ᐋᑳ ᑯᐧᑳᒋᐦᐋᑭᓂᐧᐃᒡ ᐊᐧᐋᓐ ᐹᔨᒡ ᐱᐳᓐᐦ. ᐊᓐ ᒫᒃ 2012-2013 ᑳ ᐃᔅᐱᔨᒡ, ᓅᓵᑖᓂᐤ ᒌ ᐱᒋᔅᑎᓈᑭᓂᐧᐃᐧᐃᒡ ᐊᓂᑦ ᐋᑳ ᑖᑭᐦ ᐋ ᐋᐱᒋᐧᐋᒡ ᓂᑑᐦᐁ ᓅᔮᓐᐦ, ᑭᔮ ᓅᓵᑖᓂᐤ ᒌ ᓂᑑᐧᐋᔨᐦᑎᒧᒡ ᐊᓂᔮ ᐧᐊᐃᐱᐦᒌᐦ ᒫ ᒌ ᓂᑭᑎᐦᒡ, ᑭᔮ ᐹᔨᒡ ᐊᐧᐋᓐ ᐋ ᒌ ᒌᐦᑖᒡ ᐋ ᒋᔅᑯᑎᒫᓱᑦ ᑳ ᐄᐦᐹᔨᒡ ᒋᔅᑯᑎᒫᒫᐧᐃᓂᔨᐤ ᐋ ᒌ ᐧᐄᐦ ᐲᐦᑎᑖᐱᔨᑦ ᒫ ᒌ ᐋᐱᒋᐦᐋᑦ ᓂᑑᐦᐁ ᓅᔮᓐ ᐊᓂᔮ ᐋᑳ ᔮᔨᑖ ᐅᐦᒋ ᑯᐧᑳᒋᐦᐋᑭᓂᐧᐃᑦ ᐅᐦᑭᒡ ᐋ ᐋᐱᒋᐦᐋᑦ ᓂᑑᐦᐁ ᓅᔮᓐᐦ.

ᑎᐱᐦᐊᒫᑯᓱᐃᓐ ᑳ ᒥᔨᐧᐋᓂᐧᐃᒡ

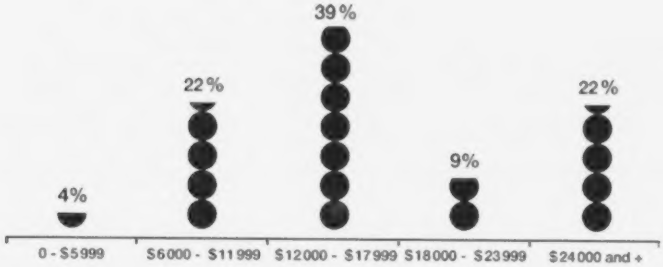
ᐊᓐ ᒫᒃ ᐋ ᐃᐦᐱᔑ ᑎᐱᐦᐄᒫᓂᐧᐃᒡ ᓂᑑᐦᐁ ᓅᔮᓐ, ᐋᐅᒡ ᑳᓄᐧᐋᐱᐦᑖᑭᓂᐧᐃᒡ ᐋ ᐃᑎᒥᐦᑖᑯᐦᒡ ᐋ ᐄᔑ ᐱᒫᑎᓯᓈᓂᐧᐃᒡ ᐅᑎᐦ ᐅᐯᒃ ᐊᔅᒌᐦᒡ ᐋᔑᑯᒻ ᐱᐳᓐᐦ. ᐄ ᒫᒃ ᑳᓄᐧᐋᐱᐦᑖᑭᓂᐧᐃᒡ, ᐋᐅᒡ ᐋ ᒋᔅᒋᓄᐧᐋᐱᐦᑖᑭᓂᐧᐃᒡ ᑯᐯᒃ ᒋᓅᔨᔨᐤ ᓅᔮᓐ ᐋ ᐃᐦᐱᔑ ᒥᔨᐧᐋᓂᐧᐃᒡ. ᐄ ᒫᒃ ᑳ ᐄᔑ ᑎᐱᒋᐦᑳᓂᐧᐃᒡ 2012-2013 ᐋᐅᒡ ᐧᐄᓭᐧᐋ 2.3% ᐋ ᐃᐦᐱᔑ ᐄᔅᑯᐱᔨᒡ ᐅᐦᒋ ᐊᓐ ᒫᐦᒋᒡ ᑳ ᐱᐳᐦᒡ (ᐊᒋᔅᑖᓱᓂᓯᓂᐦᐄᑭᓐ 6).

ᐄ 2012-2013 ᑳ ᐃᔅᐱᔨᒡ, ᐋᐅᒡ $23,090,067 ᒫᒨ ᑳ ᐃᐦᐱᔑ ᑎᐱᐦᐄᒫᓂᐧᐃᒡ ᓂᑑᐦᐁ ᓅᔮᓐ ᐊᓂᔮ ᐋ ᒥᔮᑭᓂᐧᐃᒡ ᓂᑑᐦᐁ ᐄᔨᔨᐅᒡ (ᐊᒋᔅᑖᓱᓂᓯᓂᐦᐄᑭᓐ 7). ᐄ ᒫᒃ ᑳ ᐃᔅᑎᑎᒃ ᓅᔮᓐ, 92,9% ᐊᓐ ᓅᔮᓐ ᐋ ᒌ ᑎᐱᐦᐊᒧᐧᐋᑭᓂᐧᐃᒡ ᓂᑑᐦᐁ ᐄᔨᔨᐅᒡ ᐅᐦᒋ ᐊᓂᔮ ᐅᒌᔑᑳᒥᐧᐋᐤᐦ, ᒥᒡ ᐊᓂᔮᐦ ᑳ ᐅᒌᔑᑳᒥᐦᑳᓱᒡ ᐊᐧᐊᓂᒌ ᐊᓂᑖ ᐋ ᔮᐅᓈᑯᓂᔨᒡ ᓂᑑᐦᐁ ᐊᔅᒌᔨᐤ. ᐄ ᒫᒃ ᐋ ᐃᐦᐱᔑ ᑭᓄᐧᐋᐱᐦᑖᑭᓂᐧᐃᒡ ᑳ ᒥᐦᒋᐱᔨᐦᑖᑭᓂᐧᐃᒡ 2002-2003 ᑳ ᐃᔅᐱᔨᒡ, ᐋᐅᒡ ᐄᐧᐋᒡ $881,359 (3.8% ᐅᐦᒋ ᐊᓐ ᒫᒨ) ᑳ ᐃᐦᐱᔑ ᑎᐱᐦᐊᒧᐧᐋᑭᓂᐧᐃᒡ ᓂᑑᐦᐁ ᐄᔨᔨᐅᒡ. (ᐊᒋᔅᑖᓱᓂᓯᓂᐦᐄᑭᓐ 7).

ᐊᓐ ᒫᒃ ᐧᐄᓭᐧᐋ ᑳ ᐃᐦᐱᔑ ᑎᐱᐦᐊᒧᐧᐋᑭᓂᐧᐃᒡ ᐹᔨᑯᑖᓂᐤ ᐊᓂᑖ ᒥᓯᐧᐋ ᐄᔨᔨᐤ ᐃᐦᑖᐧᐃᓐᐦ ᐄ 2012-2013 ᑳ ᐃᔅᐱᔨᒡ, ᐋᐅᒡ ᐊᓐ $17,016, ᐃᐦᐱᔑ ᐧᐃ ᐊᓐ $16,612 ᑳ ᐃᐦᐱᔑ ᑎᐱᐦᐊᒧᐧᐋᑭᓂᐧᐃᒡ ᐹᔨᑯᑖᓂᐤ ᒫᐧᑳᒡ 2011-2012 ᑳ ᐃᔅᐱᔨᒡ, ᑭᔮ $16,261 ᒫᐧᑳᒡ 2010-2011 ᑳ ᐃᔅᐱᔨᒡ. ᐊᓐ ᒫᒃ ᐧᐄᓭᐧᐋ ᑳ ᐃᐦᐱᔑ ᑎᐱᐦᐊᒧᐧᐋᑭᓂᐧᐃᒡ ᐹᔨᑯᑖᓂᐤ, ᐋᐅᒡ $13,958 ᐊᓂᑖ ᐄᔅᒣᓂᐦᒡ, ᐲᐦᐊᒻ $19,189 ᑳ ᐃᐦᐱᔑ ᑎᐱᐦᐊᒧᐧᐋᑭᓂᐧᐃᒡ ᐹᔨᑯᑖᓂᐤ ᐊᓂᑖ ᐧᐋᓭᓂᐲᐦᒡ/ᐧᐋᔅᑯᓈᐤ ᔩᐲᐦᒡ (ᐊᒋᔅᑖᓱᓂᓯᓂᐦᐄᑭᓐ 7). ᐋᐅᒡ ᐅᓭ (61%) ᑳ ᐃᐦᐱᔑ ᑎᐱᐦᐊᒧᐧᐋᑭᓂᐧᐃᒡ ᐋ ᐹᔨᑯᑖᐅᓯᒡ ᓂᑑᐦᐁ ᐄᔨᔨᐅᒡ $6,000 ᐲᐦᐊᒻ $17,999 (ᒥᓯᓈᐱᔅᑭᐦᐄᑭᓂᐦᑳᓐ 3).

ᒥᓯᓈᐱᔅᑭᐦᐄᑭᓂᐦᑳᓐ 3

ᑳ ᐃᐦᐱᔑ ᑎᐱᐦᐊᒧᐧᐋᑭᓂᐧᐃᒡ ᐹᐦᐹᔨᑯᑖᓂᐤ



ᐋ ᐃᔥᐱᔑ ᒥᔥᑎᒫᐅᐦᒡ ᐋ ᐐᒋᐦᐄᑰᒡ ᓂᔫᐦᐆ ᐄᔨᔨᐅᒡ ᐋ ᐋᐱᒋᐦᐋᒡ ᓂᔫᐦᐆ ᓅᔮᓐᐦ

ᐋ ᓂᔫᐦᐅᓈᓂᐎᒡ, ᐋ ᓅᑎᒫᓵᓂᐎᒡ ᑮᔮ ᐋ ᓂᔫᐃᔦᐎᓈᓂᐎᒡ, ᐋᐅᑦ ᒌᔥ ᐋ ᐃᔑᓈᑯᐦᒡ ᓈᔥᒡ ᒥᔥᑏ ᐋ ᐃᔅᐱᔨᐦᐄᐧᐋᑦ ᓅᔮᓐ ᐆ ᐋ ᐐᐦ ᐃᑖᐱᒋᐦᐄᔨᓈᓂᐎᒡ. ᐆᔮ ᒫᒃ ᐋ ᐃᔅᐱᔨᐦᐄᑰᒡ ᓅᔮᓐᐦ ᐊᓂᒌ ᓂᔫᐦᐆ ᐄᔨᔨᐅᒡ ᐋᔦᐎᑦ ᐋᔮᐱᒡ ᐋᔥᑦ ᑖᐱᐦᐊᒡ ᐐᒋᐧᐋᓐᐦ ᐊᓂᑖ ᐃᐦᑖᐎᓂᔥᒡ. ᒥᐦᒫᑐ ᒫᒃ ᓂᔫᐦᐆ ᐄᔨᔨᐅᒡ ᑖᐱᔥᑰᓐ ᐋᐱᒋᐦᐋᐅᒡ ᓂᔫᐦᐆ ᓅᔮᓐᐦ ᑮᔮ ᐋ ᐋᔥᒋᐱᔨᐦᑖᑦ ᐊᓂᔮ ᐋᔅᑯ ᐋ ᐋᐱᑎᓰᒡ ᐅᐦᒡ ᐃᐊᓂᔮ ᒫ ᒌ ᐃᔥᐱᔑ ᐱᑯᐦᐧᐋᒡ ᓅᔮᓐᐦ ᒫ ᒌ ᐅᐦᒋ ᐱᒫᒋᐦᐅᐧᐋᒫᒡ. ᐊᓐ ᒫᒃ 2012-2013 ᑳ ᐃᔅᐱᔨᒡ, ᐊᓐ ᑳ ᐃᔥᐱᔑ ᑎᐱᐦᐄᒫᓂᐎᒡ ᓂᔫᐦᐆ ᓅᔮᓐ ($23,090,067) ᐋᔦᐎᑦ ᐊᓂᔮ 68% ᐋ ᐃᔅᑎᑎᔨᐤᐦ ᒫᒨ ($33,772,280) ᑳ ᐱᑯᐦᐧᐋᒡ ᓅᔮᓐᐦ ᐊᓂᒌ ᓂᔫᐦᐆ ᐄᔨᔨᐅᒡ ᐋ ᐋᐱᒋᐦᐋᒡ ᓂᔫᐦᐆ ᓅᔮᓐᐦ. ᐊᓐ ᒫᒃ ᑳ ᐃᔥᑯᐱᔨᑦ $10,682,213 ᐋᑯᑦ ᑳ ᐅᐦᒋ ᐱᑯᐦᐧᐋᒡ ᐋ ᒌ ᐋᐱᑎᓰᒡ ᐊᓂᒌ ᓂᔫᐦᐆ ᐄᔨᔨᐅᒡ.

ᐐᒋᐦᐄᐧᐋᐤ ᓅᔮᓐ

ᐃᔅᐱᓐ ᑳ ᒥᐦᒋᐱᔨᐦᒑᑭᓂᐎᒡ 2002-2003 ᑳ ᐃᔅᐱᔨᒡ, ᐊᓂᐦᐄ ᒥᔅᒋᓄᐧᐋᐱᐦᑏᐧᐋᐎᓐᐦ ᐅᐦᒋ ᐆ ᑳ ᐄᔑ ᒥᐦᒋᐱᔨᐦᒑᑭᓂᐎᒡ ᐐᒋᐦᐄᐧᐋᐤ ᓅᔮᓐ, ᐋᐅᑦ ᐋᑦ ᐊᓐ ᒫ ᐅᐦᒋ ᐐᒋᐦᐄᑰᒡ ᓂᔫᐦᐆ ᐄᔨᔨᐅᒡ ᐋᑳ ᒌ ᓂᔫᐦᐆ ᐋᐱᒋᐦᐄᔨᒡ ᐅᐦᒋ ᐊᓂᔮ ᐋ ᐆᔮᔥ ᐃᔅᐱᔨᐦᐄᑰᒡ ᒫᐧᑳᔨᐤ ᑮᔮ ᒫᒃ ᐋᐦᑯᔨᐎᓂᔨᐤ ᐋ ᐃᐦᑐᑖᑯᒡ ᐋᑳ ᒌ ᓂᔫᐦᐅᒡ ᑮᔮ ᒫᒃ ᓈᔥᒡ ᐋᐦᐧᑳᒡ ᐋ ᒌ ᐃᔅᐱᔨᐦᐄᑰᒡ ᒫᐧᑳᔨᐤ, ᐋᑯᑦ ᐱᔥᒡ ᒫ ᐅᐦᒋ ᒥᔮᑭᓂᐎᒡ ᓅᔮᓐᐦ ᐅᐦᒋ ᐊᓂᔮ ᐋ ᐃᔅᐱᔨᐦᐄᑰᒡ ᒫᐧᑳᔨᐤ. ᐊᓐ ᒫᒃ 2012-2013 ᑳ ᐃᔅᐱᔨᒡ, ᐋᐅᑦ 494 ᑎᐦᑐ ᒋᔑᑳᐅᐦ ᑳ ᑎᐱᐦᐄᑭᓂᐎᓐᐦ ᐋᐦᑯᔨᐤ ᒋᔑᑳᐅᐦ ᐅᐦᒋ ᐅᑎᐦ ᐐᒋᐦᐄᐧᐋᐤ ᓅᔮᓐ ᐋ ᐃᐦᑖᑦ ᑮᔮ ᒫᒃ ᓂᒍᔨ ᐅᐦᒋ ᑎᐱᐦᐄᑭᓂᐅᐦ ᐊᓂᐦᐄ ᒋᔑᑳᐅᐦ ᐅᐦᒋ ᐊᓐ ᓈᔥᒡ ᐋᐦᐧᑳᒡ ᐋ ᒌ ᐃᔅᐱᔨᒡ ᒫᐧᑳᓐ ᒫᐧᑳᒡ ᐆ ᑳ ᐱᔖᐦᒡ (ᐊᒥᔅᑖᔨᓂᔨᐦᐄᑭᓐ 8).

ᒫᐦᒋᒡ ᒫᔨᓈᑖᒡ

ᐊᓐ ᐋ ᐃᔥᐱᔑ ᐋᐱᒋᐦᐋᑭᓂᐎᑦ ᓂᔫᐦᐆ ᓅᔮᓐ ᒌ ᐄᔅᑯᐱᔨᐤ ᐃᔅᐱᓐ 2008-2009 ᑳ ᐃᔅᐱᔨᒡ. ᐧᑳᒌᔑᓐ ᐋᐅᑦ ᐊᓐ ᑳ ᒌᔑ ᐋᐱᑎᔒᔥᒑᑭᓂᐎᓐᐦ ᐋ ᒥᒌᔑᓐᐦ ᐋᐱᑎᓰᐎᓐᐦ ᑮᔮ ᐊᓐ ᓅᐦᒑᐦᒡ ᐋ ᒌ ᐃᔅᐱᔨᒡ ᐋ ᐋᐱᐦᐋᔥᒑᒡ ᐋᐱᑎᓰᐎᓐ, ᒥᒡ ᐊᓂᒌ ᐊᐧᐋᓂᒌ ᐋ ᐊᑎ ᐹᓅᒡ ᐋ ᐋᐱᑎᓰᒡ ᐋ ᐊᑎ ᒥᒌᔨᔨᐎᒡ ᒌᑯᒡ ᓂᔫᐦᐆ ᓅᔮᓐᐦ ᐋ ᐊᑎ ᐋᐱᒋᐦᐋᒡ, ᐋᐅᑦ ᐱᔑᓈ ᐧᐋᐦᒋ ᐃᔑᓈᑯᐦᒡ ᐅᐦᐄ ᐊᒥᔅᑖᔨᓐᐦ. ᐧᑳᒌᔑᓐ ᑮᔮ ᒫ ᐅᔥᑳᒡ ᒫᐧᑳᓐ ᐅᑖ ᓂᔫᐦᐆ ᓅᔮᓐ ᐋ ᐅᐦᒋ ᐋᐱᒋᐦᐋᑭᓂᐎᒡ ᒋᑭ ᐐᒋᐦᐄᐧᐋᐱᔨᐤ ᒦᓐ ᒫ ᐄᔅᑯᐱᔨᐤᐦ ᐊᓂᐦᐄ ᐊᒥᔅᑖᔨᓐᐦ. ᐆ ᒫᐧᑳᒡ ᐋ ᐃᔑᓈᑯᐦᒡ, ᐋᐅᑦ ᒌᔥ ᐐᐱᒡ ᐧᑳᒌᔑᓐ ᐹᔨᑦ ᐱᔖᓐᐦ ᑮᔮ ᒫᒃ ᓃᓇ ᐱᔖᓐᐦ ᐄᔑ ᓃᔥᑖᒥᐦᒡ, ᒌᔥ ᒋᑭ ᐅᑎᑎᐦᐊᓈᓂᐤ ᐊᓐ 350,000 ᑎᐦᑐ ᒋᔑᑳᐅᐦ ᒫ ᒌ ᑎᐱᐦᐄᑭᓂᐎᓐᐦ. ᒎᐦᒡ ᒫᒃ ᒋᑭ ᓈᓈᑭᒥᐦᒑᐅᒡ ᐊᓂᒌ ᑳ ᓃᑳᓂᐱᔥᑎᐦᒡ ᐆᔮ ᐋ ᐊᑎ ᐃᔅᐱᔨᔨᒡ ᒫᐧᑳᔨᐤ, ᐧᐋᔥ ᐋᐅᑦ ᑮᔮ ᐆ ᒫ ᐅᑎᐦᒋᐱᔨᒡ ᒫ ᓂᔥᑐᔨᒡ ᐅᒌ ᑖᐱᔥᑰᓐ ᑎᐹᔨᐦᒋᒫᔨᐅᒡ ᐆᔮ ᑳ ᓈᓈᑭᒥᐦᒑᒡ ᐋ ᐄᔑ ᐱᒥᐱᔨᐦᒑᑭᓂᐎᔨᒡ ᐋᐱᑎᓰᐎᓂᔨᐤ.

TABLEAUX

TABLEAU.I

Table. ᐊᒥᐦᒑᔑᓂᔑᓂᐦᐄᑭᓐ

PRESTATAIRES DU PROGRAMME
BENEFICIARIES OF THE PROGRAM
ᓂᑑᐦᐅ ᐃᔨᔫᒡ ᐋᐱᒥᐦᐧᐊᐤ ᓂᑑᐦᐅᓅᔫᓐᐦ
2012.2013

COMMUNAUTÉ *COMMUNITY* ᐃᐦᑖᐧᐃᓐ	UNITÉS *UNITS* ᑎᐦᑐᑖᓅ	STRUCTURE DES UNITÉS / *COMPOSITION OF UNITS* / ᐋ ᐃᑎᔑᐤ ᐋ ᐹᐦᐸᔨᑯᑖᐅᔫᐤ ADULTES *ADULTS* ᒌᓅᐃᔨᔫᐤ	ENFANTS *CHILDREN* ᐊᐧᐋᔑᐤ	TOTAL *TOTAL* ᒫᒨ
Mistissini ᒥᔅᑎᓯᓃ	159	244	81	325
Chisasibi ᒋᓴᓰᐲ	508	681	289	970
Waskaganish ᐧᐋᔅᑳᐦᐄᑲᓂᔥ	105	148	41	189
Waswanipi ᐧᐋᐧᔅᓂᐲ	213	322	202	524
Wemindji ᐧᐄᒥᓐᒌ	96	132	15	147
Eastmain ᐄᔅᒣᓐ	44	54	3	57
Whapmagoostui ᐧᐋᐱᒫᑯᔅᑐᐃ	134	186	91	277
Nemaska ᓀᒥᔅᑳ	29	38	5	43
Oujé-Bougoumou ᐅᒉᐹᑯᒨ	69	99	44	143
Total ᒫᒨ	**1 357**	**1 904**	**771**	**2 675**

TABLEAU.2

Table . ᐊᓯᑦᑖᓯᓂᓯᓂᖅᐃᑭ

UNITÉS DE PRESTATAIRES SELON L'ÂGE DU CHEF DE L'UNITÉ
BENEFICIARY UNITS ACCORDING TO AGE OF THE HEAD OF THE UNIT
ᐋ ᐹᔾᑯᑖᕆᔮᓇᓐ ᐊᓂᔅ ᑳ ᐊᑌ ᐃᐱᐦᑎᓯᒡ ᑳ ᓃᑳᓐ ᐋ ᐹᔾᑯᑖᕆᒡ
2012.2013

UNITÉS SELON LE NOMBRE D'ADULTES
UNITS ACCORDING TO NUMBER OF ADULTS
ᑳ ᐃᑎᔑᓐ ᒋᔖᐃᔾᔫᒡ ᐋ ᐹᔾᑯᑖᕆᔮᓇᓐ

GROUPE D'ÂGE *AGE GROUP* ᑳ ᐃᐱᐦᑎᓯᒡ	1 ADULTE *1 ADULT* 1 ᒋᔖᐃᔾᔫ	2 ADULTES *2 ADULTS* 2 ᒋᔖᐃᔾᔫᒡ	TOTAL *TOTAL* ᒫᒧ	%
17-26	227	34	261	19%
27-36	81	77	158	12%
37-46	88	85	173	13%
47-56	83	65	148	11%
57-66	80	113	193	14%
67-76	157	118	275	20%
77-86	75	51	126	9%
87 +	19	4	23	2%
Total ᒫᒧ	810	547	1 357	100%

TABLEAU.3

Table . ᐊᒥᐦᑖᓱᓂᓯᓂᔥᐄᑭᓐ

PARTICIPATION AU PROGRAMME
PARTICIPATION ON THE PROGRAM
ᑳ ᐋᐱᒋᐦᐋᑭᓅᑦ ᓂᑑᐦᐅᓈᔮᓐ
2012.2013

	POPULATION CRIE *CREE POPULATION* ᑳ ᐃᑎᔑᒡ ᐃᔨᔫᒡ		PRESTATAIRES DU PROGRAMME *BENEFICIARIES OF THE PROGRAM* ᓂᑑᐦᐅ ᐃᔨᔫᒡ ᐋᐱᒋᐦ·ᐊᒡ ᓂᑑᐦᐅᓈᔮᓐᐦ	
COMMUNAUTÉ *COMMUNITY* ᐃᐦᑖᐃᓐ	MEMBRES[1] *MEMBERS[1]* ·ᐊᒋᐦᐄ·ᐊᒡ[1]	RÉSIDANTS[2] *RESIDENTS[2]* ·ᐊᒋᒡ[2]	INSCRIPTIONS *ENROLLMENT* ᐊᒋ ᐲᐦᑖᓱᓂᐦᐆᔑᒡ	%[3]
Mistissini ᒥᔅᑎᓯᓃ	3 703	3 669	325	8,9%
Chisasibi ᒋᓵᓰᐲ	4 185	4 164	970	23,3%
Waskaganish ·ᐊᔅᑳᐦᐄᑲᓂᔥ	2 780	2 674	189	7,1%
Waswanipi ·ᐋᔂᓂᐲ	2 196	2 118	524	24,7%
Wemindji ·ᐄᒥᓐᒋ	1 482	1 426	147	10,3%
Eastmain ᐄᔅᒣᓐ	722	704	57	8,1%
Whapmagoostui ·ᐊᐱᒫᑯᔅᑐᐃ	923	920	277	30,1%
Nemaska ᓀᒥᔅᑳ	775	757	43	5,7%
Oujé-Bougoumou ᐅᒉᐹᑯᒨ	825	817	143	17,5%
Total ᒫᒨ	**17 591**	**17 249**	**2 675**	**15,5%**

1 Membres des communautés (Registre des populations autochtones de mai 2013)
1 Members of the communities (Enrollment Commission List of May, 2013)
1 ·ᐊᒋᐦᐄ·ᐊᒡ ᐅᐦᒋ ᐃᐦᑖᐃᓐᐦ (ᐊᓂᔅ ᐅᒋᒫᐅᒡ ᑳ ᒥᓯᓂᐦᐊᒡ ᐊ·ᐊᔥᓐᐦ ·ᐊᔑ·ᒫᐲᔑᒻ 2013)

2 Membres résidant sur le Territoire de la Baie-James (Registre des populations autochtones de mai 2013)
2 Members residing in the James Bay Territory (Enrollment Commission List of May, 2013)
2 ᐊᓂᒋ ·ᐊᒋᒡ ᐊᓂᑖᐦ ᒋᐱᒥᔅ ᐯᐃ ᐊᔅᒌᐦᒡ (ᐊᓂᔅ ᐅᒋᒫᐅᒡ ᑳ ᒥᓯᓂᐦᐊᒡ ᐊ·ᐊᔥᓐᐦ ·ᐊᔑ·ᒫᐲᔑᒻ 2013)

3 Pourcentage des résidants inscrits au programme
3 Percentage of residents enrolled on the Program
3 ᐱᔦᓐᑦ ᐊᓂᒋ ·ᐊᒋᒡ ᐲᐦᑖᐱᓂᐦᒡ ᐊ ᐋᐱᒋᐦᐊᒡ ᓂᑑᐦᐅᓈᔮᓐᐦ

TABLEAU 4

Table . ᐊᐦᑖᔨᐦᑕᐦᐄᐦ

RÉPARTITION DES JOURS
DISTRIBUTION OF DAYS
ᐋ ᐃᐦᑎᓂᔨᒡ ᐃᔨᔫᒡ ᐅᑦᐦᑕᐦᑲᒥᒡ
2012.2013

	ACTIVITÉS / *ACTIVITIES* / ᑖᓐ ᑳ ᐃᐦᑎᓈᓅᒡ ᐊᓂᐦᐄ ᑦᐦᑯᓐ						JOURS RÉMUNÉRÉS *PAID DAYS* ᑦᐦᑯᓐ ᑳ ᑎᐱᐦᐄᑭᓅᒡ		
COMMUNAUTÉ *COMMUNITY* ᐃᐦᑖᐎᓐ	BOIS *BUSH* ᓅᐦᑦᒋᐦᒡ	RÉGION ÉLOIGNÉE[1] *FAR REGION*[1] ᐋ ᔮᐅᓈᑯᒡ	COMITÉ LOCAL *LOCAL COMMITTEE* [illegible]	MATERNITÉ *MATERNITY* [illegible]	COURS MANIEMENT D'ARMES *FIREARMS COURSE* [illegible]	MALADIE DÉSASTRE[2] *SICK LEAVE DISASTER*[2] [illegible]	CHEF *HEAD* [illegible]	CONJOINT *CONSORT* [illegible]	TOTAL[3] *TOTAL*[3] [illegible]
Mistissini ᒥᐢᑎᓯᓃ	44 142	4 268	0	0	0	59	29 927	14 274	44 201
Chisasibi ᒋᓵᓰᐲ	116 634	20 692	1	898	0	60	95 883	21 710	117 593
Waskaganish ᐙᔅᑳᐦᐄᑲᓂᔥ	22 757	2 824	2	0	0	80	17 231	5 608	22 839
Waswanipi ᐙᔅᐙᓂᐲ	56 651	6 071	0	142	0	41	40 895	15 939	56 834
Wemindji ᐐᒥᓐᒋ	20 871	2 671	0	94	0	141	16 611	4 495	21 106
Eastmain ᐄᔅᒣᓐ	8 920	1 966	0	0	0	0	7 585	1 335	8 920
Whapmagoostui ᐙᐱᒫᑯᔥᑐᐃ	32 182	5 911	0	0	0	0	25 158	7 024	32 182
Nemaska ᓀᒥᔅᑳ	6 579	361	0	0	0	34	5 141	1 472	6 613
Oujé-Bougoumou ᐅᒉᐳᑯᒨ	14 769	1 284	0	74	0	79	11 776	3 146	14 922
Total ᒫᒨ	323 505	46 048	3	1 208	0	494	250 207	75 003	325 210

1 Région éloignée : le nombre de jours en région éloignée fait partie du nombre de jours passés dans le bois.
1 Far Region: the number of days spent in a far harvesting region are included in the number of days spent in the bush.
1 [illegible]

2 Les jours de maladie et de désastre sont payés par le Fonds d'assurance.
2 Sick Leave and Disaster Days are paid by the Insurance Fund.
2 [illegible]

3 Les jours rémunérés (Total) : Total des jours d'activités sauf les jours en région éloignée.
3 Paid Days (Total): Total days of all activities except days in Far Region.
3 [illegible]

TABLEAU.5

Table . [illegible]

MOYENNE DE JOURS RÉMUNÉRÉS
AVERAGE DAYS PAID
ᐋᔨᐙ ᑎᐦᑐ ᒌᔑᑳᐤ ᑳ ᑎᐱᐦᐋᑭᓅᐦ
2012.2013

COMMUNAUTÉ *COMMUNITY* ᐄᐦᑖᐄᓐ	UNITÉS *UNITS* ᐹᔨᑯᑖᓅ	PAR CHEF *PER HEAD* ᐸᔨᑯ ᑳ ᐅᑳᓂᑦ ᐸᔨᑯᑖᓅ	PAR CONJOINT *PER CONSORT* ᐹᔨᑯ ᐅᐐᒋᒫᑭᓐᐦ	PAR ADULTE *PER ADULT* ᐹᔨᑯ ᒋᓅᐄᔨᔫ
Mistissini ᒥᔅᑎᓯᓃ	278	188	168	181
Chisasibi ᒋᓵᓰᐲ	231	189	125	173
Waskaganish ᐙᔅᑳᐦᐄᑲᓂᔥ	218	164	130	154
Waswanipi ᐙᔥᐙᓂᐲ	267	192	146	177
Wemindji ᐐᒥᓐᒋ	220	173	125	160
Eastmain ᐄᔅᒣᓐ	203	172	134	165
Whapmagoostui ᐙᐱᒫᑯᔅᑐᐃ	240	188	135	173
Nemaska ᓀᒥᔅᑳ	228	177	164	174
Oujé-Bougoumou ᐅᒎᐳᑯᒨ	216	171	105	151
Moyenne totale ***Overall Average*** ᒫᒨ	240	184	137	171

TABLEAU 6

Table . ᐊᒥᐦᒋᓭᓂᓯᓂᐦᐄᐦ

PARAMÈTRES DE CALCUL
CALCULATION PARAMETERS
ᐋ ᐃᔑ ᑎᐱᒥᐦᒄᑳᓂᐄᐤ
2012.2013

	2011-2012	2012-2013
ALLOCATION QUOTIDIENNE *DAILY ALLOWANCE* ᐹᔅᑯ ᒦᔑᑳᐤᐦ ᑎᐱᐦᐊᒫᑯᔑᐄᐣ	62,37 $	63,81 $
CONTRIBUTION AU FONDS D'ASSURANCE *CONTRIBUTION TO THE INSURANCE FUND* ᐋ ᐄᔑ ᐱᐦᒃᑳᓈᑭᓂᐄᐣ ᐐᒋᐦᐄᐋᐤ ᓅᔮᓂᐦᒡ	0,75 $	0,45 $
ALLOCATION QUOTIDIENNE NETTE *DAILY NET ALLOWANCE* ᑳ ᒦᔑᐱᐦᒃᑳᓈᑭᓂᐄᒡ ᐹᔅᑯ ᒦᔑᑳᐤᐦ	61,62 $	63,36 $
ALLOCATION QUOTIDIENNE POUR RÉGION ÉLOIGNÉE *FAR HARVESTING REGION DAILY ALLOWANCE* ᐋ ᔮᐅᓈᑯᐦᒡ ᓂᔫᐦᐆ ᐊᔅᒌ ᐹᔅᑯ ᒦᔑᑳᐤᐦ ᑎᐱᐦᐋᒫᑯᔑᐄᐣ	18,71 $	19,14 $
MONTANT DE BASE / *BASIC AMOUNT* / ᓃᐦᑎᒻ ᐋ ᐃᔅᑎᑎᒃ ᓅᔮᓐ		
PAR ADULTE / *PER ADULT* / ᐹᔅᑯ ᒋᓅᐄᔑᔑᐤ	4608 $	4715 $
PAR ENFANT / *PER CHILD* / ᐹᔅᑯ ᐊᐋᔑᐦ	1845 $	1888 $
PAR UNITÉ / *PER UNIT* / ᐹᔅᑯᒑᓂᐤ	1845 $	1888 $

TABLEAU 7

Table . ᐊᑎᐦᑖᓯᓂᔑᓂᐦᐄᑭᓐ

PRESTATIONS ACCORDÉES
BENEFITS GRANTED
ᑳ ᐃᐦᐱᔑ ᒥᔮᐧᐊᓂᐧᐃᒡ ᓂᔫᐦᐅᓈᔮᓐ
2012.2013

COMMUNAUTÉ / *COMMUNITY* / [illegible]	ALLOCATION QUOTIDIENNE / *DAILY ALLOWANCE* / [illegible]	JOURS DE MALADIE DÉSASTRE[1] / *SICK LEAVE DISASTER DAYS*[1] / [illegible]	ALLOCATION EN RÉGION ÉLOIGNÉE / *FAR HARVESTING REGION ALLOWANCE* / [illegible]	MONTANT DE BASE GARANTI[2] / *GUARANTEED BASIC AMOUNT*[2] / [illegible]	SOUS-TOTAL / *SUB-TOTAL* / [illegible]	AIDE SOCIALE AJUSTEMENT[3] / *SOCIAL AID ADJUSTMENT*[3] / [illegible]	TOTAL / *TOTAL* / [illegible]	MOYENNE UNITÉ / *AVERAGE UNIT* / [illegible]
Mistissini ᒥᔅᑎᓯᓂ	2796837$	3738$	81690$	169633$	3051898$	5093$	3046805$	19162$
Chisasibi ᒋᓴᓰᐲ	7446891$	3802$	396045$	619546$	8466284$	13645$	8452639$	16639$
Waskaganish ᐙᔅᑳᐦᐄᑲᓂᔥ	1442010$	5069$	54051$	126513$	1627643$	0$	1627643$	15501$
Waswanipi ᐙᔂᓂᐲ	3598404$	2598$	116199$	404147$	4121348$	34147$	4087201$	19189$
Wemindji ᐐᒥᓐᒋ	1328342$	8934$	51123$	38107$	1426506$	0$	1426506$	14859$
Eastmain ᐄᔅᒣᐣ	565171$	0$	37629$	11338$	614138$	0$	614138$	13958$
Whapmagoostui ᐙᐱᒪᑯᔥᑐᐃ	2039052$	0$	113136$	192800$	2344988$	0$	2344988$	17500$
Nemaska ᓀᒥᔅᑳ	416846$	2154$	6910$	12456$	438366$	0$	438366$	15116$
Oujé-Bougoumou ᐆᒉᐳᑯᒨ	940452$	5005$	24576$	87094$	1057127$	5346$	1051781$	15243$
Total [illegible]	20574005$	31300$	881359$	1661634$	23148298$	58231$	23090067$	17016$

1 Les jours de maladie et de désastre sont payés par le Fonds d'assurance (voir le tableau 8).
1 Sick days and disaster days are paid by the Insurance Fund (see Table 8).
1 [illegible]

2 Montant de base garanti payable après avoir déduit tous les revenus gagnés par le chef et le conjoint.
2 Guaranteed basic amount payable after all income received by the Head and the Consort has been deducted.
2 [illegible]

3 Montants d'aide sociale reçus par des prestataires en début d'année avant que leur admissibilité au programme ne soit confirmée et les montants d'ajustement au dossier. Ce montant est déduit en entier du montant annuel de prestations payables.
3 Amounts received by beneficiaries at the beginning of the year before their eligibility to the Program was confirmed as well as adjustments required in the file. The amount is deducted in total from the annual amount of benefits payable.
3 [illegible]

TABLEAU.8

Table . ᐊᒋᒌᓱᓂᓀᐲᒋ

FONDS D'ASSURANCE
INSURANCE FUND
ᐋᒋᐦᐋᐧᐋᐤ ᓅᔮᓐ
2012.2013

	ACTIVITÉS (Jours payés) *ACTIVITIES (Days paid)* ᒑᓐ ᑳ ᐃᐦᑎᓈᓅᐦ ᐊᓂᐦᐄ ᒌᔨᑳᓐᐦ		PRESTATIONS ACCORDÉES[1] *BENEFITS GRANTED*[1] ᓅᔮᓐ ᑳ ᒥᔫᐧᐋᓂᐧᐃᐦ		
COMMUNAUTÉ *COMMUNITY* ᐃᐦᒑᐃᓐ	MALADIE *SICK LEAVE* ᐋᐦᑯᓯᓐ ᒌᔨᑳᓐᐦ	DÉSASTRE *DISASTER* ᐋᐦᐹᐦ ᐋ ᐃᔅᐱᔨᐦ	MALADIE *SICK LEAVE* ᐋᐦᑯᓯᓐ ᒌᔨᑳᓐᐦ	DÉSASTRE *DISASTER* ᐋᐦᐹᐦ ᐋ ᐃᔅᐱᔨᐦ	TOTAL *TOTAL* ᒫᒨ
Mistissini ᒥᔅᑎᓯᓃ	59	0	3 738 $	0 $	3 738 $
Chisasibi ᒋᓵᓰᐲ	60	0	3 802 $	0 $	3 802 $
Waskaganish ᐙᔅᑳᐦᐄᑲᓂᔥ	80	0	5 069 $	0 $	5 069 $
Waswanipi ᐙᔂᓂᐲ	41	0	2 598 $	0 $	2 598 $
Wemindji ᐐᒥᓐᒋ	141	0	8 934 $	0 $	8 934 $
Eastmain ᐄᔅᒣᓐ	0	0	0 $	0 $	0 $
Whapmagoostui ᐙᐱᒫᑯᔅᑐᐃ	0	0	0 $	0 $	0 $
Nemaska ᓀᒥᔅᑳ	34	0	2 154 $	0 $	2 154 $
Oujé-Bougoumou ᐅᒉᐹᑯᒨ	79	0	5 005 $	0 $	5 005 $
Total ᒫᒨ	494	0	31 300 $	0 $	31 300 $

1 Maladie et désastre : ces jours sont payés par le Fonds d'assurance
1 Sick Leave and Disaster Days are paid by the Insurance Fund
[1] ᐋᐦᑯᓯᓐ ᒌᔨᑳᓐᐦ ᑮᔮᐦ ᐋᐦᐹᐦ ᐋ ᐃᔅᐱᔨᐦ : ᒌᔨᑳᓐᐦ ᐋ ᑎᐱᐦᐋᑭᓂᐧᐃᐦ ᐅᐦᒋ ᐊᓂᑎᐦ ᐋᒋᐦᐋᐧᐋᐤ ᓅᔮᓐ.

ORGANIGRAMME

Organization Chart . ᐋ ᐃᑎᐦᑳᑐᓈᓂᐧᐃᒡ

Membres de l'Office
Members of the Board
ᑳ ᐊᐦᑎᐱᒡ ᑳ ᓃᑳᓂᐱᐦᑎᖕ

Directeur général
Director-general
ᐅᒋᒫᐤ ᑳ ᐱᒥᐱᔑᐦᑖᐦ ᐋᐱᑎᓰᐧᐃᓂᔑᐤ

Graphiste
Graphic Designer
ᑳ ᒥᒥᔪᓈᑯᐦᑖᐦ ᒥᓯᓂᐦᐄᑭᓐᐦ

Directeur des services administratifs
Director of Administrative Services
ᑳ ᐱᒥᐱᔑᐦᑖᐦ ᐋᐱᑎᓰᐧᐃᓂᔑᐤ

Technicien comptable
Accounting Technician

Secrétaire
Secretary
ᑳ ᒥᓯᓂᐦᐄᒫᐱᔑᐦᑖᐦ

Adjoint au programme-Services
Program Assistant-Services
ᑳ ᐧᐋᐧᐄᒥᐦᐄᐧᐋᐦ ᐋᐱᒥᐦᐊᑭᓐ-ᐊᑐᒫᐧᐃᓐᐦ

Adjoint au programme-Administration
Program Assistant-Administration
ᐋᐱᒥᐦᐋᑭᓐ ᑳ ᐋᐱᑎᓰᐦ ᒥᓯᓂᐦᐄᒫᐅᑭᒥᑯᖕ

Administrateurs locaux
Local Administrators
ᑳ ᓈᓇᑭᒥᐦᐋᐦ ᓂᔮᐦᐆ ᓅᔮᓐᐦ ᐃᐦᑖᐧᐃᓂᖕ

L'ÉQUIPE

The staff . ᐊᓂᒌ ᑳ ᓈᑲᓂᐱᐦᑎᒡ ᒌᔥ ᐋᐱᒋᐦᐋᑭᓂᒡ

Membres de l'Office
Members of the Board
ᑳ ᐊᐦᑎᐱᑦ ᐋ ᓈᑲᓂᐱᐦᑎᒻ

Gouvernement du Québec
Government of Québec
ᑯᐯᒄ ᑎᐹᔥᑭᒋᑲᓐ

Jean-Guy Dugré,
Président / *Chairman*
Gérald Lemoyne
Guy Girouard

Administration régionale crie
Cree Regional Authority
ᐄᔨᔫ ᐃᑖᔥᑭᒋᑲᓐ

Willie Iserhoff,
Vice-président / *Vice-chairman*
Philip Awashish
George Wapachee

Personnel de l'Office (au 30 juin 2013)
Board Personnel (as of June 30, 2013)
ᐋᐱᑎᓰᓯᐅᒡ (ᐃᔅᐱᐦ ᒨᓈᐋᔥᑯᐲᓯᒻ 30, 2013)

Siège social . ***Head office*** . ᐅᒋᒫᐤ ᒥᔑᓂᐦᐄᒫᐅᑭᒥᒄ

Serge Larivière,
Directeur général / *Director-general*
Régent Brind'Amour,
Directeur des services administratifs / *Director of Administrative Services*

Tanya Lynn Strong,
Adjointe au programme-Administration / *Program Assistant-Administration*
Isabelle Simard,
Graphiste / *Graphic Designer*
Alana Russell,
Secrétaire / *Secretary*
Philippe Fournier,
Technicien comptable / *Accounting Technician*

George M. Shecapio
Adjoint au programme - Services
Program Assistant - Services
Mistissini

Willie Longchap
Administrateur local
Local Administrator
Mistissini

Sally Herodier
Administratrice locale
Local Administrator
Chisasibi

George Head
Administrateur local
Local Administrator
Chisasibi

Dolores Ottereyes-Tapiatic
Administratrice locale
Local Administrator
Chisasibi

COMMUNAUTÉS CRIES

Cree Communities . ᐄᔨᔨᐤ ᐊᐦᒑᐃᓐᐦ

Lizzie Diamond
Administratrice locale
Local Administrator
Waskaganish

Fred L. Tomatuk
Administrateur local
Local Administrator
Eastmain

Jason Dixon
Administrateur local
Local Administrator
Waswanipi

Valerie Herodier
Administratrice locale
Local Administrator
Whapmagoostui

Agnes McKenzie
Administratrice locale
Local Administrator
Washaw-Sibi

Winnie Bosum
Administratrice locale
Local Administrator
Oujé-Bougoumou

Krista Kakabat
Administratrice locale
Local Administrator
Wemindji

OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS

▼

ÉTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2013

CREE HUNTERS AND TRAPPERS INCOME SECURITY BOARD

▲

FINANCIAL STATEMENTS FOR THE YEAR ENDED ON JUNE 30, 2013

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris (l'Office) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activité concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

L'Office reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Les membres de l'Office surveillent la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et ils approuvent les états financiers.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de l'Office, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer les membres de l'Office pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

Serge Larivière, PH.D., MBA
Directeur général

Régent Brind'Amour, CPA, CMA
Directeur des services administratifs

POUR
L'OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS

Québec, le 17 décembre 2013

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris qui comprennent l'état de la situation financière au 30 juin 2013, l'état des résultats, l'état de l'excédent cumulé, l'état de la variation des actifs financiers nets et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris au 30 juin 2013, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, à l'exception des changements apportés aux méthodes comptables relatives aux instruments financiers et aux paiements de transfert expliqués à la note 3, ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,

Michel Samson, CPA auditeur, CA

Michel Samson, CPA auditeur, CA

Québec, le 17 décembre 2013

OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS
ÉTAT DES RÉSULTATS
DE L'EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2013

	BUDGET		2013		2012	
REVENUS						
Contributions du gouvernement du Québec	25 066 000	$	25 493 505	$	24 111 305	$
Intérêts	10 000		12 683		11 257	
	25 076 000		25 506 188		24 122 562	
CHARGES						
Prestations de sécurité du revenu	22 842 800		23 270 305		21 876 505	
Traitement et avantages sociaux	1 139 800		1 116 609		1 079 085	
Déplacements	120 000		115 878		109 433	
Loyers	148 500		148 563		134 047	
Honoraires professionnels	10 000		9 388		13 565	
Entretien et traitements informatiques	233 000		220 301		222 457	
Publicité	20 000		40 727		13 075	
Formation	27 000		29 184		9 721	
Fournitures	59 600		45 804		56 593	
Téléphone et communications	34 000		31 103		33 946	
Frais de banque et d'intérêts	1 500		1 230		1 100	
Amortissement des immobilisations corporelles	10 100		10 016		9 977	
	24 646 300		25 039 108		23 559 504	
EXCÉDENT ANNUEL	429 700	$	467 080	$	563 058	$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS
ÉTAT DE L'EXCÉDENT CUMULÉ
DE L'EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2013

	2013		2012	
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT	889 538	$	885 180	$
Remise au gouvernement du Québec (note 4)	(1 000 000)		(558 700)	
Excédent annuel	467 080		563 058	
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN	356 618	$	889 538	$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 30 JUIN 2013

	2013		2012	
ACTIFS FINANCIERS				
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 5)	842 119	$	1 261 530	$
Débiteurs (note 6)	4 653 623		4 581 400	
	5 495 742		5 842 930	
PASSIFS				
Charges à payer et frais courus (note 7)	5 099 146		4 886 401	
Dû au Fonds d'assurance (note 15)	55 803		89 418	
	5 154 949		4 975 819	
ACTIFS FINANCIERS NETS	340 793		867 111	
ACTIF NON FINANCIERS				
Charges payées d'avance	1 698		1 716	
Immobilisations corporelles (note 8)	14 127		20 711	
	15 825		22 427	
EXCÉDENT CUMULÉ	356 618	$	889 538	$

Obligations contractuelles (note 9)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR
L'OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS

Jean-Guy Dugré

Willie Iserhoff

OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS
ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS
DE L'EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2013

	BUDGET		2013		2012	
EXCÉDENT ANNUEL	429 700	$	467 080	$	563 058	$
Acquisitions des immobilisations corporelles	(3 000)		(3 432)		(9 252)	
Amortissement des immobilisations corporelles	10 100		10 016		9 977	
	7 100		6 584		725	
Acquisition de charges payées d'avance	(1 800)		(1 698)		(1 716)	
Utilisation de charges payées d'avance	1 716		1 716		1 270	
	(84)		18		(446)	
Remise au gouvernement du Québec (note 4)	(1 000 000)		(1 000 000)		(558 700)	
(Diminution) Augmentation des actifs financiers nets	**(563 284)**		**(526 318)**		**4 637**	
Actifs financiers nets au début	**867 111**		**867 111**		**862 474**	
Actifs financiers nets à la fin	**303 827**	$	**340 793**	$	**867 111**	$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS
ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
DE L'EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2013

	2013	2012
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent annuel	467 080 $	563 058 $
Éléments sans effet sur la trésorerie:		
Amortissement des immobilisations corporelles	10 016	9 977
	477 096	573 035
Variation des actifs et passifs reliés au fonctionnement		
Débiteurs	(72 223)	(740 146)
Charges payées d'avance	18	(446)
Charges à payer et frais courus	212 745	750 469
Dû au Fonds d'assurance	(33 615)	10 333
	106 925	20 210
Flux de trésorerie provenant des activités de fonctionnement	**584 021**	**593 245**
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement en immobilisations	(3 432)	(9 252)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Remise au gouvernement du Québec (note 4) et flux de trésorerie utilisés pour les activités de financement	(1 000 000)	(558 700)
(DIMINUTION) AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	**(419 411)**	**25 293**
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	**1 261 530**	**1 236 237**
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN (note 12)	**842 119 $**	**1 261 530 $**

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS
NOTES COMPLÉMENTAIRES
30 JUIN 2013

1. CONSTITUTION, FONCTION ET FINANCEMENT

L'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris (l'Office), constitué en vertu de la *Loi sur l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris* (RLRQ, chapitre O-2.1), a pour fonction d'administrer le programme de sécurité du revenu établi par cette loi aux fins de fournir aux piégeurs et chasseurs cris une garantie de revenu; ce programme comprend également d'autres mesures d'incitation à se consacrer aux activités d'exploitation de la faune comme mode de vie.

Des montants sont versés à des unités de prestataires qui y sont admissibles, sujet entre autres conditions, au temps passé à chasser, pêcher et piéger et à exercer des activités accessoires.

En vertu des lois fédérale et provinciale de l'impôt sur le revenu, l'Office n'est pas assujetti aux impôts sur le revenu.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Aux fins de la préparation de ses états financiers, l'Office utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de l'Institut Canadien des Comptables Agréés pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source de méthodes comptables est cohérente avec les Normes comptables canadiennes du secteur public.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers de l'Office par la direction, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi qu'à l'égard de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont la durée de vie utile des immobilisations corporelles et les frais courus. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

État des gains et pertes de réévaluation

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté étant donné qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou libellé en devises étrangères.

Instruments financiers

La trésorerie et équivalents de trésorerie ainsi que les débiteurs sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les charges à payer et frais courus ainsi que le dû au Fonds d'assurance sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Revenus

Les contributions du gouvernement du Québec qui sont des paiements de transfert sont constatés lorsque les contributions sont autorisées et que l'Office a satisfait aux critères d'admissibilité, s'il en est, et qu'il est possible de faire une estimation raisonnable des montants en cause.

Les autres revenus sont constatés au fur et à mesure qu'ils sont gagnés et que leur recouvrement est raisonnablement assuré.

Prestations de sécurité du revenu

Les prestations sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que les bénéficiaires ont satisfait aux critères d'admissibilité, s'il en est. Les montants relatifs à la récupération des trop-payés sont comptabilisés aux résultats dans l'exercice au cours duquel ils sont récupérés.

ACTIFS FINANCIERS

Trésorerie et équivalents de trésorerie

L'Office présente, dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les soldes bancaires et les placements facilement convertibles à court terme, en un montant connu de trésorerie dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

ACTIFS NON FINANCIERS

De par leur nature, les actifs non financiers sont généralement utilisés afin de rendre des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties selon la méthode linéaire sur leur durée de vie utile prévue, soit :

	Durée
Améliorations locatives	7 ans
Mobilier équipement	5 ans
Équipement informatique	3 ans
Logiciel	5 ans

Dépréciation d'immobilisations corporelles

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de l'Office de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur nette comptable, son coût est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux étant donné que l'Office ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

3. MODIFICATIONS COMPTABLES

Présentation des états financiers

Le 1er juillet 2012, l'Office a adopté prospectivement le chapitre SP 1201 « Présentation des états financiers ». Ce chapitre modifie et remplace le chapitre SP 1200 « Présentation des états financiers ». Les principales modifications sont les suivantes :

- Les gains et les pertes de réévaluation sont présentés dans un nouvel état financier.
- L'excédent ou le déficit cumulé est présenté comme étant le total de l'excédent ou du déficit lié aux activités et des gains et pertes de réévaluation cumulés.

L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les résultats, ni sur l'état de la situation financière de l'Office.

Instruments financiers

Le 1er juillet 2012, l'Office a adopté prospectivement le chapitre SP 3450 « Instruments financiers ». Ce nouveau chapitre établit des normes de comptabilisation et d'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers et des dérivés non financiers.

Les principaux éléments de ce chapitre sont les suivants :

- Les éléments compris dans le champ d'application du chapitre sont classés dans l'une ou l'autre des deux catégories d'évaluation : celle de la juste valeur ou celle du coût ou coût après amortissement.

- Jusqu'à ce qu'un élément soit décomptabilisé, les gains et les pertes découlant de la réévaluation à la juste valeur sont présentés dans l'état des gains et pertes de réévaluation.

- L'obligation d'ajouter de nouvelles informations sur les éléments présentés ainsi que sur la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers. Ces informations ont été ajoutées et présentées à la note 13.

En date du 1er juillet 2012, l'Office :

- A classé ses actifs financiers et passifs financiers à la juste valeur ou au coût ou coût après amortissement conformément aux catégories prescrites par le SP 3450 et a comptabilisé ces éléments dans l'état de la situation financière.

- A appliqué les critères prescrits par le SP 3450 pour identifier les actifs financiers et passifs financiers qui doivent être évalués à la juste valeur.

- A appliqué prospectivement les dispositions relatives à l'évaluation du présent chapitre.

L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les résultats, ni sur l'état de la situation financière de l'Office.

Paiements de transfert

Le 1er juillet 2012, l'Office a adopté prospectivement le chapitre SP 3410, « Paiements de transfert ». Ce chapitre, qui modifie et remplace l'ancien chapitre SP 3410, « Paiements de transfert », établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter les paiements de transfert versés à des particuliers, à des organisations ou à d'autres gouvernements, tant du point de vue du cédant que de celui du bénéficiaire.

L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les résultats, ni sur l'état de la situation financière de l'Office.

4. REMISE AU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

En juin 2012, les membres de l'Office ont résolu de remettre un montant de 1 000 000 $ au gouvernement du Québec à même l'excédent cumulé.

5. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et équivalents de trésorerie est constituée de l'encaisse. L'encaisse comprend un montant de 30 000 $, détenu dans un compte en fiducie et affecté par résolution des membres de l'Office aux versements de prestations. Ce montant sert à pourvoir, entre autres, aux versements d'avance et aux paiements d'urgence lorsque le processus normal d'émission de chèques entraîne des délais excessifs pour le prestataire.

6. DÉBITEURS

	2013		2012	
Subvention à recevoir du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	4 503 165	$	4 518 207	$
Autres	150 458		63 193	
	4 653 623	$	4 581 400	$

7. CHARGES À PAYER ET FRAIS COURUS

	2013		2012	
Prestations de la sécurité du revenu	4 828 262	$	4 730 878	$
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	150 691		67 954	
Centre de services partagés du Québec	40 146		47 004	
Fournisseurs	42 657		13 175	
Traitements et avantages sociaux	37 390		27 390	
	5 099 146	$	4 886 401	$

8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2013						2012					
	Coût		Amortissement cumulé		Net		Coût		Amortissement Cumulé		Net	
Améliorations locatives	18 416	$	18 416	$	-	$	18 416	$	18 416	$	-	$
Mobilier et équipement	23 465		16 190		7 275		23 465		12 016		11 449	
Équipement informatique	47 377		40 525		6 852		43 945		34 683		9 262	
Logiciel	904 650		904 650		-		904 650		904 650		-	
	993 908	$	979 781	$	14 127	$	990 476	$	969 765	$	20 711	$

Au cours de l'exercice, les acquisitions d'équipement informatique ont été de 3 432 $. Au cours de l'exercice précédent, les acquisitions de mobilier et équipement et d'équipement informatique ont été respectivement de 2 631 $ et de 6 621 $.

9. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

L'Office est engagé par un contrat de services professionnels avec le Centre de services partagés du Québec pour l'entretien de son système informatique jusqu'en mars 2014.

L'Office est également engagé par deux baux à long terme échéant en mars et avril 2020 pour des locaux administratifs. Ces engagements totalisent 674 312 $.

Les paiements minimums futurs exigibles sur la totalité des obligations contractuelles s'établissent comme suit :

2014	150 528
2015	97 845
2016	100 566
2017	100 566
2018	100 566
2019 et suivants	177 832
	727 903 $

10. RÉGIMES DE RETRAITE

Les employés de l'Office participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1er janvier 2013, le taux de cotisation de l'Office pour le RREGOP a augmenté de 8,94 % à 9,18 % de la masse salariale cotisable et celui du RRPE est demeuré à 12,30 %.

Les cotisations de l'Office imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 53 552 $ (2012 : 51 072 $). Les obligations de l'Office envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses contributions à titre d'employeur.

11. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés comptabilisées à la valeur d'échange et déjà divulguées dans les états financiers, l'Office est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. L'Office n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

12. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN

Information supplémentaire

	2013	2012
Intérêts reçus	12 683 $	11 309 $

13. INSTRUMENTS FINANCIERS

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, l'Office est exposé à différents risques, notamment le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des procédures en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit peut découler de la possibilité qu'une partie manque à ses obligations financières et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Il peut aussi survenir s'il y a concentration d'opérations avec une même partie ou concentration d'obligations financières de tierces parties ayant des caractéristiques économiques similaires et qui seraient affectées de la même façon par l'évolution de la conjoncture. L'Office est exposé à un risque de crédit au maximum de la valeur comptable de la trésorerie et équivalents de trésorerie ainsi que des débiteurs.

Le risque de crédit associé à la trésorerie et équivalents de trésorerie est essentiellement réduit au minimum en s'assurant que ceux-ci sont investis auprès d'une institution financière réputée.

L'Office estime que le risque de crédit associé aux débiteurs est limité car le débiteur principal est le Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, qui est un apparenté sous contrôle commun.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'Office ne soit pas en mesure de répondre à ses besoins de trésorerie ou de financer ses obligations liées à ses passifs financiers lorsqu'elles arrivent à échéance.

L'Office paie généralement ses factures à l'intérieur d'un délai de 30 jours. Les charges à payer et frais courus ainsi que le dû au Fonds d'assurance totalisent 5 154 949 $ au 30 juin 2013 (4 975 819 $ au 30 juin 2012). Plus de 87% du total des sommes (92% en 2012) sera versé aux bénéficiaires à même l'encaissement du compte à recevoir du Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

L'Office évalue très faible son risque de liquidité puisqu'il détient suffisamment de trésorerie et équivalents de trésorerie pour honorer ses engagements financiers courants et à long terme, et ce, à un coût raisonnable.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque du marché comprend trois types de risques : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de prix. L'Office considère qu'il est seulement exposé au risque du taux d'intérêt attribuable à sa trésorerie et équivalents de trésorerie qui portent intérêt à des taux basés sur celui du marché.

L'objectif de l'Office est de gérer l'exposition au risque de taux d'intérêt en s'assurant que la sécurité des fonds détenus a priorité sur les revenus d'intérêt gagnés. L'Office considère donc que son risque lié à la variation du taux d'intérêt est faible.

14. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice courant.

15. FONDS D'ASSURANCE

La Convention complémentaire no 15 modifiant le chapitre 30 de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois est entrée en vigueur le 1er juillet 2002. Un Fonds d'assurance administré par l'Office a été créé, pour financer les congés de maladie et ceux relatifs aux désastres. Le Fonds est financé par des contributions égales du gouvernement du Québec et des prestataires du programme. Les actifs du Fonds d'assurance ne font pas partie des actifs de l'Office, lequel a la responsabilité de rendre compte des activités du Fonds. Pour l'année-programme 2012-2013, le taux de contribution du gouvernement et des prestataires est de 1,40 % des jours payés.

Les résultats, l'excédent cumulé et l'état de la situation financière du Fonds d'assurance pour l'exercice clos le 30 juin 2013, sont les suivants :

RÉSULTATS ET EXCÉDENT CUMULÉ

	2013		2012	
REVENUS				
Contribution du gouvernement du Québec	146 122	$	234 228	$
Contribution des prestataires	146 122		234 228	
Intérêts	33 554		30 838	
	325 798		499 294	
CHARGES				
Congés de maladie et désastres	278 686		326 194	
Frais de banque	91		90	
	278 777		326 284	
EXCÉDENT ANNUEL	47 021		173 010	
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT	408 895		235 885	
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN	455 916	$	408 895	$

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

	2013		2012	
ACTIFS FINANCIERS				
Encaisse	626	$	356	$
Placements	3 225 369		2 872 814	
Compte à recevoir de l'Office	55 803		89 418	
Compte à recevoir du gouvernement du Québec	55 803		89 418	
	3 337 601		3 052 006	
PASSIFS				
Congés de maladie à payer aux prestataires	2 881 683		2 643 111	
ACTIFS FINANCIERS NETS ET EXCÉDENT CUMULÉ	455 918	$	408 895	$

MANAGEMENT'S REPORT

The financial statements of the Cree Hunters and Trappers Income Security Board (the Board) have been drawn up by management, which is responsible for their preparation and presentation, including significant judgments and estimates. This responsibility involves choosing appropriate accounting policies that comply with Canadian public sector accounting standards. All other financial information contained in the annual activity report is consistent with that presented in the financial statements.

To fulfill its responsibilities, management maintains a system of internal accounting controls designed to provide reasonable assurance that assets are safeguarded and that transactions are duly approved and properly recorded, when appropriate and in a manner suitable for preparing reliable financial statements.

The Board recognizes that it is responsible for conducting its affairs in accordance with the statutes and regulations governing it.

The members of the Board oversee the manner in which management performs its financial reporting duties and approve the financial statements.

The Auditor General of Québec has audited the Board's financial statements in accordance with the Canadian generally accepted auditing standards, and his independent auditor's report states the nature and scope of this audit and his opinion. The Auditor General may, without restriction, meet with the members of the Board to discuss any matter related to the audit.

Serge Larivière, PH.D., MBA
Director-general

Régent Brind'Amour, CPA, CMA
Director of Administrative Services

FOR
THE CREE HUNTERS AND TRAPPERS INCOME SECURITY BOARD

Québec, December 17, 2013

INDEPENDENT AUDITOR'S REPORT

To the National Assembly

Report on the Financial Statements

I have audited the accompanying financial statements of the Cree Hunters and Trappers Income Security Board, which comprise the statement of financial position as at June 30, 2013, and the statement of operations, the statement of accumulated surplus, the statement of change in net financial assets and the statement of cash flow for the year then ended, and a summary of significant accounting policies and other explanatory information included in the notes to the financial statements.

Management's Responsibility for the Financial Statements

Management is responsible for the preparation and fair presentation of these financial statements in accordance with Canadian public sector accounting standards, and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

Auditor's Responsibility

My responsibility is to express an opinion on these financial statements based on my audit. I conducted my audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Those standards require that I comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the financial statements. The procedures selected depend on the auditor's judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the auditor considers internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by management, as well as evaluating the overall presentation of the financial statements.

I believe that the audit evidence I have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for my audit opinion.

Opinion

In my opinion, the financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Cree Hunters and Trappers Income Security Board as at June 30, 2013, and the results of its operations, **its remeasurement gains and losses,** changes in its net financial assets and its cash flows for the year then ended in accordance with Canadian public sector accounting standards.

Report on Other Legal and Regulatory Requirements

As required by the *Auditor General Act* (CQLR., chapter V-5.01), I report that, in my opinion, the accounting principles in these standards have been applied, except for the changes to the accounting methods relating to financial instruments and government transfers explained in Note 3 to the financial statements, on a basis consistent with that of the preceding year.

Michel Samson, CPA auditor, CA

Michel Samson, CPA Auditor, CA
Acting Auditor General of Québec

Québec, December 17, 2013

CREE HUNTERS AND TRAPPERS INCOME SECURITY BOARD
STATEMENT OF OPERATIONS
FOR THE YEAR ENDED ON JUNE 30, 2013

	BUDGET	2013	2012
REVENUES			
Contributions of the Government of Québec	$25,066,000	$25,493,505	$24,111,305
Interest	10,000	12,683	11,257
	25,076,000	25,506,188	24,122,562
EXPENSES			
Income security benefits	22,842,800	23,270,305	21,876,505
Salary and fringe benefits	1,139,800	1,116,609	1,079,085
Travel	120,000	115,878	109,433
Rent	148,500	148,563	134,047
Professional fees	10,000	9,388	13,565
Data processing and maintenance	233,000	220,301	222,457
Advertising	20,000	40,727	13,075
Training	27,000	29,184	9,721
Supplies	59,600	45,804	56,593
Telephone and communications	34,000	31,103	33,946
Bank and interest fees	1,500	1,230	1,100
Amortization of tangible capital assets	10,100	10,016	9,977
	24,646,300	25,039,108	23,559,504
ANNUAL SURPLUS	$429,700	$467,080	$563,058

The accompanying notes are an integral part of these financial statements.

CREE HUNTERS AND TRAPPERS INCOME SECURITY BOARD
STATEMENT OF ACCUMULATED SURPLUS
FOR THE YEAR ENDED ON JUNE 30, 2013

	2013	2012
ACCUMULATED SURPLUS AT BEGINNING OF YEAR	$889,538	$885,180
Remittance to the government of Québec (note 4)	(1,000,000)	(558,700)
Annual surplus	467,080	563,058
ACCUMULATED SURPLUS AT END OF YEAR	$356,618	$889,538

The accompanying notes are an integral part of these financial statements.

CREE HUNTERS AND TRAPPERS INCOME SECURITY BOARD
STATEMENT OF FINANCIAL POSITION
AS AT JUNE 30, 2013

	2013	2012
FINANCIAL ASSETS		
Cash and cash equivalents (note 5)	$842,119	$1,261,530
Accounts receivable (note 6)	4,653,623	4,581,400
	5,495,742	5,842,930
LIABILITIES		
Accounts payable and accrued liabilities (note 7)	5,099,146	4,886,401
Amount owing to the Insurance Fund (note 15)	55,803	89,418
	5,154,949	4,975,819
NET FINANCIAL ASSETS	340,793	867,111
NON-FINANCIAL ASSETS		
Prepaid expenses	1,698	1,716
Tangible capital assets (note 8)	14,127	20,711
	15,825	22,427
ACCUMULATED SURPLUS	$356,618	$889,538

Contractual obligations (note 9)

The accompanying notes are an integral part of these financial statements.

FOR
THE CREE HUNTERS AND TRAPPERS INCOME SECURITY BOARD

Jean-Guy Dugré

Willie Iserhoff

CREE HUNTERS AND TRAPPERS INCOME SECURITY BOARD
STATEMENT OF CHANGE IN NET FINANCIAL ASSETS
FOR THE YEAR ENDED ON JUNE 30, 2013

	BUDGET	2013	2012
ANNUAL SURPLUS	$429,700	$467,080	$563,058
Acquisitions of tangible capital assets	(3,000)	(3,432)	(9,252)
Amortization of tangible capital assets	10,100	10,016	9,977
	7,100	6,584	725
Acquisition of prepaid expenses	(1,800)	(1,698)	(1,716)
Use of prepaid expenses	1,716	1,716	1,270
	(84)	18	(446)
Remittance to the government of Québec (note 4)	(1,000,000)	(1,000,000)	(558,700)
(Decrease) Increase in net financial assets	**(563,284)**	**(526,318)**	**4,637**
Net financial assets at beginning of year	**867,111**	**867,111**	**862,474**
Net financial assets at end of year	**$303,827**	**$340,793**	**$867,111**

The accompanying notes are an integral part of these financial statements.

CREE HUNTERS AND TRAPPERS INCOME SECURITY BOARD
STATEMENT OF CASH FLOW
FOR THE YEAR ENDED ON JUNE 30, 2013

	2013	2012
OPERATING TRANSACTIONS		
Annual surplus	$467,080	$563,058
Non-cash items		
Amortization of tangible capital assets	10,016	9,977
	477,096	573,035
Change in assets and liabilities related to operations		
Accounts receivable	(72,223)	(740,146)
Prepaid expenses	18	(446)
Accounts payable and accrued liabilities	212,745	750,469
Amount owing to the Insurance fund	(33,615)	10,333
	106,925	20,210
Cash provided by operating transactions	584,021	593,245
CAPITAL TRANSACTIONS		
Acquisitions of tangible capital assets and cash applied to capital transactions	(3,432)	(9,252)
FINANCING TRANSACTIONS		
Remittance to the government of Québec (note 4) and cash applied to financing transactions	(1,000,000)	(558,700)
(DECREASE) INCREASE IN CASH AND CASH EQUIVALENTS	**(419,411)**	**25,293**
CASH AND CASH EQUIVALENTS AT BEGINNING OF YEAR	**1,261,530**	**1,236,237**
CASH AND CASH EQUIVALENTS AT END OF YEAR (note 12)	**$842,119**	**$1,261,530**

The accompanying notes are an integral part of these financial statements.

CREE HUNTERS AND TRAPPERS INCOME SECURITY BOARD
NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS
JUNE 30, 2013

1. CONSTITUTION, OPERATION AND FUNDING

The purpose of the Cree Hunters and Trappers Income Security Board (the Board), created pursuant to *An Act respecting the Cree Hunters and Trappers Income Security Board* (CQLR, chapter O-2.1), is to administer this Act for the purposes of providing Cree trappers and hunters with a guaranteed income; this program includes other measures aimed at encouraging beneficiaries to carry out wildlife harvesting activities as a way of life.

Benefits are paid to eligible beneficiary units according, among other things, to the time spent hunting, fishing and trapping and carrying out related activities.

Under federal and provincial tax laws, the Board is not subject to income tax.

2. SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES

For the purposes of preparing its financial statements, the Board uses on a priority basis the *Canadian Institute of Chartered Accountants Public Sector Accounting Handbook*. The use of any other source of accounting policies is consistent with Canadian public sector accounting standards.

Using estimates

The preparation of the Board's financial statements by management, in accordance with the Canadian public sector accounting standards, requires that management use estimates and assumptions that affect reporting of assets and liabilities, presentation of contingent assets and liabilities on the date of the financial statements, and reporting revenues and expenses over the period covered by the financial statements. The main items for which the management used estimates and assumptions are useful life of tangible capital assets and accrued liabilities. The real results may differ from the best estimates made by management.

Statement of remeasurement gains and losses

The statement of remeasurement gains and losses is not presented since no element is recognized at fair value and denominated in foreign currencies.

Financial instruments

Cash and cash equivalents and accounts receivable are classified as financial assets measured at cost or at amortized cost using the effective interest rate method.

Accounts payable and accrued liabilities as well as its amount owing to the Insurance Fund are classified as financial liabilities measured at cost or amortized cost using the effective interest rate.

Revenues

Contributions from the Quebec government that are government transfers are recognized when contributions are authorized and the Board has met the eligibility criteria, if any, and it is possible to make a reasonable estimate of those amounts.

The other revenues are recorded as they are earned and as their collection is reasonably assured.

Income security benefits

Benefits are recognized when they are authorized and when recipients have met the eligibility criteria, if any. Amounts relating to the recovery of overpayments are recorded in income in the period in which they are recovered.

FINANCIAL ASSETS

Cash and cash equivalents

The Board presents, under cash and cash equivalents, bank balances and short-term investments that are easily convertible in the short term into a known amount of cash whose value is not likely to change significantly.

NON-FINANCIAL ASSETS

The non-financial assets are normally employed to provide future services.

Tangible capital assets

Tangible capital assets are recorded at cost and amortized over their expected useful life using the straight-line method and the following durations:

	Duration
Leasehold improvements	7 years
Furniture and equipment	5 years
Computer hardware	3 years
Software	5 years

Write-downs of tangible capital assets

When the general economic environment indicates that a tangible capital asset no longer contributes to the Board's ability to provide services or that the value of the future economic benefits associated with the tangible capital asset is below its net book value, its cost is reduced to reflect its decline in value. The net losses in value on tangible capital assets are charged to the statement of operations. No recovery is recorded.

Pension plans

The accounting procedure used for defined-contribution plans is applied to multiemployer government defined-benefit plans, given that the Board lacks sufficient information to apply the accounting procedure for defined-benefit plans.

3. ACCOUNTING CHANGES

Presentation of Financial Statements

July 1, 2012, The Board prospectively adopted Chapter PS 1201 "Financial statement presentation". This chapter amends and replaces Chapter PS 1200 "Financial statement presentation". The main changes are the following:

- The remeasurement gains and losses are presented in a new financial statement.
- The accumulated surplus or deficit is presented as the total surplus or deficit related to activities and accumulated remeasurement gains and losses.

The adoption of this standard has had no impact on the results or the Board's financial position statement.

Financial Instruments

July 1, 2012, The Board prospectively adopted Chapter PS 3450 "Financial Instruments". This new chapter established standards for recognizing and measuring financial assets, financial liabilities, and non-financial derivatives.

The main items in this chapter are the following:

- Items included in the scope of this chapter are classified in one or the other of the two evaluation categories: fair value or cost or amortized cost.

- Until an item is derecognized, gains and losses arising from remeasurement at fair value are presented in the statement of remeasurement gains and losses.

- The requirement to add new information to the evidence presented and the nature and extent of risks arising from financial instruments. The information has been added and included in note 13.

As of July 1, 2012, the Board:

- Classified its financial assets and financial liabilities at fair value or at cost or amortized cost in accordance with the categories prescribed by PS 3450 and recorded these items in the statement of financial position.

- Applied criteria prescribed by PS 3450 to identify financial assets and financial liabilities that must be measured at fair value.
- Prospectively applied the provisions relating to the assessment of this chapter.

The adoption of this standard has had no impact on the results or on the Board's financial position statement.

Government transfers

On July 1, 2012, the Board prospectively adopted chapter PS 3410, "Government transfers". This chapter changes and replaces the former chapter PS 3410, "Government transfers", and establishes standards on how to account for and report government transfers to individuals, organizations or other governments, both from the point of view of the transferor as well as the recipient.

The adoption of this standard has had no impact on the results or on the Board's financial position statement.

4. REMITTANCE TO THE GOVERNMENT OF QUÉBEC

In June 2012, members of the Board decided to remit an amount of $1,000,000 to the government of Québec from its accumulated surplus.

5. CASH AND CASH EQUIVALENTS

Cash and cash equivalents consists of cash on hand. Cash includes an amount of $30,000, held in a trust account and affected by a resolution by Board members regarding benefit payments. This amount is used to provide payments in advance and emergency payments when the normal process of issuing cheques results in excessive delays for the beneficiary.

6. ACCOUNTS RECEIVABLE

	2013	2012
Subsidy receivable from the Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	$4,503,165	$4,518,207
Others	150,458	63,193
	$4,653,623	$4,581,400

7. ACCOUNTS PAYABLE AND ACCRUED LIABILITIES

	2013	2012
Income security benefits	$4,828,262	$4,730,878
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	150,691	67,954
Centre de services partagés du Québec	40,146	47,004
Suppliers	42,657	13,175
Salaries and fringe benefits	37,390	27,390
	$5,099,146	$4,886,401

8. TANGIBLE CAPITAL ASSETS

	2013			2012		
	Cost	Accumulated amortization	Net	Cost	Accumulated amortization	Net
Leasehold improvements	$ 18,416	$ 18,416	$ -	$ 18,416	$ 18,416	$ -
Furniture & equipment	23,465	16,190	7,275	23,465	12,016	11,449
Computer hardware	47,377	40,525	6,852	43,945	34,683	9,262
Software	904,650	904,650	-	904,650	904,650	-
	$ 993,908	$ 979,781	$ 14,127	$ 990,476	$ 969,765	$ 20,711

During the year, there were acquisitions of Computer hardware for $3,432. During the previous year, there were acquisitions of furniture & equipment and computer hardware respectively for $2,631 and $6,621.

9. CONTRACTUAL OBLIGATIONS

The Board is committed, under a professional services contract, to paying the Centre de services partagés du Québec, for their maintenance of its computer system until March 2014.

The Board is also committed under two long-term leases for administrative offices expiring in March and April 2020. These commitments total $674,312.

Minimum future payments on all of the commitments are as follows:

2014	150 528
2015	97 845
2016	100 566
2017	100 566
2018	100 566
2019 and following	177 832
	$727 903

10. PENSION PLANS

Board employees participate in the Government and Public Employees Retirement Plan (RREGOP) or the Pension Plan of Management Personnel (PPMP). These are multiemployer defined-benefit plans and include guaranteed payments upon retirement and death.

As at January 1, 2013, the RREGOP rate of contribution for the Board increased from 8.94 % to 9.18 % of assessable payroll. The PPMP rate stayed at 12.30 %.

The Board's contributions charged to income for the year amounted to $53,552 (2012: $51,072). The Board's liability towards these Government plans is restricted to its contributions as an employer.

11. RELATED PARTY TRANSACTIONS

In addition to the related party transactions disclosed in its financial statements and recorded at exchange value, the Board is a related party to all government departments, special funds, agencies and public enterprises directly or indirectly controlled by the Government of Québec or subject to either joint control or significant influence by it. The Board did not carry out any business transactions with these related parties other than during the normal course of operations and under normal business conditions. These transactions are not shown separately in the financial statements.

12. CASH AND CASH EQUIVALENT AT END OF YEAR

Additional information

	2013	2012
Interest received	$12,683	$11,309

13. FINANCIAL INSTRUMENTS

Risk management from financial instruments

In the normal course of business, the Board is exposed to various risks, including credit risk, liquidity risk and market risk. Management has established procedures for monitoring and managing that ensures the risk management associated with financial instruments and to minimize potential impacts.

Credit risk

Credit risk may arise from the possibility that one party fails to fulfill its financial obligations, and therefore, causes the other party to incur a financial loss. It can also occur if there is a concentration of transactions with the same party or a concentration of financial obligations of third parties with similar economic characteristics and are affected similarly by changes in economic conditions. The Board is exposed to credit risk regarding the carrying values of its cash and cash equivalents as well as accounts receivable.

Credit risk associated with cash and cash equivalents is substantially minimized by ensuring that they are invested with a reputable financial institution.

The Board believes that credit risk associated with accounts receivable is limited because the main debtor is the Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, which is related under common control.

Liquidity risk

Liquidity risk is the risk that the Board is not able to meet its cash requirements or fund its financial liabilities related to its financial liabilities as they come due.

The Board usually pays its bills with a 30-day period. Accounts payable and accrued liabilities, as well as amounts owing to the Insurance Fund totalled $ 5,154,949 on June 30, 2013 ($4,975,819 on June 30, 2012). More than 87% of the total amount (92% in 2012) will be paid to the beneficiaries from the collection of accounts receivable from the Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

The Board evaluates its liquidity risk as being very low since it holds enough cash and cash equivalents to meet its current and long-term commitments at a reasonable cost.

Market risk

Market risk is the risk that the market price or the future cash flows of a financial instrument will fluctuate because of changes in market prices. Market risk comprises three types of risk: currency risk, interest rates and price risk. The Board considers that it is only exposed to interest rate risk due to its cash and cash equivalents that bear interest at rates based on the market rate.

The Board's objective is to manage exposure to interest rate risk by ensuring that the security of funds has priority over earned interest income. The Board considers that its exposure to interest rate changes is low.

14. Comparative figures

Certain figures for the prior year have been reclassified to conform to the presentation adopted in the current year.

15. INSURANCE FUND

Complementary Agreement No. 15 amending Section 30 of the James Bay and Northern Québec Agreement came into effect on July 1, 2002. An insurance fund administered by the Board was created to finance sick leave and leave related to disasters. The Fund is financed by equal contributions from the Government of Québec and program beneficiaries. The Insurance Fund's assets are separate from the assets of the Board, which is responsible for reporting on Fund activities. For the program-year 2012-2013, the rate of contribution of the government and the beneficiaries to the fund is 1.40 % of the days paid.

The operations, accumulated surplus and financial position of the Insurance Fund for the year ending on June 30, 2013 are as follows:

STATEMENT OF OPERATIONS AND ACCUMULATED SURPLUS

	2013	2012
REVENUES		
Contribution of the Government of Québec	$146,122	$234,228
Contribution of beneficiaries	146,122	234,228
Interest	33,554	30,838
	325,798	499,294
EXPENSES		
Sick leave and disasters	278,686	326,194
Bank fees	91	90
	278,777	326,284
ANNUAL SURPLUS	47,021	173,010
ACCUMULATED SURPLUS AT BEGINNING OF THE YEAR	408,895	235,885
ACCUMULATED SURPLUS AT END OF THE YEAR	$455,916	$408,895

STATEMENT OF FINANCIAL POSITION

	2013	2012
FINANCIAL ASSETS		
Cash on hand	$626	$356
Investments	3,225,369	2,872,814
Account receivable from the Board	55,803	89,418
Account receivable from the Government of Québec	55,803	89,418
	3,337,601	3,052,006
LIABILITIES		
Sick leaves payable to beneficiaries	$2,881,683	$2,643,111
NET FINANCIAL ASSETS AND ACCUMULATED SURPLUS	$455,918	$408,895

CHAPITRE I
OBJET ET CHAMP D'APPLICATION

1•Le présent code a pour objet de préserver et de renforcer le lien de confiance dans l'intégrité, l'impartialité et l'indépendance des membres de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, ci-après désigné l'Office, et de favoriser la transparence au sein de l'Office.

CHAPITRE II
PRINCIPES D'ÉTHIQUE ET RÈGLES GÉNÉRALES DE DÉONTOLOGIE

2•Le membre de l'Office est tenu, dans l'exercice de ses fonctions, de respecter les principes d'éthiques et les règles de déontologie prévus par la loi ainsi que ceux établis dans le présent code d'éthique et de déontologie.

Il doit, en cas de doute, agir selon l'esprit de ces principes et de ces règles. Il doit de plus organiser ses affaires personnelles de telle sorte qu'elles ne puissent nuire à l'exercice de ses fonctions.

3•Le membre de l'Office est tenu à la discrétion sur ce dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions et est tenu, à tout moment, de respecter le caractère confidentiel de l'information ainsi reçue.

Cette obligation n'a pas pour effet d'empêcher un membre de l'Office représentant ou lié à un groupe d'intérêts particulier de le consulter ni de lui faire rapport, sauf si l'information est confidentielle suivant la loi ou si le conseil d'administration exige le respect de la confidentialité.

4•Le membre de l'Office doit, dans l'exercice de ses fonctions, prendre ses décisions indépendamment de toutes considérations politiques partisanes.

5•Le membre de l'Office doit éviter de se placer dans une situation de conflit entre son intérêt personnel et les obligations de ses fonctions. Il doit dénoncer à l'Office tout intérêt direct ou indirect qu'il a dans un organisme, une entreprise ou une association susceptible de le placer dans une situation de conflit d'intérêts, ainsi que les droits qu'il peut faire valoir contre l'Office, en indiquant, le cas échéant, leur nature et leur valeur.

6•Le membre de l'Office qui a un intérêt direct ou indirect dans un organisme, une entreprise ou une association qui met en conflit son intérêt personnel et celui de l'Office doit dénoncer par écrit cet intérêt aux autres membres et, le cas échéant, s'abstenir de participer à toute délibération et à toute décision portant sur l'organisme, l'entreprise ou l'association dans lequel il a cet intérêt. Il doit en outre se retirer de la séance pour la durée des délibérations et du vote relatifs à cette question.

Toutefois cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt lui échoit par succession ou donation pourvu qu'il renonce ou en dispose avec toute la diligence possible; elle n'a pas lieu non plus dans le cas où un membre de l'Office ou quelqu'un de sa famille reçoit des prestations du programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris.

Le présent article n'a toutefois pas pour effet d'empêcher un membre de l'Office de se prononcer sur des mesures d'application générale relatives aux conditions de travail au sein de l'Office par lesquelles lui ou quelqu'un de sa famille à l'emploi de l'Office serait aussi visé.

CHAPTER I
PURPOSE AND SCOPE

1•The purpose of the present code is to preserve and enhance the confidence of the public in the integrity, impartiality and independance of the members of the Cree Hunters and Trappers Income Security Board, thereafter named the Board, and to promote openness within the Board.

CHAPTER II
ETHICAL PRINCIPLES AND GENERAL RULES OF PROFESSIONAL CONDUCT

2•In the performance of his duties, the member of the Board is bound to comply with the ethical principles and the rules of professional conduct prescribed by law as well as the principles and rules set forth in the present code of ethics and professional conduct.

In case of doubt, he shall act in accordance with the spirit of those principles and rules. He shall, in addition, arrange his personal affairs in such a manner that they cannot interfere with the performance of his duties.

3•The member of the Board is bound to discretion in regard to anything that comes to his knowledge in the performance or during the performance of his duties and is at all times bound to maintain the confidentiality of information thus received.

That obligation does not have the effect of preventing a member of the Board from reporting to a specific interest group that he represents or to which he is linked, except where the information is confidential by law or where the board of directors requires that confidentiality be maintained.

4•In the performance of his duties, the member of the Board shall make decisions regardless of any partisan political considerations.

5•The member of the Board shall avoid placing himself in a situation of conflict between his personal interest and the duties of his office.

He shall reveal to the Board any direct or indirect interest that he has in an agency, corporation or association likely to place him in a situation of conflict or interest, as well as any rights that he may assert against the Board, and shall indicate, where applicable, their nature and value.

6•The member of the Board who has a direct or indirect interest in an agency, corporation or association entailing a conflict between his personal interest and that of the Board shall reveal the interest in writing to the other members of the Board and, where applicable, shall abstain from participating in any deliberation or any decision pertaining to the agency, corporation or association in which he has that interest. In addition, he shall withdraw from the sitting for the duration of the deliberations and the voting concerning that matter.

However, such forfeiture is not incurred if such interest devolves to him by succession or gift, provided that he renounces or disposes of it with all possible dispatch; nor is it incurred where the member of the Board or a member of his family receives Cree Hunters and Trappers Income Security Program benefits.

This section does not prevent a member of the Board from expressing opinions about conditions of employment applied at large within the agency or corporation and that could affect him or a member of his family who is in the employment of the Board.

7•Le membre de l'Office ne doit pas confondre les biens de l'Office avec les siens et ne peut sous réserve de l'article 6 les utiliser à son profit ou au profit de tiers.

8•Le membre de l'Office ne peut utiliser à son profit ou au profit de tiers l'information obtenue dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions.

Cette obligation n'a pas pour effet d'empêcher un membre de l'Office représentant ou lié à un groupe d'intérêts particulier de le consulter ni de lui faire rapport, sauf si l'information est confidentielle suivant la loi ou si le conseil d'administration exige le respect de la confidentialité.

9•Le membre de l'Office ne peut accepter aucun cadeau, marque d'hospitalité ou autre avantage que ceux d'usage et d'une valeur modeste.

Tout autre cadeau, marque d'hospitalité ou avantage reçu doit être retourné au donateur.

10•Le membre de l'Office ne peut, directement ou indirectement, accorder, solliciter ou accepter une faveur ou un avantage indu pour lui-même ou pour un tiers.

11•Le membre de l'Office doit, dans la prise de ses décisions, éviter de se laisser influencer par des offres d'emploi ou tout autre avantage.

12•Le membre de l'Office qui a cessé d'exercer ses fonctions doit se comporter de façon à ne pas tirer d'avantages indus de ses fonctions antérieures au service de l'Office.

13•Le membre de l'Office qui a cessé d'exercer ses fonctions ne doit pas divulguer une information confidentielle qu'il a obtenue ni donner à quiconque des conseils fondés sur de l'information non disponible au public concernant l'Office.

14•Le président doit s'assurer du respect des principes d'éthique et des règles de déontologie par les membres de l'Office.

CHAPITRE III
RÉMUNÉRATION

15•Les traitements, traitements additionnels, allocations et dépenses de chaque membre de l'Office sont fixés et payés par l'autorité qui l'a nommé.

CHAPITRE IV
PROCESSUS DISCIPLINAIRE

16•Aux fins du présent chapitre, l'autorité compétente pour agir est

- le secrétaire général associé responsable des emplois supérieurs au ministère du Conseil exécutif lorsqu'il s'agit d'un membre nommé ou désigné par le gouvernement qui est en cause;
- l'Administration régionale crie ou son successeur lorsqu'il s'agit d'unmembre nommé ou désigné par l'Administration régionale crie qui est en cause.

17•Sur conclusion que le membre de l'Office a contrevenu à la loi ou au code d'éthique et de déontologie, l'autorité compétente doit en être informée.

7•The member of the Board shall not treat the property of the Board as if it were his own property and, under reserve of Section 6, may not use it for his own benefit or for the benefit of a third party.

8•The member of the Board may not use for his own benefit or for the benefit of a third party information obtained in the performance or during the performance of his duties.

That obligation does not have the effect of preventing a member of the Board from consulting or reporting to a specific interest group that he represents or to which he is linked, except where the information is confidential by law or where the board of directors requires that confidentiality be maintained.

9•The member of the Board may not accept any gift, hospitality or other advantage, except what is customary and is of modest value.

Any other gift, hospitality or advantage received shall be returned to the giver.

10•The member of the Board may not, directly or indirectly, grant, solicit or accept a favour or an undue advantage for himself or for a third party.

11•In the decision making process, the member of the Board shall avoid allowing himself to be influenced by offers of employment or any undue advantage.

12•The member of the Board who is no longer in office shall conduct himself in such a manner as not to derive undue advantages from his previous service with the Board.

13•It is prohibited for the member of the Board who has left the Board to disclose confidential information or to give anyone advice based on information not available to the public concerning the Board.

14•The chairman shall ensure that the members of the Board comply with the ethical principles and rules of professional conduct.

CHAPTER III
REMUNERATION

15•The salary, additional salary, allowances and expenses of each member of the Board shall be fixed and paid by the authority that appointed him.

CHAPTER IV
DISCIPLINARY PROCESS

16•For the purposes of this Chapter, the authority competent to act is

- the Associate Secretary General for Senior Positions of the Ministère du Conseil exécutif where the person concerned is a member of the Board appointed or designated by the Government;
- the Cree Regional Authority or its successor where the person concerned is a member of the Board appointed or designated by the Cree Regional Authority.

17•Where it is concluded that the member of the Board has violated the law or the code of ethics and professional conduct, the competent authority shall be informed accordingly.

PLAN D'ACTION DE DÉVELOPPEMENT DURABLE [illegible]
L'OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS

L'année-programme 2012-2013 fut la cinquième année d'application du plan d'action de développement durable de l'Office, publié le 31 mars 2009. Conformément à l'information transmise par le bureau de coordination de développement durable, le plan d'action sera prolongé jusqu'au 31 mars 2015 et sera bonifié d'au moins une action qui contribue à l'atteinte de l'un ou de l'autre des 21 objectifs de l'Agenda 21 de la culture du Québec. L'Office fera les modifications demandées à son PADD au cours de la prochaine année.

Activités réalisées en cours d'année

Orientation stratégique gouvernementale 1 (incontournable)

Informer, Sensibiliser, Éduquer, Innover

Objectif gouvernemental 1

Mieux faire connaître le concept et les principes de développement durable et favoriser le partage des expériences et des compétences en cette matière et l'assimilation des savoirs et savoir-faire qui en facilitent la mise en œuvre.

Premier Objectif de l'Office

Sensibiliser le personnel du siège social et des bureaux locaux aux principes de développement durable.

Action 1

Mettre en œuvre des activités contribuant à la réalisation du Plan gouvernemental de sensibilisation et de formation des personnels de l'administration publique, tant auprès des employés du siège social que de ceux des bureaux situés dans les communautés cries de la Baie-James.

Geste	Suivi 2012-2013
1. Publier des affiches dans les locaux du siège social et dans les bureaux des communautés cries.	Complété
2. Participation à une formation sur le développement durable.	Complété
3. Transmettre de l'information aux employés dans les communautés cries.	Complété

Indicateur : Taux d'employés rejoints par les activités de sensibilisation au développement durable.
Cible : 80 % des employés sensibilisés d'ici 2011.
Résultats de l'année : En 2012-2013, l'Office a fournit de l'information à son personnel du siège social et des bureaux locaux relativement aux principes de développement durable.

Deuxième Objectif de l'Office

Sensibiliser la clientèle du programme aux principes de développement durable.

Action 2

Promouvoir les principes du développement durable auprès de la clientèle, c'est-à-dire les chasseurs, trappeurs, et pêcheurs cris, prestataires du programme.

Geste	Suivi 2012-2013
4. Articles sur le développement durable inclus dans la revue publiée par l'Office : «The Cree Hunter and Trapper».	Complété

Indicateur : Nombre de communications adressées directement aux prestataires.
Cible : Au minimum 1 article à paraître par année.
Résultats de l'année : En décembre 2012, un article a été publié dans la revue «The Cree Hunter and Trapper». L'Office vise à poursuivre cette action sur une base régulière et de publier au minimum un article par année.

Orientation stratégique gouvernementale 2 (incontournable)

Produire et consommer de façon responsable.

Objectif gouvernemental 2

Appliquer des mesures de gestion environnementale et une politique d'acquisitions écoresponsables au sein des ministères et organismes gouvernementaux.

Troisième objectif de l'Office

Mettre en place des pratiques d'achat respectueuses de l'environnement.

Action 3

Mettre en œuvre des pratiques et des activités contribuant aux dispositions de la Politique pour un gouvernement responsable.

Geste	Suivi 2012-2013
5. Mettre en place des mesures de récupération des matières résiduelles et de réduction de la consommation d'énergie au siège social et dans les bureaux locaux.	Poursuivi
6. Acquérir des biens et des services d'une façon écoresponsable.	Poursuivi
7. Sensibiliser le personnel du siège social et des bureaux locaux à privilégier les communications électroniques et à en limiter l'impression.	Poursuivi
8. Inciter les employés des bureaux locaux à se servir de leurs ordinateurs d'une façon régulière afin de réduire le papier nécessaire aux communications.	Poursuivi

Indicateur : Pratiques d'acquisition écoresponsable.
Mesures contribuant à l'atteinte des objectifs nationaux de gestion environnementale.
Cible : Nombre de pratiques d'acquisition écoresponsable.
Nombre de mesures de gestion environnementale.
Résultats : En 2012-2013, l'Office a poursuivi des efforts de réduction de consommation de papier. En effet, l'Office a réduit considérablement le nombre de tablettes de formulaires envoyés à la reprographie. Les administrateurs locaux sont encouragés à consulter l'intranet de l'Office et d'imprimer, seulement lorsque requis, les formulaires dont ils ont besoin.

Objectifs gouvernementaux non retenus

L'Office a fait l'exercice de réviser tous les objectifs gouvernementaux de développement durable afin d'en établir le lien avec sa mission. La liste des objectifs non retenus, ainsi que les motifs correspondants, est incluse à l'Annexe 1 du Plan d'action de développement durable 2009-2013.

100%
BIO GAZ
Ecologo
FSC
Recyclé
Cert no. SW-COC-001501
© 1996 FSC

OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS

2700, boulevard Laurier, Édifice Champlain, bureau 1100, Québec, Qc G1V 4K5
Téléphone 418 643-7300 + 1 800 363-1560, Télécopieur 418 643-6803
courrier@osrcpc.ca, www.osrcpc.ca